



Cercle
Condorcet
CLERMONT-FERRAND

Informé et/ou manipulé ?

Cahier n°15 – 2013

**Cercle Condorcet de Clermont-Ferrand
31, rue Pélissier
63028 CLERMONT-FERRAND Cedex 2
Tél : 04 73 91 00 42
Fax : 04 73 90 96 28**

Inform et/ou manipuler ?

*« Le droit de dire et d'imprimer ce que nous pensons
est le droit de tout homme libre, dont on ne saurait le priver sans
exercer la tyrannie la plus odieuse.*

*Soutenons la liberté de la presse,
c'est la base de toutes les autres libertés,
c'est par là qu'on s'éclaire mutuellement.*

*Chaque citoyen peut parler par écrit à la nation,
et chaque lecteur examine à loisir, et sans passion
ce que ce compatriote lui dit par la voie de la presse »*

VOLTAIRE

Sommaire

Présentation organisée des travaux du Cercle

Avant-propos du Président du Cercle Condorcet	p.4	
Démarche d'élaboration du livret	p.6	
INTRODUCTION :		
Les mots de la manipulation (vocabulaire et étymologie)	p.12	
Chapitre I – FACTEURS DE LA MANIPULATION		
I.1. A PROPOS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE		
I.1.1. La liberté d'opinion	p.20	
- Un droit citoyen (A.BANDIERA)		
- Deux poids, deux mesures (J.BOUDOT)		
I.1.2. Histoire d'une liberté : Conférence de JP. ROUGER	p.23	
I.2. A PROPOS DES MEDIAS, DE L'ARGENT ET DU POUVOIR		
I.2.1. Introduction : La priorité du profit (A.BANDIERA)	p.30	
I.2.2. La presse et l'argent : Conférence de JP. ROUGER	p.32	
I.2.3. Aux mains des puissants : présentation du film « Les nouveaux chiens de garde » (A.BANDIERA)	p.41	
Chapitre II – LA MANIPULATION EN ŒUVRE		
II.1. FAITS DIVERS ET FAITS D'HISTOIRE : calomnie et propagande (A.BANDIERA)		p.44
II.1.1. Propagande et faits divers : qui déshonorer ?		
II.1.2. Propagande et histoire : Que faut-il commémorer ?		
II.1.3.Témoignages : Jean Yves NADOUR ; Jean-Marc ROIRANT ; Jean- Claude GUILLEBAUD		
II.2. CHIFFRES A L'APPUI : Justes nombres et raisonnements faux... (P. MIELE)		p.57
II.3. LA FALSIFICATION SCIENTIFIQUE : La propagande du créationnisme (J. BERNARD)		p.68
II.4. LA DESINFORMATION : La propagation des idées fausses (G.CAGNIANT)		p.71

Chapitre III – POUVOIR ET DANGERS DES MEDIAS

III.1. APPROCHE DE L'INFLUENCE DES MEDIAS à partir de l'analyse de la communication interindividuelle (M.AMREIN)	p.81
III.1.1. Communication et manipulation	
III.1.2. La manipulation médiatique : Quelles stratégies ?	
III.1.3. Les effets sur le public des manipulations médiatiques. Quels impacts ?	
III.2. LES DERIVES DE LA COMMUNICATION : le nouveau paradoxe de Zénon (A.BANDIERA)	p.107
III.2.1. Pamphlet d'Ignacio RAMONET	
III.2.2. Conférence de Jacques MOURIQUAND	
III.3. UNE NOUVELLE CULTURE MEDIATIQUE :	
III.3.1. Internet : la meilleure et la pire des choses (A.BANDIERA)	p.113
III.3.2. Pour une éthique des journalistes : Intervention de D.CORNU	p.114
III.3.3. Savoir s'informer à l'ère du numérique (J.CLOSSET)	p.117
III.4. LES DANGERS D'UNE INFORMATION PRECIPITEE :	
Laisser du temps au temps (F. ROBERT)	p.120

Chapitre IV – PEUT-ON DEFENDRE UNE MANIPULATION POSITIVE ?

IV.1. DES CAS DE MANIPULATION POSITIVE (A.BANDIERA)	p.122
IV.1.1. Les grandes affaires emblématiques	
IV.1.2. Un film remarquable : « No » de Pablo LARAIN	
IV.2. UNE APOLOGIE DE LA RUSE : Synthèse du livre de Fabrice d'ALMEIDA (H. RUBIO)	p.127

CONCLUSION : SE PROTEGER CONTRE LA MANIPULATION

- « Je vais me réveiller » (G. MILLET)	p.131
- De l'importance de l'éducation (A.BANDIERA)	p.134

Remerciements	p. 137
---------------	--------

Publications du Cercle Condorcet de Clermont-Ferrand	p. 139
--	--------

Avant-propos du Président du Cercle Condorcet

Publié par le Cercle Condorcet de Clermont-Ferrand, ce nouveau livret est conforme à la fois à la vocation du Cercle et à sa méthodologie de travail ; il est en effet le résultat d'une année de débats, de réflexions, assortis de différentes documentations, sur un sujet dit « de société ». Il n'y a dans ce travail et cette production aucune ambition universitaire, aucune prétention théorique : le Cercle Condorcet se présente comme un rassemblement de citoyennes et de citoyens qui veulent partager avec leurs semblables les grandes questions qui concernent la société des hommes et des femmes d'aujourd'hui. A cela, s'ajoute la volonté de proposer aux lecteurs du présent ouvrage, d'abord un éclairage et une diversité de points de vue sur les questions abordées, ensuite quelques outils qui, sans pour autant apporter des solutions définitives aux problèmes posés, favorisent l'exercice de la lucidité, la mise en œuvre de l'esprit critique et facilitent l'analyse des situations envisagées.

Les membres du Cercle se réfèrent aux valeurs et aux principes de la République, telles qu'elles ont été énoncées par le philosophe Condorcet ; elles ont délivré les hommes de tous les obscurantismes et de toutes les oppressions qui les ont, pendant des siècles, assujettis. La vocation des Cercles Condorcet, assortie d'une éthique, s'est exprimée dans l'acte constitutif publié à Paris en janvier 1987 :

« La seule démarche fructueuse consiste à rassembler dans le respect d'expériences et d'opinions diverses tous ceux qui perçoivent la nécessité de porter un regard libre sur ce monde changeant et d'engager une réflexion commune sur ses évolutions probables, souhaitables, possibles.

En choisissant le nom du plus illustre ancêtre de la laïcité, le Cercle Condorcet entend affirmer qu'il s'inspire de l'esprit de l'Encyclopédie et de la Révolution de 1789 pour mener, dans un souci de dialogue et d'ouverture, une recherche approfondie permettant de mieux comprendre notre monde, pour infléchir l'avenir qui est en train de se faire ».

Conformément à ces valeurs, les membres du Cercle Condorcet estiment que la permanence de la civilisation contre la barbarie, la sauvegarde de la démocratie contre toutes les tyrannies, exigent la vigilance permanente des citoyens ; c'est pourquoi, ils ne cessent de défendre l'existence et la mission

de l'école républicaine où s'éduquent la conscience des hommes et leur liberté de pensée. C'est dans cet esprit et ces convictions qu'ils ont abordé le nouveau sujet de réflexion.

Personne ne peut nier aujourd'hui l'immense pouvoir de la presse dont on pourrait craindre que la mission et les objectifs se soient dévoyés. En mettant à l'ordre du jour de leurs réflexions le sujet « Informer et/ou manipuler », les membres du Cercle Condorcet ont conscience d'exprimer un constat et une inquiétude. Ils ont jugé en effet que le problème de la manipulation dans l'information était un des problèmes majeurs de notre démocratie, déplorant le déclin de l'intégrité de la presse comme contraire même à la conquête de sa liberté. L'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme affirmait en effet que "la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement (...)" . Il faut attendre la loi du 29 juillet 1881 pour que soit garantie l'indépendance des médias. L'opposition manifestée par les différents gouvernements réactionnaires qui se sont succédé au lendemain de la révolution, les ordonnances scélérates de Charles X qui rétablissent la censure et l'autorisation préalable, montrent bien que cette conquête véritablement démocratique ne pouvait qu'être combattue par toute forme de régime autoritaire.

Depuis l'avènement de cette liberté, les exemples sont innombrables qui illustrent les mensonges médiatiques dont l'histoire de la presse est jalonnée, et cela malgré un congrès consacré, en octobre 2012, à la déontologie des médias rappelant les règles d'honnêteté et d'intégrité qui devraient les régir. Le matraquage médiatique autour de certains faits divers, le goût de l'information-spectacle, les campagnes mensongères des publicités, des idéologies ou des hommes politiques, la frivolité d'une certaine presse de la célébrité, toutes ces pratiques ont porté un rude coup au crédit de l'information. Ces pratiques constituent les exemples flagrants d'une manipulation de l'opinion et de la pression exercée sur les consciences au détriment de la raison et de la justice. : « ***Une société qui supporte d'être distraite par une presse déshonorée et par un millier d'amuseurs cyniques (...) court à l'esclavage*** », affirmait Albert CAMUS, dénonçant la dégradation de la presse et le préjudice porté contre la démocratie.

Alain BANDIERA
Président du Cercle Condorcet

DEMARCHE D'ELABORATION DU LIVRET

1. DEFINITION DE LA PROBLEMATIQUE

En introduction à ce débat, Patrick POCHET, membre du Cercle, rappelle la formidable escroquerie orchestrée par Georges Bush justifiant l'intervention armée en Irak par l'existence d'armes de destruction massive, pourtant jamais découvertes ; exemple extrême d'une intoxication véritablement scélérate de l'opinion, et engendrant une guerre interminable qui a fait depuis la démonstration de son horrible barbarie.

Les membres du Cercle se sont alors appliqués à expliciter leur sujet et à mettre en évidence une problématique qui permettrait de conduire les débats.

Le texte initial de **Jacques BOUDOT**, alors membre du Cercle, projette sur la question traitée un éclairage philosophique qui reflète aussi la conviction unanime des participants et les motifs de leur engagement dans le sujet ; le texte montre déjà l'infinie complexité du problème auquel bien d'autres questions se trouvent liées.

« Je souhaiterais m'intéresser à la communication publique.

Toute réflexion générale sur les rapports entre les hommes présuppose, pour être structurée, une « philosophie ». Non, certes, un système, mais quelques données fondamentales. Je me placerai, donc, dans le cadre de la République, seule organisation de nature à préserver, ou à faire acquérir à l'individu, sa liberté, et impliquant, dans le même temps, qu'il soit libre pour prendre une décision de citoyen. Traditionnellement, beaucoup considèrent que l'École est un facteur essentiel pour parvenir à la maîtrise de ses propres idées. Elle est encore gravement en échec.

Si un citoyen ne connaît pas la vérité d'une situation, il n'a aucune chance de la dominer. De son information dépend sa liberté d'agir en citoyen.

Le thème choisi par notre Cercle est donc au cœur de toute possibilité de démocratie.

A mon avis personnel, information ou manipulation est LA grande question actuelle, et dans la vie publique française, et dans la démarche du Monde : avons nous les moyens de notre République ? Le monde a-t-il une chance de résoudre ses problèmes autrement que par la guerre ?

L'enjeu est considérable. Notre République ne peut pas vivre dans un duel, ou une mêlée de mensonges éhontés.

Bien des thèmes s'ouvrent à nous, que je cite dans le désordre :

- *le mensonge ne fait plus dans la nuance, il est devenu grossièrement massif ;*
- *la manipulation par omission ;*
- *la manipulation par l'imposition d'un vocabulaire ;*
- *les lois restrictives de la liberté de s'exprimer ;*
- *liées à ce dernier point, les vérités officielles ;*
- *la confusion injustifiée des mots ;*
- *le lobbying ;*
- *les différentes sociétés secrètes ;*
- *les groupes de pressions ;*
- *le manque de défenses individuelles du citoyen ;*
- *les différentes causes de ce dénuement ;*
- *historique de l'enseignement de l'histoire ;*
- *regard sur l'élection présidentielle aux États Unis ;*

Et bien d'autres sujets qui contribuent à illustrer les dérives de l'information ».

Quelques membres du Cercle ont également proposé leur interprétation du sujet et suggéré les pistes de réflexion sur lesquelles ils aimeraient s'engager. Il est intéressant de citer quelques unes de ces interventions qui n'ont pas manqué d'orienter la suite des débats et d'élargir le champ des réflexions.

Michel AMREIN insiste sur la relation entre la manipulation et la communication, et la nécessité de se prononcer sur le fonctionnement de toute communication pour comprendre comment la manipulation est possible, voire inévitable. Les quatre questions suivantes peuvent, selon lui, constituer des problématiques :

- *Pour la problématique "communiquer et manipuler" – je préfère influencer – sont, par définition, liés (sauf peut-être pour ce qui est de la fonction expressive quant on parle à soi-même) et quels que soient les vecteurs de cette communication.*
- *Peut-on communiquer sans manipuler ? Il est facile à démontrer que non.*
- *Pourquoi toute communication est peu ou prou une manipulation ?*
- *Prendre conscience que toutes les formes de communication sont des influences sociales.*

Bien d'autres questions sont encore soulevées : si elles n'ont pu être abordées dans le temps imparti au travail du Cercle, elles montrent aussi l'ampleur du sujet.

- *« Le problème de l'information pose, selon moi, le problème plus général (à la fois philosophique, moral et politique) de la vérité.*
- *Le réel existe-t-il en dehors des perceptions humaines (l'objectivité est-elle un mythe ?)*
- *Peut-on transmettre une information (un savoir) indépendamment de ses propres croyances, de ses convictions (autrement dit, l'information peut-elle échapper à l'idéologie ?).*

Ce n'est pas tant la réponse à ces questions qui est intéressante (elle me paraît évidente) que la méthode utilisée par les médias pour reconstruire l'information et en faire un instrument de propagande.

D'autres questions m'intéressent également, en particulier la remarque d'un journaliste-conférencier déclarant : « **Le fait divers, c'est aussi du social** ». On pourrait donc s'interroger sur la fonction du fait divers.

Enfin, je suis particulièrement sensible au fonctionnement d'une certaine information politique ou historique qui me semble obéir à une double démarche :

- une démarche immédiate qui obéit à toutes les lois de la presse fonctionnant très largement sur l'émotion, le sensationnel, le scoop, quel que soit le degré de gravité ou de sérieux de l'information : élection du président de la République, événement d'importance comme les révolutions arabes. Il est nécessaire, dans tout type d'information, de faire la part de l'idéologie, de l'embellissement, de la dramatisation.
- une démarche différée (parfois dans un délai très long) qui procède presque toujours de la révélation, en particulier quand les prescriptions sont levées. Par exemple à propos de Mitterrand : révélations sur sa santé, sur sa vie privée, quant à son œuvre politique qui a été jugée sévèrement par le livre d'Edwy PLENEL « La part d'ombre », dévoilant des pratiques peu honorables. La guerre d'Algérie constitue un exemple privilégié de cette double information, chaque ouvrage nouveau consacré à cet événement apportant son lot de révélations ou de démentis différés.

Faut-il alors accepter que « toute vérité ne soit pas bonne à dire » et qu'il y ait des silences salutaires ? La question est évidemment provocatrice... de débats.

Si les questions se diversifient, accusant par conséquent l'extrême complexité du thème envisagé, les membres du Cercle sont unanimes à reconnaître (et à déplorer) le pouvoir des médias dans la vie des citoyens, et les enjeux démocratiques liés à toutes les formes d'information.

Deux démarches jugées complémentaires ont été adoptées dans le traitement du sujet :

- un panorama d'exemples concrets, évoqués dans les productions individuelles des membres du Cercle, permet d'observer la mise en œuvre de la manipulation. Ces exemples sont empruntés à l'histoire (révolue ou contemporaine) ou à l'actualité ; ils illustrent différents types de manipulation dont ils tentent de démonter les stratégies et les rouages.
- une analyse théorique des manipulations médiatiques, en relation avec les règles générales de la communication, complète et approfondit l'inventaire des exemples.

Les deux démarches s'entrecroisent dans la composition du livret. Le travail s'est également nourri de lectures, d'articles de journaux, et de deux conférences de Jean-Pierre Rouger, journaliste honoraire dont l'expérience et les propos ont considérablement enrichi notre réflexion.

Alain BANDIERA

2. L'EFFICACITE DES EXEMPLES

Le cadre d'une réflexion est inséparable du contenu de cette réflexion. Le Cercle Condorcet, Cercle citoyen, républicain, se propose de travailler dans ce cadre au progrès, ou au moins à la sauvegarde, de ces valeurs. Parmi les nécessités constitutives de l'État républicain, l'information exacte du citoyen relève, pour nous, de l'évidence. Notre travail sera en référence à cela.

Voici quelques pistes, sous forme d'exemples concrets définissant une méthodologie.

Un titre sur le portail orange : « Une voiture de police écrase une prostituée ». Le libellé de l'information entraînera vraisemblablement la réaction suivante du lecteur : « encore une bavure ? », trop heureux s'il met un point d'interrogation. Or, le corps de l'article explique que cette voiture (qui aurait pu être celle du journaliste !) a été projetée sur le trottoir par une autre grilant à toute allure un feu rouge. Si bien que le terme « Police » dans le titre

n'était pas une information ; c'était un appât à l'intention du lecteur, au risque de fausser son jugement.

Cet exemple pose le problème de la déontologie du journalisme, de l'enseignement dans les Écoles qui conduisent à ce métier.

Un exemple similaire emprunté à « La Montagne » du 07/11 : « Accident mortel. Malaise ? Perte de contrôle due à la chaussée glissante ? ». L'usage du terme « due » soulève un problème récurrent : loin de participer à une campagne permanente destinée à sauver des vies, en particulier la vie des jeunes, les journalistes usent de ces formules exonérantes qui attribuent à la « fatalité » ce qui est le plus souvent dû à l'imprudence, c'est-à-dire à un manque de réflexion. Le Délégué interministériel à la prévention routière n'a jamais dénoncé cette démagogie.

Le discours du Président de la République, à Toulouse, en présence du chef d'État d'Israël, rapporté sans commentaire dans « La Montagne », à propos de l'antisémitisme : « Il sera pourchassé partout, y compris derrière toutes les causes qui lui servent de masque... ». Il est regrettable que le Président n'ait pas précisé ce « toutes » qui est inquiétant. En effet un responsable du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF) a affirmé, quelque temps auparavant, que « l'antisionisme était une forme cachée d'antisémitisme ». Faut-il alors adopter la thèse du « Grand Sion », sous peine d'être accusé de racisme ? Une telle ambiguïté est inacceptable, et l'on peut déplorer que le Président, sur une question aussi grave, ne se soit pas démarqué d'une manipulation qui consiste à confondre volontairement antisionisme, qui est une opinion politique, et antisémitisme, qui est une forme de racisme.

Cet exemple permet de poser le problème du vocabulaire, en tant qu'arme de propagande. Une grande partie de notre vie s'est déroulée au son du « monde libre », en opposition à l'EST. Mais les chômeurs de Gondrange, et avant eux ceux de Michelin, ou bien du laboratoire aux 4,4 milliards de bénéfices et aux 900 licenciés, ont-ils la claire conscience de vivre dans le « monde libre » ? Et pouvons-nous partager le « Bien » de Bush, face au « Mal » des autres ? Est-il nécessaire, pour notre Cercle, de commenter « l'école libre » ? Peut-on oublier enfin que les résistants de 1940/1945 ont été étiquetés par l'occupant – et par ses complices – de « terroristes » ?

Lors de la campagne électorale américaine, des sommes gigantesques ont été dépensées (et encaissées par les chaînes de télévision) dans le seul but de CALOMNIER l'adversaire. C'est officiel, et c'est au nom de la liberté d'expression. Que veut dire alors « démocratie » de nos jours ? Que veut dire « liberté d'expression » ? Nous aurions intérêt à approfondir sérieusement l'analyse de l'usage qui en est fait afin d'éclairer les citoyens. Des exemples récents nous invitent à avoir le courage de cette analyse.

Et pour finir, le silence ! L'omerta sur certaines questions, l'omission de tel ou tel cas plus ou moins pendable, les trous de mémoire inexplicables – ou trop explicables – trop révélateurs : autant de mensonges dénoncés par Serge Halimi dans « Les nouveaux Chiens de Garde » et qui mettent aussi la démocratie en danger.

Jacques BOUDOT

***** **

Ce livret a son terme et ses limites : il reste à espérer que chaque citoyen approfondisse les questions, poursuive la réflexion amorcée et en enrichisse la portée.

INTRODUCTION

LES MOTS DE LA MANIPULATION (VOCABULAIRE ET ETYMOLOGIE)

Philippe BRETON (« *La parole manipulée* ») et Fabrice de ALMEIDA (« *La manipulation* »), s'accordent à reconnaître que la manipulation est une pratique très ancienne.

Philippe BRETON va jusqu'à affirmer que, dans l'antiquité grecque, elle naît en même temps que l'émergence d'une parole publique et qu'elle se développe avec l'avènement de la démocratie. On voit aussi qu'elle est inhérente à la liberté de la presse : ce qui frappe d'ambiguïté la pratique de la manipulation, dérive d'une parole libre, danger pour la démocratie dont elle serait pourtant une composante.

Un travail de définition paraît indispensable à la précision des débats ; Fabrice de Almeida se penche sur les origines et le vocabulaire de la manipulation et brosse un tableau édifiant des différentes significations du terme et de ses connotations.

« A suivre les tribulations du lexique de la manipulation, le terme s'impose au début du XVIII^e siècle. Le manipulateur ou la manipulatrice est attesté pour la première fois en 1760 dans un dictionnaire, avec le sens figuré que nous lui prêtons, de manipuler une personne. Auparavant, seule existait depuis 1619 la définition au propre, à savoir celui qui, en chimie ou, à l'époque, en alchimie, utilise un objet, le déplace avec ses mains ... le manipule. Dans la correspondance de Voltaire, le mot apparaissait en 1738. C'est vraisemblablement autour de cette date que le sens métaphorique de « manipulateur » s'est fixé pour désigner qui manipule une personne. La date est somme toute assez tardive pour assister à la création d'un désignant qui semble, selon certains, signifier des pratiques qui existeraient de tout temps.

Il y a donc une historicité de la notion de manipulation. Cette historicité est d'autant plus marquante si l'on observe les termes voisins : « Manœuvres » en est un bon exemple. Le mot vient de la navigation (1616) puis passe dans le domaine militaire (1690). Il commence alors à prendre parfois une connotation péjorative pour désigner « l'ensemble des moyens mis en œuvre pour atteindre un but, un objectif ». Au même moment un autre

terme venu de la marine (hollandaise cette fois) intervient pour désigner des mutins « miquemaque » (1691) qui donne « mic-mac »...

Par extension, il désigne des manœuvres obscures pour atteindre un but. Le verbe « manœuvrer » doit attendre 1738 pour connaître un sens figuré, souvent péjoratif. « Manigance » entre plus tôt dans la langue française... au moment où émerge l'expression « ruse de guerre ». Le vocable, employé au pluriel devient négatif et désigne familièrement les manœuvres secrètes ou dissimulées d'un individu à partir du XVII^e siècle... ».

Un mystère pèse sur le sens du mot « manipulation » et son évolution ; mystère que l'histoire permet largement d'élucider : comment glisse-t-on (et pourquoi ?) du sens anodin des origines au sens péjoratif en vigueur aujourd'hui ? La signification originale de « tenir un objet dans ses mains lors d'une utilisation quelconque » s'avère d'un usage peu fréquent comme si l'imaginaire l'emportait sur le champ toujours limité du réel ; faut-il voir dans cette particularité le résultat d'une civilisation mécanisée qui aurait fait disparaître les activités manuelles ? Seule subsiste semble-t-il la nuance péjorative - lorsqu'on dénonce, en particulier, les manipulations génétiques - qui laisse présager d'un danger véritable lorsqu'on interdit, par exemple, « la manipulation » de produits dangereux. Une définition plus courante, et définitivement péjorative, s'est donc substituée à la définition normale, manipuler signifiant alors « transformer par des opérations plus ou moins honnêtes, amener insidieusement quelqu'un à tel ou tel comportement, le manœuvrer ». Les variations historiques du terme, signalées par Fabrice d'Almeida, permettent de dégager un certain nombre de nuances métaphoriques particulièrement utiles dans la compréhension et du terme et de l'action de manipuler. On voit en effet qu'elle emprunte ses déclinaisons au domaine militaire, qu'elle s'apparente à « des manœuvres obscures » ou à des « ruses de guerre », et qu'elle suppose donc la mise en œuvre de stratégies condamnables, plus ou moins sournoises, plus ou moins violentes. La manipulation est une pratique propre à la chimie, naturellement en vigueur aujourd'hui dans le domaine de toutes les sciences fondées sur des expériences concrètes ; mais on voit aussi qu'elle s'appliquait à l'alchimie, et qu'il en résulte qu'elle caractériserait des pratiques occultes, quasiment diaboliques.

Cet éclairage métaphorique élargit considérablement le sens de la manipulation.

On peut donc intégrer le terme – et l'action – de manipuler dans le domaine de l'information dans un champ sémantique impliquant un grand

nombre de termes de sens voisin ; ils ont en commun l'idée de délivrer une information – quelque chose que l'on veut faire savoir ou connaître – en exerçant sur le destinataire une influence, une pression, plus ou moins coercitive, afin de lui faire adopter une idée ou d'obtenir un comportement, une démarche, une action (un achat, par exemple, quand il s'agit de la publicité) à l'encontre de sa volonté et de sa liberté. Aussi le terme de manipuler peut-il être associé à d'autres termes comme : argumenter, avertir, contraindre, convaincre, convertir, éduquer, entraîner, former, informer, influencer... et bien d'autres encore qui marquent la volonté d'infléchir autrui, de le soumettre, de l'assujettir, de diriger ses actes et sa pensée.

Le champ du vocabulaire met en lumière toutes les équivoques qui pèsent sur l'acte de manipuler ; toute volonté d'influencer autrui n'obéit pas obligatoirement à des objectifs condamnables et il est des formes de relations humaines régies parfois par des contraintes légitimes.

Philippe BRETON pose sans ambages la question de l'éducation familiale qui s'exerce toujours sous la forme d'une contrainte à l'origine d'affrontements et de révoltes. C'est ainsi que s'est posée, au sein du Cercle, la question du métier d'enseignant. L'acte d'enseigner n'est-il pas assimilable à une manipulation ? Il est des formes d'éducation (et particulièrement de rééducation) dans le domaine politique et religieux, sous certains régimes autoritaires, qui visent un endoctrinement par la contrainte, la menace, la violence et les sévices de toutes sortes. Il est des écoles qui se sont rendues célèbres à cause des châtiments infligés aux enfants en vue de leur inculquer un savoir en même temps qu'une discipline. Aux objectifs d'apprentissage s'ajoutaient, plus ou moins implicitement, des objectifs moraux relevant presque toujours d'un certain nombre de tabous, dont la répression sexuelle. « Toute ma question est de savoir comment la discipliner sans briser son esprit » : ainsi s'exprimait Ann Sullivan qui avait pour mission d'éduquer et d'enseigner la petite sauvageonne qu'était Hellen KELLER.

Une autre éthique définit évidemment l'éducation, l'apprentissage et la discipline quand elles se donnent pour objectif d'émanciper les hommes, de développer leur liberté de penser, de préparer l'avènement de citoyens libres et responsables. Des pédagogues comme Philippe MEIRIEU, Michel DEVELAY, des équipes qui se sont penchées sur l'apprentissage, ont consacré de longs chapitres à la stratégie pédagogique ; il y est question de situations-problèmes qui ont l'apparence d'un piège : « créer une situation, préconisait Philippe MEIRIEU, dont l'élève ne peut se sortir qu'en réalisant un apprentis-

sage » ; ce qui va à l'encontre d'une conception magistrale de l'enseignement et celle d'un savoir dogmatique. Il est aussi question de séduction pédagogique, et d'une pédagogie du détour : « toute la ruse pédagogique, pouvait-on lire dans « Les cahiers pédagogiques » consiste à exiger l'anodin pour extorquer l'essentiel ». On voit que les termes sont forts, voire tout à fait discutables. On n'a pas manqué non plus de faire le procès d'une certaine école laïque (et de ses hussards noirs) qui, pour combattre le pouvoir de l'Eglise et de l'enseignement religieux, adoptait les méthodes d'autorité et d'endoctrinement que pourtant elle combattait.

Philippe MEIRIEU va même jusqu'à parler « d'érotisation pédagogique » lorsqu'il propose des dispositifs qui feront naître chez l'élève le désir d'apprendre. Tout le travail sur la motivation est donc une stratégie subtile qui vise à rendre le savoir séduisant, à convertir l'enfant aux bienfaits de l'apprentissage : le retour, tous comptes faits, aux préceptes de Socrate. Il n'est pas surprenant alors que les métaphores de l'apprentissage empruntent leurs termes au domaine militaire ainsi qu'au champ amoureux : on parlera de la mission de l'école, du désir d'apprendre ; on définit « les approches », les stratégies, et la même Anne SULLIVAN, évoquant la difficulté de sa tâche, affirmera qu'« un siège est un siège » ; on combat l'échec scolaire ; on reconnaît, dans l'apprentissage, la part inéluctable de la séduction, l'importance de la relation humaine.

Les terminologies ne sont jamais innocentes, et accusent de singulières ambiguïtés. Nous savons aussi que toute position magistrale comme celle d'un enseignant n'est jamais protégée contre la tentation du pouvoir et de ses abus et la psychanalyse a parfois dénoncé les perversions qui se cachent sous la vocation d'enseigner.

Toutefois, la différence entre enseigner et manipuler, entre un savoir et une information orientée, réside alors dans les intentions, dans les objectifs, qui déterminent les moyens utilisés, et peuvent les légitimer. A une morale souvent jugée réactionnaire, et qu'on cherche à redéfinir afin de la mieux enseigner, a succédé, dans l'exercice de l'enseignement, une éthique qui vise à garantir l'émancipation de l'homme, à favoriser l'émergence de la liberté de pensée, à assurer la formation d'un citoyen éclairé, sans renoncer pour autant aux exigences de la discipline et au respect de la loi.

Cette distinction étant établie entre enseigner et manipuler, toutes les ambiguïtés ne sont pas levées pour autant. Philippe BRETON soulève le problème de la sincérité des intentions : « Il n'y aurait pas manipulation si celui

qui défend une idée croit à cette idée et la juge bénéfique à l'humanité ». L'affirmation de Philippe BRETON est illustrée incontestablement par les campagnes d'opinion qui préconisent l'efficacité d'un vaccin, ou tout simplement des pratiques d'hygiène qui contribuent véritablement au salut public comme celle, toujours en vigueur, qui cherche à endiguer la progression du SIDA. Toutefois, l'extrême-droite, quand elle mène une campagne xénophobe, qu'elle appelle à la violence ou à la discrimination, croit au bien-fondé de ses propos et sait mettre en œuvre un arsenal d'arguments auxquels adhère une partie de l'opinion. Philippe BRETON, analysant ces méthodes, montre comment leur efficacité repose sur une anesthésie de la raison, un art de la dramatisation, dans la désignation, entre autres, des boucs émissaires, et l'illusion d'évidences malheureusement imparables.

Une fois établi le panorama sémantique dans lequel se situe la manipulation, il reste à distinguer avec précision le sens des mots afin de lever toutes les équivoques à l'œuvre dans une terminologie ou dans les représentations ; Philippe BRETON nous met en garde contre des confusions entraînées par des contresens : « *Il est indispensable* » de réfléchir à la frontière entre ce que serait **l'argumentation**, c'est-à-dire le respect de l'autre, et **la manipulation**, qui serait privation de la liberté de l'auditoire pour l'obliger, par une contrainte spécifique, à partager une opinion ou à adopter tel comportement ». Les textes que nous publierons dans ce livret donnent des exemples de manipulations et mettent en évidence quelques moyens ou méthodes utilisés pour manipuler, sans pour autant en épuiser tout l'éventail. Les exemples choisis contribueront à cerner le sens de la manipulation à travers quelques-unes de ses mises en œuvre.

Enfin, les membres du Cercle Condorcet ont mis en lumière une autre ambiguïté : il ne peut exister d'information qui ne se livrerait pas à la manipulation, plus ou moins implicite, plus ou moins revendiquée, et cela pour deux raisons.

La première concerne la nature même de l'objet d'information ; la question n'est pas nouvelle : le réel existe-t-il en dehors des discours qu'on tient à son sujet ? Dans l'excellente émission « arrêt sur image », l'animateur montrait comment des reportages sur un même fait divers se révélaient radicalement différents, voire contradictoires. Les exemples sont légion de commentaires d'un même événement politique envisagé sous un angle radicalement différent par des journalistes d'opinions différentes. Considérée comme la

qualité essentielle de l'information et comme le premier devoir du journaliste, l'objectivité ne serait qu'un mythe.

La seconde tient à l'humanité même des acteurs. Il n'est pas possible qu'un journaliste fasse abstraction de ses convictions, de ses opinions ; l'information qu'il donne – et qu'il traite – reflète nécessairement un point de vue subjectif, plus ou moins maîtrisé. Des exemples multiples attestent de la fragilité du témoignage humain, tributaire lui aussi de l'émotion, de toutes les formes d'illusions. Une subjectivité identique compromet la réception de l'information par un lecteur qui garde toute liberté d'interprétation, voire de transformation, comme le souligne encore Gérard MILLET :

« Chaque information ainsi reçue par le cerveau humain est soumise au filtre du récepteur, présent et évolutif, qui ne laisse passer qu'un nombre limité d'éléments inconsciemment choisis en fonction de son propre passé. Ceux-ci entrent en accord avec lui-même dans une résonance intime. L'information subit alors une première déformation. Retransmise, elle se heurte au choix des mots employés (ce n'est pas ce que je voulais dire, m'sieur !) Ceux-ci induisent chez le nouveau récepteur d'autres réactions, et ainsi de suite... C'est la seconde déformation. »

Comme l'objectivité, la neutralité de l'information donnée ou reçue, et qu'on voudrait constitutive de sa déontologie, serait aussi un mythe.

Quel sera donc le critère permettant d'affirmer qu'une information relève de la manipulation ? La distinction entre « enseigner » et « manipuler » a permis d'établir que la manipulation viole la liberté de l'interlocuteur et qu'elle exerce sur lui des formes diverses de domination (qui vont de la simple influence à l'endoctrinement) ; elle constitue donc une forme de violence, comme le souligne Philippe BRETON :

« La manipulation consiste à entrer par effraction dans l'esprit de quelqu'un pour y déposer une opinion ou provoquer un comportement sans que ce quelqu'un sache qu'il y a eu effraction ».

Ces procédés sont en œuvre dans des situations extrêmes : les camps de rééducation des régimes totalitaires, ou l'embrigadement opéré par les sectes. Dans ce dernier cas, le succès de la manipulation relève véritablement d'un mystère effrayant : comment des hommes et des femmes – quel que soit leur niveau d'instruction, de culture – peuvent-ils se laisser abuser ?

Dans ce domaine, des faits tragiques comme le suicide collectif, accusent encore la gravité de manœuvres véritablement assassines.

Philippe BRETON dénonce encore la montée des intégrismes qui résulte d'une manipulation tenace agissant en particulier sur les faibles et les démunis, principalement sur le plan économique.

« On voit aujourd'hui des intégrismes monter à l'assaut des consciences musulmanes, juives, chrétiennes ou hindouistes. Leur succès est aussi lié au fait qu'ils rendent, bien provisoirement certes, une dignité à ceux à qui ces messages enflammés s'adressent. Ceux qui n'ont rien, ceux qui sont méprisés, ceux à qui plus personne ne s'adressait se trouvent de nouveau en posture d'être des « personnes susceptibles d'être convaincues ».

Dérive inévitable de la liberté d'expression, constitutive de la subjectivité humaine (à laquelle le journaliste n'échappe pas), la manipulation – quel que soit son degré de gravité – représente une menace pour les citoyens qu'elle abuse et un incontestable danger pour la démocratie.

Un dernier exemple, relevant presque du secret d'un homme dont on maltraite la pensée, illustre l'importance du langage dans la manipulation. Bien des déclarations écrites ou orales ont engendré des messages que le langage utilisé dans leur diffusion a rendus volontairement ou accidentellement équivoques. Dans son livre « Une éducation algérienne », Wassyla TAZMALI évoque l'histoire d'un malentendu dont l'écrivain Albert Camus a longtemps été victime, malentendu manifestement orchestré qui lui a valu la haine des pieds-noirs autant que des Algériens. Interrogé à l'occasion de la remise de son prix Nobel par un jeune journaliste algérien, l'écrivain-philosophe aurait déclaré ; « Entre l'Algérie et ma mère, je choisis ma mère ». Largement diffusée par toute la presse, la phrase fut longtemps inscrite dans la postérité d'Albert CAMUS accusé d'irresponsabilité politique ; on jugeait sa déclaration particulièrement contradictoire avec les termes mêmes du « Discours de Suède » dans lequel il affirmait le nécessaire engagement de l'écrivain dans l'histoire. Wassyla TAZMALI révèle que la phrase incriminée avait été complètement séparée de son contexte, procédé dont les médias sont très largement coutumiers. Rétablissant la déclaration complète d'Albert Camus, elle nous livre un exemple remarquable de la manipulation par omission qui, s'appuyant sur un texte tronqué, en dénature ainsi toute la signification et trahit dangereusement la pensée de l'auteur : « Aujourd'hui, avait répondu en réalité Albert CAMUS, Alger est remplie d'attentats dans les rues, les bus. Il se pourrait que ma mère se trouve dans un de ces bus. Entre cette justice-là

et ma mère, je préfère ma mère ». Rétablie dans sa vérité d'origine, la déclaration de l'écrivain ne souffre plus les reproches de légèreté ni d'équivoque ; le *poids des mots* se manifeste insidieusement, dans la différence entre l'usage du terme « L'Algérie » dans la phrase manipulée, et l'usage du terme « Cette justice-là », substitution rendue imperceptible par l'agitation et l'émotion propres à un événement comme le Prix Nobel. Dans un livre écrit 47 ans après la mort du philosophe, Wassyla TAZMALI, rétablissant la déclaration complète d'Albert CAMUS procède à une véritable réhabilitation de l'écrivain : « Il est bien tard aujourd'hui, pour moi et mes camarades, de savoir que la pensée de Camus a été tronquée. Aurions-nous compris la différence, aurions-nous fait la différence ?... seul l'homme déchiré entre sa condition de pied-noir et son attachement à la justice aurait pu trouver cette porte étroite. Il avait su garder au cœur de l'action les émotions rebelles à la logique révolutionnaire ».

On n'a jamais permis à Albert CAMUS de s'expliquer sur ses déclarations. Une certaine partie de l'opinion préférerait croire à la version fabriquée plutôt qu'aux déclarations véritables ; la manipulation contribuait délibérément au discrédit de l'écrivain qui a longtemps souffert d'un véritable trafic de mots. L'histoire médiatique est jalonnée d'exemples analogues aux conséquences parfois tragiques et qui ont maintes fois illustré la célèbre diatribe de Beaumarchais sur l'efficacité véritablement criminelle de la calomnie.

Alain BANDIERA

Chapitre I – FACTEURS DE LA MANIPULATION

I.1. A PROPOS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Dans une conférence donnée au Cercle Mendès France, **Jean-Pierre ROUGER** retrace l'histoire de la liberté d'expression et montre comment elle est, de nos jours, gravement compromise par les hommes de pouvoir et d'argent, et un système économique qui fait des médias un objet marchand.

Dans la lignée des conquêtes révolutionnaires, la liberté de la presse constitue un incontestable progrès pour la démocratie ; elle a cependant donné aux médias, et aux journalistes un pouvoir formidable, que la loi de 1881 a pourtant prévu d'encadrer.

Le pouvoir des médias – ce quatrième pouvoir comme on le qualifie parfois – s'est parfois exercé au cours de l'histoire de manière véritablement violente comme on le verra dans le chapitre consacré aux faits divers.

I.1.1. LA LIBERTÉ D'OPINION

La liberté d'opinion : un droit du citoyen

L'article 19 de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » – du 26 août 1789 – reconnaissait, sans limites ni réserves, la liberté d'opinion et d'expression. Cet article inspirera la loi du 29 juillet 1881, considérée comme le texte juridique fondateur de la liberté de la presse, acquise, comme toutes les libertés contre les adversaires de la démocratie :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

L'histoire montre que toutes les dictatures, tous les régimes totalitaires, font main basse sur les médias, rétablissent une censure implacable et exercent, contre les journalistes, toutes les formes de surveillance et de répression.

La liberté d'opinion : deux poids deux mesures

La liberté d'expression, cependant, comme toutes les libertés, ne peut échapper à la mise en débat et l'on est peut-être en droit de s'interroger sur ses limites. La loi de 1881 interdisait la diffamation, l'injure, le racisme : ces dérives sont loin d'être éliminées. Évoquant une affaire de caricatures qui a fait « de la fureur et du bruit », **Jacques BOUDOT** en souligne les incohérences et les contradictions qui laissent craindre qu'en matière de liberté de la presse il y ait « deux poids, deux mesures » :

« Dans nos précédents débats, l'un d'entre nous a rappelé avec force le droit à la liberté d'expression ; je voudrais revenir sur cette liberté d'expression, telle que l'hebdomadaire Charlie-Hebdo en use.

Si l'on s'en tient à la judiciarisation des points de vue, devenue monnaie courante -et exclusive- dans les échanges contemporains de ce type, il est incontestable que le journal avait le droit de publier sa caricature de Mahomet.

Si l'on fait appel à une notion qui se perd de nos jours, je veux dire la Morale, le jugement -je ne dis pas la censure- peut être différent. Au moment où il est de bon ton, sinon élégant, pour certains, de vilipender le monde musulman accusé de tous les maux, alors qu'il est souvent victime, quel était le besoin d'humilier les tenants de cette religion dans ce qu'ils ont de plus sacré ? Je considère qu'il s'agit d'un acte raciste caractérisé.

Or, en matière de manipulation, cet épisode a montré bien pire. Tous les médias, et en particulier les radios ou chaînes de télévision qui organisent régulièrement des débats ont, comme un seul homme, véhiculé la « pensée unique » : la liberté d'expression pour Charlie-Hebdo.

Quelle amnésie a soudain frappé tout le monde ? Par quel miracle aucun des journalistes, aucun des débatteurs, n'avaient dans un tout petit coin de leur mémoire le souvenir de Siné ? Qui, dessinateur à Charlie-Hebdo, avait brocardé la conversion au judaïsme de celui que le Canard appelle le « Prince Jean », au moment où il épousait la fille Darty. « Il ira loin, ce petit » avait-il dit. Pour ce mot, il fut immédiatement chassé de ce journal, fer de lance de la liberté d'expression !

Alors, deux communautés, deux poids, deux mesures ?

Et, ce qui me navre, comme ce trou de mémoire collectif est tout simplement impossible, c'est qu'il faut bien que l'amnésie ait été, d'une manière ou d'une autre, concertée.

Toute fin ne justifie pas tout moyen : cet appel à l'équité intellectuelle, s'il était suivi, serait le garant de la liberté... d'être informé ».

Ce bref « pamphlet » de Jacques BOUDOT a le mérite de soulever une question délicate qui est précisément celle des limites de la liberté d'expression : toute vérité ne serait-elle pas bonne à dire ? En l'occurrence, la publication des caricatures d'un personnage religieux a pu blesser profondément toute une frange de la population musulmane, sans pour autant désarmer les intégrismes.

Alain BANDIERA

I.1.2. HISTOIRE D'UNE LIBERTÉ : CONFÉRENCE DE J.P. ROUGER

L'expression, nous nous limiterons à cet aspect, c'est l'expression d'un ressenti, d'un sentiment, d'une idée, d'un événement dans sa relation, d'un jugement sur tel ou tel comportement, qu'il soit positif ou négatif.

Cette expression, si elle est publique, s'adresse à autrui et puisqu'elle est publique, au plus grand nombre...

Quant à **la liberté** de s'exprimer publiquement, elle s'inscrit, c'est le cas tout au moins en France, dans un cadre législatif qui protège les citoyens ou un groupe de citoyens de toute atteinte portée à leur rencontre.

Autant dire que le sujet offre un champ de réflexion très vaste. Aussi, je me tiendrai à quelques points, et je m'attacherai surtout à cerner, autant que faire se peut, les aspects relatifs à la liberté de la presse aujourd'hui, sans tirer des conclusions définitives.

Mon exposé comportera deux grandes parties. Dans la première, je procéderai à un balayage historique... de Socrate aux Lumières du XVIII^e siècle. Il sera là surtout question de la liberté d'expression. Dans la seconde j'aborderai toutes les questions relatives à la liberté de la Presse, et les problèmes de divers ordres rencontrés aujourd'hui à ce chapitre.

Une liberté qui vient de loin

Dans l'apologie que lui a consacrée Platon, Socrate interpelle de la sorte Méléto, l'un de ses accusateurs qui lui reproche les doutes qu'il émet dans son enseignement sur certains Dieux : **« Admets-tu que j'enseigne l'existence de certains dieux ; en ce cas, croyant moi-même en des Dieux, est-ce de cela dont on me fait grief ? Ou bien soutiens-tu que je ne crois à aucun Dieu et que j'enseigne à ne pas y croire ».**

Socrate revendiquait ainsi sa liberté d'opinion et sa liberté de l'exprimer publiquement dans la cité sans que puisse être mise en cause sa citoyenneté athénienne.

Dès l'antiquité le problème était posé.

Il le fut aussi un siècle avant celui des Lumières, puisqu'au XVII^e siècle Spinoza estimait que l'individu **« peut avec une entière liberté donner son opinion et juger et en conséquence aussi parler, pourvu qu'il n'aille pas au-delà de la simple parole ou de l'enseignement et qu'il défende son opinion par la raison seule, non par la ruse, la colère ou la haine... ».**

Spinoza, dès le XVII^e siècle préfigure les Lumières du siècle suivant, les Lumières parmi lesquelles nous retiendrons surtout Diderot et Voltaire, qui œuvrèrent sans relâche et dont les œuvres sont emblématiques de cette liberté d'expression, gagnée de haute lutte et malheureusement souvent remise en question... directement ou plus sournoisement.

Ces Lumières qui inspirèrent la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 dont l'article 11 souligne que **« tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement... »**.

Au XVIII^e siècle, la voie avait été ouverte par Denis Diderot qui eut maille à partir avec l'Église catholique et le pouvoir monarchiste pour publier, tome par tome, cette Encyclopédie, dont le but, comme il l'a écrit dans le préambule du 1^{er} tome était de **« rassembler les connaissances éparses sur la surface de la terre !.. »**.

Denis Diderot dont les « Pensées philosophiques » avaient été déjà condamnées en 1746, Denis Diderot emprisonné en 1749 à la suite de la parution de sa « Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient », Denis Diderot s'attira en 1751 la colère des Jésuites régnant sur les universités françaises après la parution du premier tome de son Encyclopédie. Les Hommes d'église, très influents en cour l'accusaient **« de critiquer leur enseignement, de rabaisser les rois et les saints, de prêcher la liberté d'expression et attenter à la morale chrétienne »**.

Magnifique Diderot lorsqu'il donne la définition de l'autorité politique dans le premier tome de son encyclopédie, définition annonciatrice de 1789 : **« Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres... Le prince tient à ses sujets même l'autorité qu'il a reçue sur eux... Le prince ne peut donc pas disposer de son pouvoir et de ses sujets sans le consentement de la Nation... »**.

Infatigable Diderot qui poursuivra son œuvre, tome par tome, face à cette opposition furieusement dogmatique entretenue par les Jésuites souvent soutenus par le Parlement...

Et Voltaire ! Voltaire qui de 1762 à 1776, alors qu'il connaît la gloire et qu'il pourrait se réfugier dans le confort, Voltaire, jusqu'à son dernier souffle n'eut de cesse d'œuvrer en faveur de la justice : l'affaire Calas en 1762, l'affaire Sirven en 1764, celle du chevalier de la Barre en 1776.

Voltaire pour qui **« le droit de dire et d'imprimer ce que nous pensons est le droit de tout homme libre, dont on ne saurait le priver sans exercer la**

tyrannie la plus odieuse... ». Voltaire qui soulignait avec ferveur : ***« Soutenons la liberté de la presse, c'est la base de toutes les autres libertés ! ».***

Cette citation, qui érige en principe inaliénable « le droit de dire et d'imprimer ce que nous pensons » pour reprendre Voltaire, permet d'engager une réflexion sur la liberté de la presse en France, liberté de la presse indissociable de la liberté d'expression, liberté gravée dans le marbre ; l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen que nous avons déjà cité, mais aussi l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en témoignent. : ***« Tout individu - y est-il précisé - a droit à la liberté d'expression sans considération de frontières ».***

Ajoutons à cela que le Conseil de l'Europe, créé en 1949, a voté en 1950 la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dont l'article 10 souligne que ***« toute personne a droit à la liberté d'expression... sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorité publique et sans considération de frontières ».***

Voilà pour les textes, que je qualifierai de « moraux », textes de référence, porteurs d'un idéal.

J'en arrive (je circonscrirai mon propos à la France) à la législation qui régit la Presse dans notre pays.

La révolution de 1789 en avait amorcé le processus, mais la loi sur la Presse, œuvre des Républicains, ne vit le jour qu'en 1881, sous la troisième République, la droite s'y étant toujours opposée sous le gouvernement de Jules Ferry.

Cette loi, toujours en vigueur, est considérée à juste titre comme le texte fondateur de la liberté de la presse et d'expression en France. Elle en définit l'exercice, mais aussi le limite en incriminant certains comportements spécifiques ; c'est ainsi qu'elle institue le délit de presse qu'elle définit précisément. Pour rappel, incitation au meurtre, pillage, incendie ; mais aussi délits contre la chose publique, offense au Président de la République, délit contre les personnes : atteinte à l'honneur ou à la considération d'un citoyen, droit de rectification devenu droit de réponse. La loi définit également la diffamation, dont la diffamation raciste. Diffamer une personne *« en raison de son origine, de son appartenance à une ethnie, une race, une nation ou une religion déterminée »* constitue depuis la promulgation de la loi, un délit pénal, passible, depuis la réforme du code pénal de 1994, d'un an d'emprisonnement.

Il ne fait aucun doute que cet encadrement peut se justifier, mais, et certains événements historiques en apportent les preuves, il peut offrir en telle ou telle circonstance des armes à ceux qui souhaitent dissimuler une vérité. A preuve, la condamnation de Zola, dans son célèbre J'ACCUSE publié dans l'Aurore lors de l'affaire Dreyfus.

On le voit, les choses ne sont pas simples, et aujourd'hui encore, certains groupes de pression se servent de ces dispositions juridiques, pour neutraliser, pour faire taire ceux qui veulent écrire (ou dire) pour agir, pour reprendre toujours Voltaire.

Les initiatives du Conseil de la Résistance

Jean Pierre ROUGER évoque alors ce qu'il appelle « la magnifique initiative du Conseil National de la Résistance » qui, par les trois ordonnances (celles des 22 et 26 août et celle du 30 septembre 1944), envisageait en le définissant, un nouveau système médiatique. Ces ordonnances maintenaient naturellement la liberté d'expression, mais elles voulaient surtout assurer un pluralisme des titres, sans lequel les pouvoirs de toute nature, et surtout les pouvoirs insidieux et pervers de l'argent, risquent à tout instant de porter atteinte à cette liberté.

Il montre ensuite comment ces ordonnances ont été piétinées par Robert Hersant et dénonce l'ampleur d'une concentration qui touche TF1 et un secteur important de la presse écrite, compromettant très gravement l'indépendance des médias et l'intégrité de l'information, et cela en toute impunité.

Pour rappel, la loi française interdit à un groupe de dépasser le seuil des 30% de la diffusion totale de la presse quotidienne d'information politique et générale ! Les États Généraux de la presse ont déploré cette situation, mais rien n'a été apporté pour y remédier...

Ajoutons enfin que les mêmes concentrations existent au niveau de la presse régionale.

Ces problèmes seront développés dans l'autre conférence de Jean-Pierre ROUGER, « La presse et l'argent » présentée page 33 du livret.

Face à ce constat, les États généraux de la presse, réunis en 2009 à l'initiative de Nicolas Sarkozy, s'ils ne l'ont pas suivi dans sa volonté de faire sauter les verrous de concentration pour constituer des grands groupes multimédias, n'ont pas pu éluder les problèmes propres aux concentrations actuelles et ont fait le constat du problème de dépendance de la presse et des médias à l'égard de puissances financières dépendant des commandes de l'État... Sans toutefois faire de propositions pour empêcher cet état de fait ; la synthèse ne donne lieu à aucune recommandation **« la détention de quotidiens par des groupes extérieurs aux médias, dont certains dépendent de la commande publique et peuvent apparaître comme plus sensibles aux professions, pose la question de l'indépendance des rédactions et de la confiance que le public place dans la presse dans son ensemble »**. Sont visés les groupes Dassault (Le Figaro), Bolloré (Direct Matin et Direct soir), ou encore Lagardère.

Eu égard à ce constat, je ne veux pas tomber dans le catastrophisme. Une majorité de journalistes ont pleinement conscience de l'aspect du problème et, de plus en plus, interviennent en faveur de la liberté d'expression.

Il convient de le souligner comme il est bon de constater que les rédactions, dans le service public (Agence France-Presse, radios et chaînes TV), disposent de nombreuses garanties dans l'exercice du métier de journaliste. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les rédactions des grands titres nationaux, à l'exception du quotidien Le Monde où une société de journalistes détenant une minorité de blocage du capital financier de l'entreprise (ce qui n'existe pas ailleurs, malgré de nombreuses tentatives) garantit l'indépendance.

Il serait excessif de parler de censure et de répression, mais -il y a un **mais** - si on prend en considération ces ententes politico-financières dont nous avons fait état ; également cette augmentation de recours en justice contre les médias et des journalistes ; je reviens sur cet encadrement de la liberté de la presse. Les journalistes d'idées et d'investigation, avant la dernière élection présidentielle, ont fait l'objet de poursuites, dans un but très précis comme l'a estimé en février 2011 sur « Rue 89 » Christophe Bigot avocat spécialiste du droit de la presse : **« nous approchons d'une élection présidentielle importante et les rapports de force se tendent. Les procès sont de plus en plus médiatisés et servent souvent d'instrument de communication pour gagner sur le terrain de la diffamation et pour faire oublier l'essentiel d'une démonstration... »**.

Pour exemple, le journaliste Denis Robert qui a dévoilé « l'affaire Clearstream » a mené 10 ans de bataille judiciaire gagnée en début d'année 2011. Il a dû répondre à 62 procédures simultanées. Les recours lui ont coûté 400 000 euros.

Le 3 février 2011, la Cour de Cassation a mis fin à toutes les poursuites statuant que « ***l'intérêt général du sujet traité et le sérieux de l'enquête, conduite par un journaliste d'investigation, autorisaient les propos et l'imputation litigieux*** ».

Liberté d'expression sur internet

Il convient maintenant d'aborder la question relative à la liberté d'expression sur internet, et dans ce domaine, je ne possède pas toutes les données du problème.

Tant il est vrai qu'internet offre un espace de liberté, en France mais aussi dans les pays où la démocratie n'est pas de mise, elle a mis en évidence les nombreuses possibilités de ce que l'on appelle le journalisme citoyen. Aujourd'hui en France, chaque femme ou homme politique a son site d'où il peut « bloguer ». La presse écrite nationale ou régionale, quotidienne ou périodique, comme la plupart des chaînes de télévisions, ont désormais leur site alimenté en permanence, des journaux sont diffusés exclusivement sur le net, et commencent à faire autorité ; je pense plus particulièrement à Média-part qui nous a permis de prendre connaissance d'événements s'étant déroulés en l'absence des journalistes.

Depuis le 5 juillet, l'ONU a reconnu pour la première fois le droit à la liberté d'expression sur Internet. L'organisation a appelé tous les États à respecter ce droit et à garantir aux citoyens l'accès à la toile.

Présentée par la Suède, la résolution a été soutenue par 83 états siégeant au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

L'Inde et la Russie se sont opposés à la résolution qui a reçu l'aval de pays réticents tel Cuba et la Chine.

Cette liberté qui a désormais une raison d'être dans le monde virtuel peut être considérée comme un grand progrès. Internet offre en effet des possibilités inédites quant à la transmission des informations à travers les frontières que ces dernières soient géographiques ou politiques. Ce caractère universel accroît plus encore la résonance de la Déclaration Universelle des Droits de

l'Homme de 1948, et il n'est point surprenant que les régimes autoritaires usent de tous leurs pouvoirs et utilisent toutes les techniques pour neutraliser cette nouvelle liberté acquise.

Toujours dans le même ordre d'esprit, rappelons qu'internet constitue une arme nouvelle pour combattre les régimes autoritaires qui violent les droits de l'Homme en permanence. Rappelons enfin qu'internet a joué un rôle primordial dans le printemps arabe.

Certes, pour des raisons techniques évidentes, il est très difficile, parfois impossible, pour les autorités d'encadrer cette liberté. Et bien des mesures prises déjà se sont avérées inefficaces.

Absence de régulation, et quand cela serait, « la liberté de tout dire n'a d'ennemis que ceux qui veulent se réserver le droit de tout faire. Quand il est permis de tout dire, la vérité parle d'elle-même et son triomphe est assuré » selon l'esprit de Marat.

Voilà qui m'offre la conclusion : il m'apparaît de plus en plus que seule l'éducation permettra à tous les citoyens d'acquérir la sagesse au nom du savoir pour déjouer tous les subterfuges pour mieux dénoncer les manipulations quelles qu'elles soient et quels que soient leurs auteurs. Seule une éducation laïque digne de ce nom et qui ne peut être dispensée au rabais, leur permettra d'entretenir cette vigilance pour que soient conservées toutes nos libertés, y compris surtout la liberté d'expression en droite ligne de cette liberté de conscience mise en exergue par la loi de 1905 qui a instauré l'irréversible principe de Laïcité en France.

Condorcet, qui donna toujours priorité à l'instruction générale et qui déjà appelait de ses vœux la création d'une école publique et gratuite, Condorcet a écrit : « *Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre (...) même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave !* ».

Jean Pierre ROUGER
Journaliste honoraire

Cette convergence entre l'avènement de la liberté d'expression et sa défense – contribuant à la dignité du citoyen – et la mission de l'école laïque républicaine s'inscrit pleinement dans l'éthique du Cercle Condorcet et l'héritage transmis par le philosophe.

I.2. A PROPOS DES MEDIAS, DE L'ARGENT, DU POUVOIR

I.2.1. INTRODUCTION : La priorité du profit

Dans les deux conférences que nous publions, Jean-Pierre ROUGER rappelle l'œuvre du Conseil de la Résistance dans le domaine de la presse.

Les ordonnances de 1944 rappelaient d'abord le principe de la liberté d'expression et se prononçaient en même temps sur la déontologie de l'information. Elles posaient comme fondamentales le caractère culturel de la presse, une exigence intraitable d'indépendance et d'autonomie vis à vis de toutes les formes de pouvoir et assignaient à l'information une véritable mission d'intérêt public.

En cette même année 1944, où Albert Bayet, président socialiste de la Fédération Nationale de la Presse Française née dans la clandestinité, souhaitait ***« éliminer définitivement la presse pourrie et instituer un nouveau régime grâce auquel la presse patriote affranchie de la puissance de l'État et de l'Argent pourrait se vouer exclusivement au service désintéressé des idées »***.

La principale ordonnance du 26 août 1944 ambitionnait de sanctuariser la presse vis-à-vis des puissances de l'argent et de l'influence de l'État tout en assurant l'indépendance des journaux et leur transparence.

Dans la déclaration des droits et devoirs de la presse adoptée en novembre 1945 par la même fédération nationale de la presse française, il était expressément mentionné :

« La presse n'est pas un instrument d'objet commercial mais un instrument de culture ».

Cette même presse, était-il encore explicité, ***« est libre lorsqu'elle ne dépend ni du gouvernement, ni des puissances d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs »***, et elle a pour mission de ***« donner des informations exactes, défendre des idées, servir la cause du progrès humain »***.

La déclaration prévoyait que la presse devrait ***« vivre exclusivement du produit de sa vente, de ses abonnements, d'une publicité honnête et contrôlée, et éventuellement, de subventions versées publiquement par des groupements politiques ou idéologiques... »***.

Jean-Pierre Rouger révèle que ce programme qu'il qualifie de « magnifique » se heurtera très vite aux lois d'une société marchande qui va complètement dénaturer la nature et la mission de l'information, devenue aussi une information-marchandise. Ce même constat est effectué par Philippe BRETON accusant une certaine catégorie de médias d'être au service du capitalisme dont il assure la propagande et l'apologie. L'écrivain dénonce en particulier les méfaits de la publicité dont les méthodes, réservées d'abord à la consommation, s'appliquent maintenant aux démarches de l'économie dans son ensemble et de la politique :

« D'une façon plus générale, la publicité justifierait le système qui la fonde, celui de la consommation de masse au sein d'une économie libérale. Globalement, elle pourrait être considérée comme un acte militant en faveur du système dont elle est par ailleurs un des piliers les plus essentiels ».

La conférence de Jean-Pierre Rouger trace l'histoire d'une dégradation médiatique opérée par de véritables malfaiteurs qui détiennent et l'argent et le pouvoir, asservissant l'information, et par-là même les citoyens, à la diffusion de leurs idéologies.

Alain BANDIERA

I.2.2. LA PRESSE ET L'ARGENT : CONFÉRENCE DE J.P. ROUGER

S'il y a manipulation de la part de la presse dite populaire (essentiellement aujourd'hui TV et radios), ce n'est pas, dans la plupart des cas à dessein. Les entreprises de presse, y compris TV et radios, se font concurrence pour des raisons essentiellement économiques, et par là même exploitent l'information et la transmettent de telle manière que celle-ci, très souvent, est déconnectée de la réalité.

Alors que les entreprises de presse ne devraient pas être des "entreprises comme les autres", elles le sont devenues, et pour bon nombre d'entre elles les ventes ou l'audimat relèvent exclusivement de parts de marché à conquérir.

La Presse manipule-t-elle l'opinion publique ? Force est de constater que les risques de manipulation existent bel et bien. Mais on ne saurait aborder le sujet sans procéder à une analyse en amont du problème ainsi posé.

Mon travail portera sur un double constat :

En premier lieu, je traiterai du rapport indéniable qui existe entre la presse et l'argent. Rapport, nous le verrons qui engendre bel et bien le risque de manipulation. Ce sera la partie la plus importante de mon exposé.

Le deuxième élément du constat (et nous verrons qu'il s'articule avec le premier), prendra en compte le fait que les médias subissent ce que l'on peut qualifier de pression interne qui les conduit à une sorte « *d'auto manipulation* ».

Je m'appuierai donc sur ce double constat.

Les ordonnances de 1944 (voir p. 26 du livret) prévoyaient surtout un dispositif pour lutter contre la concentration des entreprises de presse, concentration estimée comme une menace absolue au pluralisme des opinions. Au regard de ces ordonnances, il n'était pas possible pour un même patron de presse d'être aux commandes de plusieurs titres et d'exercer une fonction extérieure.

Main-basse sur la presse

Ces dispositions « anti concentration » furent piétinées, mises à bas, sous l'œil indifférent de l'État, par un homme, Robert Hersant ; Robert Hersant décédé le 21 avril 1996, qui avait fait ses premières armes sous l'occupation

en diffusant à Paris « **Le Pilon** », journal collaborationniste et antisémite subventionné par la Kommandantur, Robert Hersant n'hésitant pas à faire le coup de poing contre les commerçants juifs rencontrés en chemin, Robert Hersant, qui durant cette sombre période avait créé à Brévannes en Val de Marne le principal camp d'embrigadement de la jeunesse en région parisienne qui portait le nom de « Maréchal Pétain ».

Robert Hersant condamné à 10 ans d'indignité nationale, qui, dès qu'il en sera relevé par l'amnistie de 1952, après avoir racheté un mensuel professionnel « Le quinquillier » fonda en 1950 « L'Auto-Journal ».

Il rachète en 1953 « Semaine du monde » à Marcel Dassault (tiens tiens !).

En 1956, il fut élu député (puis invalidé) sur une liste radical socialiste. En 1958, lui qui fut frappé d'indignité nationale pour faits avérés de collaboration, il se retrouve député gaulliste (!), puis en 1967 se présente sous l'étiquette de la FGDS (Fédération de la Gauche démocrate et socialiste). C'est à cette époque qu'il rachète « Nord-Matin », quotidien issu de la résistance à la fédération SFIO du Nord. En 1972, c'est « Paris-Normandie », autre quotidien né de la clandestinité, qui passe sous sa coupe ; en 1975 « Le Figaro », « France-Soir », puis « L'Aurore »... En 1977, il est toujours député de l'Oise, mais désormais giscardien !

Sur plainte des syndicats de journalistes, l'homme fut inculqué pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944. Cette inculpation sera maintenue durant huit années sans jamais déboucher sur le moindre procès. Ce qui lui permet, en toute impunité, d'étendre son empire : « Le Dauphiné Libéré », « Le Progrès », « l'Union de Reims »...

Depuis, le groupe s'est effondré. En 1986 Robert Hersant avait scindé son empire de presse afin de préparer sa succession : d'un côté « la Socpresse » avec notamment « Le Figaro » et « France-soir », de l'autre les actifs les plus rentables, avec « France-Antilles », le quotidien de Guadeloupe et de Martinique, « Paris-Normandie » et « l'Union ».

Après la mort de Robert Hersant, en 1996, la Soc presse est vendue à Serge Dassault. Philippe Hersant, le troisième fils de Robert est chargé de prendre les rênes du groupe Hersant Média (GHM). Celui-ci fait plusieurs acquisitions. En 2003 il rachète la COMAREG pour 230 millions d'euros. Cette entreprise est spécialisée dans les journaux gratuits d'annonces.

En 2007, Philippe Hersant met la main sur « La Provence » et « Nice-Matin » pour 160 millions d'euros. Le groupe GMH est alors endetté auprès des banques pour un montant de 150 millions d'euros.

Par la suite tout ira mal. En 2010 GMH se trouve lesté d'une dette de 215 millions d'euros contractée auprès de 17 banques.

Sous la pression des banques, Philippe Hersant doit se résoudre à vendre plusieurs actifs : « Paris-Normandie » et « L'Union », ce qui reste de GMH, c'est-à-dire les journaux du « Pôle sud » ; « France-Antilles » est repris par une alliance entre Bernard Tapie et la Famille Hersant.

Mais bon sang ne saurait mentir, le groupe Hersant Média repris de la sorte par Bernard Tapie est désormais sous le coup de deux enquêtes distinctes.

La justice a décidé de s'intéresser de près à la gestion de GMH et vient de confier une enquête préliminaire à la brigade financière.

Les policiers sont saisis de présomptions d'abus de biens sociaux au préjudice des sociétés du groupe Hersant Média. Ils enquêtent notamment sur des flux financiers suspects entre le groupe de presse au bord de la liquidation fin 2012, avant sa reprise, et le prestigieux Golf Robert Hersant de Nantilly (Eure et Loir).

Cette parenthèse un peu longue est indispensable dans la recherche imposée. Car on ne peut dissocier les concentrations de presse (surtout au niveau de la presse écrite) du fait qu'un journal (malgré les aides publiques dont il bénéficie) ne peut vivre sans recettes autres que celle de ses ventes.

Il lui faut (tout comme les chaînes de télévision) un support financier et des recettes publicitaires, ce qui crée, qu'on le veuille ou non, une dépendance certaine. Les faits sont là, dans toute leur réalité.

Les médias, une histoire d'argent ?

Photographie : en 2004, deux ans après une première ouverture du capital du Figaro à un fond d'investissement, le groupe **Serge Dassault** acquiert la Socpresse, fleuron on l'a vu, du Groupe Hersant. Dans le même temps, « Libération » est recapitalisé par **Rothschild** ; le groupe Monde achète les publications de la Vie Catholique, tandis que la presse gratuite fait une déferlante sur la presse quotidienne.

Dans l'audiovisuel, les acquisitions et fusions se succèdent sur fond de profit et d'une course effrénée à la publicité.

Preuve est faite alors que les médias qui n'étaient pas des produits comme les autres sont devenus des produits et des services marchands. Cela, soulignent ceux qui en font le constat, parce que les contenus médiatiques sont des prototypes qui coûtent très cher à fabriquer et qui, par conséquent, nécessitent un large volume de production pour bénéficier d'économie d'échelle. Selon le même constat, pour que les produits médiatiques soient accessibles au plus grand nombre, les prix de vente ne doivent pas constituer une barrière pour les consommateurs. Dès lors, les médias se sont tournés vers une seconde source de recettes, la publicité, qui vient compléter ou remplacer les recettes issues de la vente au numéro, de l'abonnement ou du paiement d'une redevance.

En 2005, les annonceurs ont dépensé près de 20 milliards d'euros afin de faire la promotion de leurs produits sur les divers supports médiatiques. Cette intrusion d'un nouveau genre de la publicité dans les médias n'est pas sans poser problème. De façon générale, l'interaction entre les médias et la publicité a des incidences sur le pluralisme et sur la diversité des contenus. Le financement par la publicité induit en outre une extension de la culture de la gratuité. Nombre de médias peuvent être accessibles gratuitement par les consommateurs parce que les contenus sont financés entièrement par la publicité : télévision hertzienne analogique puis numérique, sites internet, journaux gratuits, radios, etc.

Ainsi apparaissent de nouveaux modèles économiques qui modifient le paysage médiatique et ses équilibres toujours fragiles.

Ainsi, les médias sont devenus un pôle d'activité où la concurrence accentue plus encore la place à la concentration, toute forme de presse confondue. Et, à ce chapitre, le recours aux formes les plus sophistiquées du management et du marketing n'est pas sans poser problème au regard du sujet que nous traitons.

Tant il est vrai qu'en France, comme en Europe, les médias font actuellement l'objet de transformations significatives et d'ajustement de leurs méthodes traditionnelles de fonctionnement.

Les entreprises de presse adoptent de plus en plus des techniques de marketing et de gestion issues récemment d'autres secteurs d'activité afin de répondre aux évolutions de la concurrence.

Il faut bien s'imprégner du fait que, depuis vingt à trente ans, de nouveaux types de journaux, auxquels nous sommes habitués, ont vu le jour.

Les médias dits « de masse » ont été largement commercialisés partout dans le monde développé. Le Câble, le Satellite, offrent au public une foultitude de chaînes. Et dans ce même temps, les marchés des capitaux, participent au financement de l'expansion de ces médias.

De grands groupes se sont dessinés en Europe (Rossel en Belgique qui détient « La voix du Nord » en France). Cette arrivée en masse a été d'une telle ampleur que la presse écrite, la radio, la télévision ont vu progressivement leur rentabilité diminuer. Et ce phénomène, d'évidence, a accéléré la concentration de ces médias, à la recherche d'économies et surtout, **d'une échelle et d'une taille suffisante pour retrouver leur rentabilité.** (La Montagne Centre France).

Concurrence accrue, pression financière, exigence du marché : les directions ont estimé obligatoire de mettre en place des nouvelles techniques de gestion ; des formations spécialisées ont été d'ailleurs introduites jusque dans les écoles de commerce.

A nouveaux managers, nouveaux objectifs, dont et surtout celui de donner plus d'importance aux bénéfices. De ce fait, pour privilégier la croissance, il convient de multiplier les fusions et les acquisitions comme il convient de créer des entreprises multimédias.

Dans ce contexte, l'information (lorsqu'elle n'est pas assimilée de manière réductrice à la seule communication), ne devient plus qu'un élément parmi d'autres. Sachez que bien des managers de presse caressent le rêve de la réduire à la seule notion de communication.

Pour ces raisons, dans la presse écrite comme à la télévision, les thèmes, même s'ils recouvrent une actualité immédiate, s'ils ne sont pas à la portée du citoyen moyen, sont délaissés.

A la TV, les programmes de divertissement des chaînes dominantes, du câble et du satellite, se concentrent sur les films, le sport, les programmes de divertissement afin de maintenir leur position sur le marché.

Les émissions culturelles ou d'intérêt général sont, pour la plupart, reléguées à des heures tardives.

Si on prend également en compte que les recettes publicitaires ont chuté de 18% à fin novembre 2012, et qu'aucun support n'a été épargné, le constat ainsi établi ne se trouve que renforcé.

Constat selon lequel les entreprises de presse deviennent des entreprises « comme les autres » avec comme finalité essentielle de « faire » un maximum de lecteurs ou de téléspectateurs.

Je suis de ceux qui estiment que les managers adeptes de cette méthode se trompent. Car cette méthode, tributaire d'une pression externe, s'inscrit dans une courte vision des choses.

Une (auto) manipulation interne

Je voudrais maintenant aborder ce qu'un philosophe, Patrick Charaudeau, qualifie de « pression interne », celle des représentations et des dispositifs :

*« D'une part, souligne Patrick Charaudeau, les représentations que l'instance médiatique se fait de **la cible d'information (les lecteurs et téléspectateurs)** sur ce que peut être **l'intérêt et l'affect de celle-ci**. Ces représentations **tendent à privilégier l'émotion sur la raison et à construire cette cible comme un NOUS consensuel quant aux valeurs et croyances dont elles seront porteuses.***

D'autre part, les représentations que cette instance se fait d'elle-même quant à son propre engagement, qui est censé apparaître neutre au point de vue politique, mais engagé du point de vue de la morale sociale, représentations qui éclairent fort peu l'analyse.

... d'où des procédés de verrouillage destinés à conforter l'opinion publique et soi-même, du bien fondé de l'information médiatique ».

Ce verrouillage passe aussi par l'exclusion, par une sélection appropriée de spécialistes qui ne peuvent que confirmer les médias dans leur bien-fondé du fait qu'ils y participent en tant qu'experts.

Quant au dispositif (l'autre pression interne) il répond à des exigences de visibilité et de spectacularisation qui entraîne les médias à « **construire une vision obsessionnelle et dramatisante de l'espace public...** ».

« Pour la Presse et la Radio, conclut Patrick Charaudeau, le jeu des titres ont un effet d'aveuglement rationnel ; pour la télévision, le jeu des scénarios plus ou moins montés ou reconstitués (actuellement de plus en plus utilisés sous la forme événement-fiction) proposent au citoyen des images faussées de ce qui s'est passé ».

Sans compter avec le jeu des débats, dont le rôle revendiqué est d'éclairer l'opinion publique, mais, très souvent, ne présente qu'un simulacre

d'échanges démocratiques, parce qu'ils excluent les « sans nom », et « labellisent » ceux qui s'y trouvent invités créant une censure par défaut, dans la mesure où la parole y est mise en spectacle de façon quasi exclusivement polémique « l'unité de base étant le « coup de gueule » ou le « coup de cœur ».

Le constat ainsi établi n'est pas optimiste. Il l'est d'autant moins si on prend en compte le fait que la mutation des supports d'information a modifié nos habitudes de lecture. Thomas Sanson, journaliste à l'Agence France Presse souligne à juste titre que **« nous voulons toujours plus, toujours plus vite, au détriment d'une information réfléchie mettant en perspective les événements du quotidien ».**

Un autre journaliste, David Vives, (Epoch Times) dans une étude « La fin de la presse papier, bientôt une réalité ? » a brossé un tableau réaliste et peu enviable de cette presse écrite. Je le cite : **« D'ici une génération, les journaux auront disparu. Cette prédiction, avancé par Xavier Niel, l'un des propriétaires de Free et du journal le Monde, pourrait bien se réaliser... Les quotidiens aujourd'hui sont les plus touchés. « Le Monde » chute de 14,6%, « Libération » de 31,8%. La diffusion des journaux a baissé en moyenne de 17,6% ... ».**

Après avoir constaté qu'évoluer sur internet constituait **« un pari risqué »**, David Vives souligne que face à une mutation de l'information, dont le terme est souvent remplacé par le « buzz ». « Buzz » est ce phénomène où une information est retransmise à grande échelle grâce à des réseaux sociaux tels Facebook ou Twitter. Ces « buzz » sont de plus en plus consultés.

On ne cherche plus l'information, on se rue sur tous les faits nouveaux, insolites, sans en sélectionner la qualité. On comprend de moins en moins l'intérêt de ce que l'on trouve, l'important, c'est que tout le monde s'y intéresse. Peu importe la teneur du message. La valeur d'un article se mesure par le nombre de clics et de mentions « j'aime ».

Christophe Barbier, le médiatique patron de l'Express, hebdo habitué aux couvertures controversées, a eu cette phrase édifiante devant sa rédaction :

« L'important c'est de faire du BUZZ, même du mauvais Buzz. »

Tout est dit, et on voit bien là la complémentarité qui se dessine entre les données économiques « stratégie de concurrence, stratégie de marché » et ce comportement que l'on pourrait presque assimiler à une « auto manipulation interne ».

Conclusion : la permanence d'un espoir citoyen

Pourtant, je suis de ceux qui gardent espoir, et ma conclusion qui relève de ce sentiment s'appuie sur deux raisons.

La première m'a été fournie par Georges Picard, spécialiste de l'économie des médias. Il prend en compte les risques encourus par les managers actuels ; mais décèle en les soulignant les failles de leur comportement au niveau de leur management et de leur marketing.

Selon lui, ***« les approches par le management et le marketing modifient le fonctionnement des médias ainsi que leur contenu, mais cette démarche peut être à la fois positive et négative.***

A travers une connaissance plus précise de ces deux pratiques, en utilisant les meilleures techniques possibles plutôt que de mauvaises interprétations et en recherchant la qualité et la satisfaction du public, alors et seulement alors, ces approches pourront-elles améliorer les médias et le service qu'ils apportent.

« Si cela n'est pas le cas, nous pouvons nous attendre à ce que les médias soient assimilés à n'importe quelle activité commerciale, dont le développement ne dépend que des succès et des échecs de sa gestion et ne poursuivent que leur intérêt propre.

Si cela devait arriver, les médias perdront leur pouvoir d'attractivité, et leur impact global sur la société deviendra négligeable car leurs rôles et leurs fonctions sociales, politiques et culturelles seront captés par d'autres organisations. Les médias finiront par perdre leur statut particulier et la bienveillance des politiques dont ils jouissent, sauf à rechercher des objectifs plus ambitieux.

« De nombreux médias ont déjà introduit les ferments de ce grave déclin mais il n'est pas trop tard pour que leurs propriétaires, leurs managers et les politiques réagissent à cet enlisement, et inversent cette spirale négative ».

La deuxième raison, je l'ai trouvée dans le rapport présenté par le député Michel Françaix devant l'Assemblée Nationale le 10 octobre 2012 au nom de la commission des affaires culturelles et de l'éducation dans le cadre de l'examen du projet de loi de finance pour le budget 2013.

Cette commission a proposé de recentrer l'effort financier public sur une presse citoyenne de qualité et sur les investissements d'avenir en faveur de la presse en ligne.

En un mot, cibler les aides sur les titres qui en ont le plus besoin ; le rapporteur le souligne : **« s'il est acquis que la Presse ne se définit plus par son support, elle doit se définir par sa qualité ».**

La commission a en effet considéré que les aides publiques étaient **« scandaleusement non ciblées sur la presse citoyenne de qualité ».**

Enfin, et en cela la commission rejoint une demande de bon nombre de journalistes, il a été proposé au nom de l'indépendance des rédactions et de la déontologie **« la reconnaissance légale de l'indépendance des rédactions ».**

Plus qu'une touche d'optimisme, un espoir citoyen, qui, souhaitons-le, sera relayé par les partis politiques.

Jean Pierre ROUGER
Journaliste honoraire

I.2.3. AUX MAINS DES PUISSANTS

« On se rêvait l'héritier de Bob Woodward, on est le tâcheron de Martin Bouygues ».

Extraite du livre de Serge Halimi, « **Les nouveaux chiens de garde** », cette phrase en révèle la signification, dénonçant une autre forme de dégradation de la presse tombée aux mains des puissants de ce monde.

Autre forme d'assujettissement des médias qui compromet gravement l'indépendance des journalistes et l'objectivité de l'information. Nous reproduisons ici le résumé que Serge Halimi propose de son ouvrage :

« En 1932, Paul Nizan publiait « Les Chiens de garde » pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, « Les Nouveaux chiens de garde » dresse l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

Les médias se proclament « contre-pouvoir ». Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations pré mâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur. Un petit groupe de journalistes omniprésents – et dont le pouvoir est conforté par la loi du silence – impose sa définition de l'information-marchandise à une profession de plus en plus fragilisée par la crainte du chômage. Ces appariteurs de l'ordre sont les nouveaux chiens de garde de notre système économique ».

On mesure une fois encore combien la presse est déterminée par le contexte socio-économique dans lequel elle diffuse son information. Un film sera tiré du livre qui dénonce les mensonges flagrants d'une presse entièrement soumise aux puissances économiques et politiques dont elle couvre les agissements. A titre d'exemple, le film dénonce les silences - manifestation ordonnés par le gouvernement en place - qui ont suivi quelques incidents nucléaires d'importance que l'on dissimule, ou, au pire,

que l'on banalise : exemple de désinformation qui s'exerce sous le prétexte de protéger l'opinion alors qu'elle peut être assimilée à une non assistance (impunie) à citoyen en danger.

Le livre et le film ne s'en tiennent pas à la polémique ; ils la mettent au service de la vérité, et constituent de cette manière des œuvres de salut civique, comme le soulignent les réalisateurs du film ; ils entendent faire œuvre de militants.

« Cette filiation du combat politique sur la question des médias ne s'est jamais interrompue. D'autant que le phénomène médiatique est profondément lié à la politique en général et aux modèles de société dans lesquels on baigne.

On ne changera les médias qu'en changeant la société, mais pour changer la société, il faut aussi se libérer de l'emprise des médias. On a fait un film pour réveiller les consciences, pour fournir au spectateur une arme dont il pourra se saisir pour aller lui-même au combat, dans toutes les luttes qui l'occupent, car, à notre sens, la question des médias intéresse toutes les composantes des luttes sociales ».

Nous reviendrons, dans la conclusion de ce livret, sur les derniers mots de Serge Halimi ; ils font office de profession de foi :

« Parlant des journalistes de son pays, un syndicaliste américain a observé : "Il y a vingt ans, ils déjeunaient avec nous dans des cafés. Aujourd'hui, ils dînent avec des industriels." En ne rencontrant que des "décideurs", en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public. Cette situation est le propre d'un système : les codes de déontologie n'y changeront pas grand-chose. Mais, face à ce que Paul Nizan appelait "les concepts dociles que rangent les caissiers soigneux de la pensée bourgeoise", la lucidité est une forme de résistance ».

Jean-Pierre ROUGER nous invitait à « l'optimisme citoyen » ; le Cercle Condorcet s'inscrit dans ce précepte. Les analyses, les œuvres dont nous venons de rendre compte ne sont pas destinées à désespérer le citoyen, à l'entretenir dans le fantasme du complot et du mensonge universels. Elles entretiennent au contraire sa vigilance, dont nos conclusions rappelleront la nécessité et elles peuvent nous protéger contre une crédulité aveugle et contre une forme d'innocence médiatique.

Les précédents constats ne doivent pas non plus mettre en cause l'existence de journalistes intègres et de la transparence d'un certain nombre d'organes de presse, ou d'émissions télévisées. Un contrat de lecture loyal s'établit entre les lecteurs (ou les spectateurs) qui choisissent en toute connaissance de cause le journal ou l'émission dont ils savent qu'ils se réclament d'une appartenance politique déclarée : les lecteurs du « Figaro » ne sont pas ceux du « Nouvel Obs » ; cette diversité, ces divergences (ou ces distinctions) participent à l'essence même de la démocratie.

Alain BANDIERA

Chapitre II – LA MANIPULATION EN ŒUVRE

« Bazile : Se compromettre par un brutal assassinat ! Non ! Susciter une méchante affaire, à la bonne heure ! Et, pendant qu'elle fermente, calomnier à dire d'experts. Oui !

Bartholo : Singulier moyen de se défaire d'un homme !

Bazile : La calomnie, Monsieur ? Vous ne savez guère ce que vous dédaignez ; j'ai vu les plus honnêtes gens prêts d'en être accablés. Croyez qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreurs, pas de conte absurde, qu'on ne fasse adopter aux oisifs d'une grande ville, en s'y prenant bien : et nous avons ici des gens d'une adresse ! ... D'abord un bruit léger, rasant le sol comme hirondelle avant l'orage, pianissimo murmure et file, et sème en courant le trait empoisonné. Telle bouche le recueille, et piano, piano vous le glisse en l'oreille adroitement. Le mal est fait, il germe, il rampe, il chemine, et rinforzando de bouche en bouche il va le diable ; puis tout à coup, on ne sait comment, vous voyez calomnie se dresser, siffler, s'enfler, grandir à vue d'œil ; elle s'élance, étend son vol, tourbillonne, enveloppe, arrache, entraîne, éclate et tonne, et devient, grâce au Ciel, un cri général, un crescendo public, un chorus universel de haine et de proscription. Qui diable y résisterait ? »

BEAUMARCHAIS : « Le Barbier de Séville »

II.1. FAITS DIVERS ET FAITS D'HISTOIRE : Calomnie et propagande

« Je l'ai dit, voilà un an, sur la tombe de Jules Ferry : ce fut toujours le procédé favori de la droite et des grands intérêts égoïstes, que d'attaquer les réformateurs, les hommes de progrès, non dans leurs idées, non dans leurs doctrines, mais dans leur honneur, dans leur probité, dans leur vie privée. »

Pierre Mendès-France : « La vérité guidait leurs pas »

« Le fait divers, c'est aussi du social » affirmait Jean-Pierre Rouger dans une conférence sur la liberté de la presse (cf. p.23 du livret « Histoire d'une liberté »). Il est rare en effet que la relation du fait divers soit totalement objective. Ce qui pose encore le problème du réel et de sa transcription. Tout événement médiatisé fait presque toujours l'objet d'une scénarisation ; la narration subit alors, plus ou moins implicitement, une dramatisation desti-

née à captiver le lecteur et à exercer cette dictature de l'émotion dénoncée par Philippe BRETON (cf. p.12 du livret « Introduction »). L'opération illustre une fois de plus le sens étymologique de la manipulation qui consiste à se saisir des ingrédients que lui offre le réel afin de fabriquer – de confectionner – un objet qui interprète le réel bien plus qu'il n'en rend compte ; les objectifs de cette opération sont presque toujours essentiellement idéologiques ou mercantiles et visent à orienter les comportements ou les opinions du lecteur : on vend des idées de la même manière qu'on vend des produits de consommation.

Tout événement se trouve donc organisé selon la démarche judiciaire du procès. Il y a en effet dans la « dramaturgie » d'un procès une transformation du réel – voire sa falsification - au profit de l'orientation d'une plaidoirie. On se saisit de quelques éléments jugés signifiants (ou significatifs) à partir desquels on reconstruit l'histoire du délit pour élaborer le réquisitoire ou le plaidoyer approprié.

Cette machination judiciaire est remarquablement évoquée par le roman d'Albert Camus « L'étranger ». On se souvient de ce récit qui a bouleversé la littérature d'après-guerre. Un Français vivant à Alger pendant la colonisation – un homme précisément « sans histoire(s) » – tue « aléatoirement » presque par inadvertance – un Arabe sur une plage ; le meurtrier ne parviendra jamais à expliquer son crime, invoquant, comme seul mobile, l'ardeur du soleil et de l'été. Toute son histoire « absurde », c'est-à-dire constituée d'éléments successifs sans véritable signification, va être remaniée (au sens propre, manipulée) par l'appareil judiciaire ; l'événement accidentel sera inscrit dans la double nécessité de la prédestination – tout concourt, dans la vie de l'accusé, à faire de cet homme un criminel – et de la préméditation : Meursault n'a pas pleuré à l'enterrement de sa mère, ce qui traduit une insensibilité choquante et incompréhensive. Ainsi, se trouve largement justifiée la peine capitale à laquelle on condamne le meurtrier.

II.1.1. PROPAGANDE ET FAITS DIVERS : Qui déshonorer ?

Cinq faits divers particulièrement tragiques, mobilisant une opinion fanatisée, constituent l'illustration du texte de Beaumarchais et s'inscrivent dans le schéma du procès défini ci-dessus ; mais ils illustrent aussi le caractère politique de la manipulation au service d'une propagande idéologique mensongère telle qu'elle est dénoncée par Philippe BRETON. Cinq faits divers qui, dans un contexte de crise politique, obéissent à un cérémonial identique ; ils s'ap-

puient sur une campagne de presse diffamatoire, souvent sans fondement et menée par des groupes extrémistes. Dans tous les cas, la falsification l'emporte sur la vérité même quand des preuves irréfutables en sont données. Trois affaires se soldent purement et simplement par une carrière brisée, un suicide et un meurtre ; une autre est considérée comme une des grandes erreurs judiciaires de notre temps ; la dernière constitue un exemple flagrant de propagande sécuritaire.

L'affaire Albert DALIMIER

Pierre MENDES-FRANCE, dans son ouvrage, « La vérité guidait leurs pas » rend un chaleureux hommage à l'action politique d'Albert DALIMIER, l'une des victimes de ces « désastres médiatiques » :

Ministre du Travail de 1932 à 1933, Albert DALIMIER mène avec ténacité une politique en faveur de la classe ouvrière, allant jusqu'à imaginer un projet qui tend à réaliser la semaine de quarante heures. Pierre Mendès-France évoque ces « ardentes réalisations » : *« Trente ans de batailles, à la fois patientes et passionnées, sur le front du travail laissent à l'actif d'Albert Dalimier un bilan impressionnant. En un temps où les équilibres politiques et sociologiques ne permettaient d'aller ni plus vite, ni plus loin, il avait fait aboutir un ensemble de mesures qui commençaient à libérer la classe ouvrière de ces assujettissements et de ces aliénations qui l'écrasaient et l'étouffaient depuis des générations, ou il y avait étroitement collaboré »*. L'homme avait des ennemis qui parvinrent à le compromettre gravement dans l'affaire Stavisky, escroc célèbre qui défraya la chronique en 1934-1935. L'innocence d'Albert DALIMIER fut rapidement établie ; des preuves irréfutables en furent données. La carrière politique de ce ministre bienfaiteur fut pourtant brisée ; il dut affronter à la fois le déferlement de la haine partisane et l'abandon de ses anciens amis. Il meurt en 1936 dans un isolement total.

L'affaire Roger SALENGRO

En cette même année 1936, une loi, promulguée le 18 décembre, vise à aggraver les peines frappant la diffamation par voie de presse ; cette mesure est la conséquence directe de l'émotion suscitée par le suicide de Roger SALENGRO, victime d'une campagne de presse colossale menée par la presse d'extrême-droite qui forge, pour l'opinion, le portrait d'un véritable traître.

Le destin de Roger SALENGRO vient encore illustrer la tirade de Beaumarchais. Il est Ministre de l'intérieur du Front Populaire quand les journaux d'extrême-

droite, « Gringoire » et « L'Action française », montent de toutes pièces contre lui une accusation de désertion remontant à 1915. Les détracteurs profitent à la fois de la liberté d'expression alors absolue, de la liberté de la presse extrêmement étendue, et surtout du traumatisme de la Grande Guerre encore présent dans tous les esprits. Truquant des témoignages, déformant des propos officiels, ces deux journaux, soutenus par le chef de file de l'opposition municipale à Roger SALENGRO à Lille, Henri Becquart, ne tiendront aucun compte des démentis juridiques et judiciaires officiels, préférant s'appuyer sur l'opinion publique qu'ils ont braquée contre Salengro. Malgré un jugement militaire d'acquittement approuvé à une large majorité à la Chambre des députés, Roger SALENGRO se suicide, épuisé par la calomnie. Alors même que la justice civile et la justice militaire innocentent l'accusé, l'opinion publique ne retiendra que les soupçons qui ont pesé sur lui. Ainsi se conjuguent dans cette affaire tous les pouvoirs de la presse ; ainsi se pose la question des limites de la liberté d'expression.

L'affaire SACCO ET VANZETTI

Dans la nuit du 22 au 23 août 1927, Sacco et Vanzetti, deux ouvriers italiens immigrés aux Etats Unis, sont passés par la chaise électrique. Leur procès, qui a duré 7 ans, a été entièrement échafaudé sur des hypothèses, puisque aucune preuve tangible n'a pu être avancée, tant de la culpabilité que de l'innocence des accusés.

Deux idéologies s'affrontent dans cette affaire : l'idéologie américaine dans laquelle s'engouffrera le maccarthysme – nationaliste, xénophobe et raciste, catholique – et une idéologie humaniste qui combat l'injustice sociale, l'exploitation des ouvriers, les conditions de travail, idéologie malheureusement discréditée par les violences du mouvement anarchiste auquel Sacco et Vanzetti appartiennent.

Le procès rebondit sans cesse entre ces deux postures, les mêmes éléments étant avancés comme preuves de la culpabilité ou preuves de l'innocence selon qu'ils sont utilisés par l'un et l'autre camp. Deux presses, donc, ainsi que, des « actualités » cinématographiques très partisans : une illustration spectaculaire des « exercices de style » de Raymond Queneau, et que deux hommes paieront de leur vie à la suite d'une équation rudimentaire qui a la valeur d'un verdict « ils sont émigrés italiens, donc ils sont coupables ». Leur réhabilitation qui interviendra en 1976 reconnaît explicitement les vices de la procédure judiciaire empoisonnée par la haine et les préjugés.

L'affaire Clovis HUGHES

Antérieure aux deux affaires précédemment évoquées, l'histoire de Clovis HUGHES est aussi celle d'une campagne de presse diffamatoire destinée à ruiner une carrière politique. A la fois poète et député, fervent militant socialiste et révolutionnaire qui s'était illustré dans la Commune, il subira lui aussi les affres de la calomnie. Un dénommé Morin va s'ingénier à déshonorer l'épouse de Clovis HUGHES, Jeanne HUGHES, qui tuera le calomniateur d'un coup de pistolet : elle sera acquittée, la justice prenant ainsi ouvertement le parti des victimes de la diffamation.

L'affaire du bijoutier de Nice

Beaucoup plus proche de nous, l'affaire du bijoutier de Nice a été l'occasion d'un gigantesque matraquage médiatique. Victime d'une tentative de braquage, le patron d'une bijouterie tue l'un de ses agresseurs alors qu'ils prenaient la fuite. A la suite d'une procédure judiciaire habituelle, le bijoutier est mis en garde à vue et se voit accusé d'homicide involontaire.

C'est alors que les médias orchestrent une vaste campagne en faveur du bijoutier, couvrent les manifestations publiques en sa faveur, multiplient les interviews, et consacrent un reportage à la femme d'un autre bijoutier tué par des cambrioleurs. Ce type d'information ne manque pas de réveiller les bonnes et les mauvaises consciences de l'opinion, encourageant la nostalgie de l'auto-défense et l'idée que le rétablissement de la peine de mort constitue la seule solution à l'insécurité, à la délinquance, au crime. Dans un tel contexte, « les marches » qui se sont multipliées ne sont peut-être qu'une forme indécente de lynchage symbolique. Ajoutant à la confusion, des élus de la République ont apporté publiquement leur soutien à l'émergence sauvage de ces idées qui voulaient substituer la vengeance à la justice. La manipulation réside dans la publicité fracassante qui encourageait le retour de la barbarie. Mais, il y a pire : quelques minutes seulement ont été accordées à la sœur de la jeune victime, dont les larmes et les brefs propos dénonçaient une autre forme d'injustice volontairement occultée : *« Personne ne pense à mes parents. Mon frère n'est pas encore enterré qu'ils sont tous là à crier leur joie dans la rue »*.

Véritable crime contre l'allégorie de la justice, ce désastre médiatique – selon les termes de Philippe BRETON – oubliait que la balance en est aussi, avec le glaive, l'attribut. Ne brandir que le seul glaive fait courir un grand danger à la civilisation et à la démocratie.

Les quelques exemples précédemment évoqués permettent de mesurer les ravages de la manipulation, l'irresponsabilité d'une presse démagogique, la défaite de l'intelligence devant « la dictature de l'émotion » et la violence des bonnes consciences ; ils attestent d'une manière incontestable le caractère social et politique des faits divers et l'efficacité perverse de la manipulation médiatique.

II.1.2. PROPAGANDE ET HISTOIRE : Que faut-il commémorer ?

Au cours de l'examen initial de la problématique et de ses déclinaisons, le problème avait été évoqué de ce qu'on pourrait appeler « la révélation différée ». Il s'agit d'événements dont on donne, plus ou moins longtemps après leur publication initiale, une version complètement différente, fonctionnant presque toujours autour de la révélation de ce qui a été caché (ou ignoré). A cet égard, la maladie de François Mitterrand, et l'existence de sa fille cachée constituent des exemples emblématiques, et ont très largement occupé (diverti ?) l'opinion, soulevant précisément des polémiques autour de l'exigence de transparence.

Il existe une autre forme de mensonge historique : le mensonge par silence - l'omerta déjà dénoncé par Jacques Boudot - ou par omission comme celui qui a suivi la guerre d'Algérie, et qui rend aujourd'hui si difficile la compréhension des faits. Sans doute est-ce l'une des raisons pour lesquelles cet épisode de notre histoire n'a toujours pas cessé de donner lieu au phénomène de la révélation, alimentant une cargaison d'informations contradictoires dans laquelle les partis pris et les idéologies ajoutent à la confusion. Parmi les événements marqués par la barbarie, et engloutis dans le silence, les massacres d'Algériens, perpétrés à Paris, le 17 octobre 1961, par ordre du préfet Maurice Papon, a été tenu secret pendant plusieurs années.

L'enseignement de l'histoire a longtemps été régi par une forme de manipulation délibérée qui visait à inscrire les événements dans une idéologie bien définie (presque toujours nationaliste ou patriotique). Cette transformation de l'histoire (souvent embellie sur le mode de l'épopée) a engendré ce que l'historien Bernard Dompnier considère comme l'élaboration d'un « roman national ». Le négationnisme (immanquablement assorti d'antisémitisme) s'inscrit dans la même transformation du réel.

La mise en œuvre de la manipulation joue à la fois sur les contenus qu'elle falsifie (transformation des événements en fonction d'un objectif idéologique) et sur l'auditoire qu'elle influence (en orientant l'opinion, en

provoquant des adhésions à des idées). C'est ce réel maquillé, souvent mythifié, qui a produit toute l'imagerie de nos livres d'histoire scolaires.

L'empire du silence qui règne sur les grands événements de l'histoire, en particulier les guerres, est parfois instauré par des lois. Si la censure disparaît en 1905, elle s'exerce très largement pendant les deux guerres mondiales.

La loi du 5 août 1914, au lendemain de l'ordre de mobilisation, rétablit la censure dans la presse, elle ouvre la voie à une manipulation d'envergure en œuvre pendant toute la durée de « la Grande Guerre ». La commémoration s'écarte aujourd'hui des sentiers *de la gloire*, sentiers battu d'une propagande mensongère destinée à magnifier les combats et les combattants.

En même temps que la mobilisation, le décret de censure du 2 août 1914 instaure l'état de siège ; il sera confirmé par la loi du 5 août 1914 destinée à réprimer tout ce qui est « de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ». La loi est en quelque sorte patronnée par l'autorité d'une véritable trinité, politique, militaire et religieuse : l'alliance du sabre et du goupillon à nouveau réalisée sous couvert de patriotisme, la morale tributaire de la stratégie de combat.

Sous le régime de Vichy, la censure devient le mode de fonctionnement d'une presse au service de l'idéologie en vigueur ; non seulement des articles sont interdits, mais une information officielle est soigneusement distribuée dans l'organisation des journaux.

Pendant la guerre d'Algérie, une censure implacable mise en place par le pouvoir s'exerce contre la presse ; certains journaux, accusés de « porter atteinte au moral de l'armée » sont saisis, ainsi que les livres dénonçant la torture.

Les images filmées de la mobilisation du 2 août 1914 témoignent d'une liesse générale, d'un grand élan patriotique qui jette dans les trains des soldats rayonnants, affichant un héroïsme joyeux et arborant déjà la certitude de la victoire. Il faudra attendre le cinéma de fiction pour que la caméra nous montre l'envers de ces départs triomphants et s'attarde, le long des quais, sur les larmes de ceux qui restent. Après que s'est révélée – dans les livres, dans les films, dans les reportages – toute l'horreur de la grande guerre, aujourd'hui que les noms de plus d'un million de ces soldats héroïques couvrent les monuments aux morts, il est possible de comprendre la signification du rétablissement de la censure ; il est possible de comprendre

qu'une propagande tonitruante a tôt fait de couvrir le son du tocsin qui résonnait, le dimanche 2 août, dans la France entière.

La fin du XX^e siècle précédent est marquée par un véritable renversement des valeurs ; les manipulations par propagande ou par élimination font l'objet d'une dénonciation tenace ; les grands concepts bellicistes insufflés dans l'opinion (l'héroïsme, l'exaltation du sacrifice, la diabolisation de l'ennemi) sont remis en cause et supplantés par les valeurs de fraternité et d'universalité humaine (des films et des livres exaltent les épisodes de fraternisations entre combattants, pourtant sévèrement réprimées à l'époque). La répression culturelle prend fin ; des œuvres comme « Allons z'enfants » (toujours interdit dans les casernes dans les années 70), « La torture » d'Henry Alleg, sortent de l'ombre et des films comme « La bataille d'Alger » ou « Avoir 20 ans dans les Aurès » sont enfin révélés au public.

On peut consulter à cet égard la liste impressionnante des œuvres interdites depuis 1945 en France (films, livres et chansons) qui montre que la censure n'est pas le seul apanage des régimes autoritaires mais qu'elle est toujours prête à protéger une idéologie fallacieuse. Et quand on saura que la chanson de Jean Ferrat « Ma France » fut une chanson interdite, on pourra s'interroger sur les énigmes de la censure, et sur les ressorts de la manipulation dans sa gestion des silences, des omissions ou des mensonges.

Lionel Jospin dans un discours prononcé à Craonne le 5 novembre 1998 réhabilite les fusillés pour l'exemple. Cette réhabilitation – autant que le film de Stanley Kubrick, « Les sentiers de la gloire » – s'inscrivent dans le plaidoyer en faveur de l'humanité sacrifiée. On laisse enfin la parole aux grandes voix pacifistes de notre civilisation qui rappellent le prix de la vie humaine et restaurent sa dignité contre la barbarie militaire de ceux qu'on considère désormais comme des bouchers. Et c'est par un hymne à la paix « contre toutes les guerres » que s'achève le si beau film de Mikhaïl Kalatosov « Quand passent les cigognes », marquant un tournant dans une idéologie de l'héroïsme longtemps prônée par l'URSS.

Alain BANDIERA

II.1.3. TEMOIGNAGES

MISERES ET TOURMENTS DE LA CHAIR DURANT LA GRANDE GUERRE

*Un livre de Jean Yves NADOUR**

Entreprise salutaire de démystification, ce livre dénonce la propagande claironnée pendant toute la durée de la grande guerre dont elle a tenté – en pure perte, d'ailleurs – de taire et de masquer les horreurs. Les hérauts d'une des plus grandes exterminations du siècle dernier entonnent inlassablement l'hymne de l'héroïsme, la complainte du devoir et du sacrifice, la cantilène de la virilité et des vertus domestiques : toute la mystique des valeurs militaires et chrétiennes, largement enfourchées par les politiques, destinées à légitimer la mobilisation et présentées comme la garantie de la victoire. Une propagande formidable se met donc en place qui vise l'ensemble de la population et s'applique à instaurer un idéal patriotique justifiant toutes les privations, tous les sacrifices, et toutes les répressions. On retrouve dans cette démarche les méthodes de la manipulation, en particulier une argumentation fallacieuse se réclamant d'une morale complètement fabriquée, et justifiée par les fins guerrières.

C'est ainsi que la guerre est jugée « moralisatrice » qui permettra au pays, après les débauches de « la Belle Époque » de retrouver sa dignité ; ce thème de la guerre « hygiène du monde », très largement proclamé par les ténors de l'extrême-droite, est relayé par la presse avec la complicité silencieuse des partis de gauche ; les socialistes se taisent, pas de débat possible, aucun contradicteur, ni parmi les journalistes, ni parmi les intellectuels : la victoire improbable se paie d'une terrible défaite de la démocratie et de l'humanisme dont la mort de Jaurès annonçait le sinistre avènement.

*« Le thème de la régénération de la France, jusque-là l'apanage de l'extrême droite, dépasse de loin, depuis la mobilisation, le terreau idéologique sur lequel il a prospéré. Son discours envahit la presse et domine sans partage de 1914 à 1915, avant que les faits, l'horreur de la guerre industrielle, lui donne tort. Pendant plus d'un an, il ne rencontre aucune opposition ou presque, les journaux socialistes préférant se taire plutôt que de contrer le mythe de la renaissance nationale et de la résurrection magnifiée d'une plus belle France après l'expiation sur le champ de bataille ». **

L'église va encore plus loin dans cette ascèse de l'expiation ; elle considère la guerre comme miraculeuse qui entraînera la purification de la France et la

délivrera de « *la corruption, de la stérilité, du déclin et de l'avilissement de son identité qui la défiguraient* ». Ainsi la guerre, transfigurée en véritable guerre sainte, triomphera-t-elle du mal, et ses armées seront investies d'une mission quasi-divine.

*« La guerre peut-être vue comme un châtiment divin qui vient punir la France pécheresse et immorale de l'avant-guerre. Mgr Péchenard en est persuadé, et compare la guerre au vin amer que doit boire la France en punition de son athéisme : « C'est dieu lui-même qui a préparé le breuvage et le verse aux coupables. Il faut que nous en buvions tous... » Investis de la mission de porter les péchés de la France, les poilus doivent aussi être des exemples de moralité, des croisés qui acceptent leur douloureuse mission »**

Enfin, le discours national s'appuie sur une diabolisation de l'ennemi longtemps imprimée dans les mentalités françaises, rallumée à l'occasion de la seconde guerre, et surtout de l'occupation.

Une répression implacable accompagne ces sommations morales ; tous les plaisirs jugés frivoles sont condamnés, le music-hall en particulier, divertissement scandaleux des « *planqués de l'arrière* », condamnation aussi de la pornographie ; surveillance et punition de tous ceux qui enfreignent l'ordre moral et qui salissent l'idéal « *les étrangers, les embusqués, les profiteurs, les femmes adultères* »*.

Véritable entreprise d'épuration avant l'heure, la répression sera particulièrement sévère à l'égard des déserteurs, des « fusillés pour l'exemple », désavoués par l'opinion, dont l'opprobre rejaillira pendant longtemps sur la famille toute entière.

L'entreprise de propagande peut être aujourd'hui considérée comme une véritable anthologie : elle joue en effet sur un style où dominent les métaphores du sang, le ton de l'imprécation, l'emphase et le pathos. Elle déploie surtout un vocabulaire très particulier où la symbolique sexuelle s'allie à l'imagerie belliqueuse, alliance dont le terme de poilu a surgi pour l'éternité.

« Dans les trains qui partent pour le front, les soldats se persuadent de leur puissance et de la revanche qu'ils vont prendre en allant « couper les moustaches à Guillaume ». D'autres parlent de « couper les couilles » aux Allemands ou font le rêve de s'emparer du corps de leurs femmes. L'emploi du vocabulaire de la sexualité pour caractériser la bataille, jusqu'à celui de dépucelage pour évoquer le baptême du feu des bleus, l'usage du mot

« poilu » dont la signification touche autant au courage qu'au bas-ventre, participent de cette reconquête virile par les armes ». *

Le livre de Jean-Yves Nadour dénonce enfin – principalement – la manipulation par omission, le grand silence observé sur les vraies misères de la guerre, en particulier l'immense misère sexuelle, l'immense souffrance affective sur lesquelles pèse une farouche interdiction d'expression. L'entreprise de propagande participe, de cette manière, à la grande barbarie.

La démarche de l'écrivain suffit-elle à alerter les consciences aujourd'hui sur les méfaits de la manipulation, des mensonges politiques et religieux qui embrigadent l'opinion. La propagande en faveur de la guerre de 14/18 s'exerce avec une violence réelle (attestée par la sévérité des maximes et des sanctions). Lorsque Philippe BRETON parle *« d'une effraction des esprits »*, il montre la permanence symbolique de cette violence qui, par des moyens coercitifs et fallacieux, constitue en réalité un crime contre la liberté.

*Extraits du livre de Jean-Yves NADOUR

AUJOURD'HUI LA GUERRE

Un article de Jean-Marc ROIRANT

Propagande idéologique fondée sur des rumeurs, falsification scientifique, frénésie collective entretenue par des leaders extrémistes, intervention active des responsables religieux, références à des morales singulières, il est des démarches qui s'apparentent étroitement à de véritables déclarations de guerre : ne parle-t-on pas de mobilisation ? Le texte de Jean-Marc Roirant n'est pas en contradiction avec les constats et analyses précédentes : la démocratie est toujours en danger quand les armées modernes de la morale s'attaquent à son école pour la diffamer.

« La rumeur n'est jamais innocente. Notre histoire en est riche d'exemples. On a montré comment elle a accompagné le coup d'Etat de Napoléon III face à de prétendues tentatives d'attentat. Comment, après la défaite de 1870, des rumeurs de cannibalisme ont traversé certains villages de Dordogne à la recherche de boucs émissaires, justifiant des actes de barbarie. Cent ans plus tard, à Orléans, une rumeur antisémite a laissé croire que les cabines d'essayage de certains magasins de vêtements féminins étaient des pièges pour les clientes, livrées à la traite des Blanches. Cette « rumeur d'Orléans » continue de courir sous diverses formes.

Quand la rumeur s'est installée, l'ampleur du mensonge n'importe guère. Si la rumeur a pris, c'est que ses colporteurs ont suscité un réflexe de protection des familles, le plus souvent en créant une inquiétude irrationnelle. Une inquiétude telle que la diffusion de la vérité est rarement d'un secours suffisant. Une fois que la rumeur devient un phénomène social, nourri des conversations croisées, alors elle s'entretient elle-même, crépitant de son petit feu. Dans nos sociétés dans lesquelles certains médias sont chaque jour avides de nouvelles actualités et font peu de tri, ce feu s'allume vite et devient parfois un incendie. C'est le cas lorsque cette rumeur s'attaque à l'école publique.

Celle qui s'est propagée fin janvier dans plusieurs collèges à propos des modules ABCD de l'égalité a été une attaque organisée contre la République. Elle a été transportée par des SMS, envoyés en masse aux parents, appelant au boycottage de l'école, avec pour seul objectif de saper la confiance dans notre école publique. Les messages sont de pures élucubrations.

Des attaques de ce type, il en existe chaque semaine. Mais celle qui a concerné les ABCD de l'égalité n'est pas un épisode ordinaire pour deux raisons.

La première, c'est que cette rumeur a eu une perfide efficacité, parce que plusieurs personnalités publiques ne se sont pas contentées de la diffuser, mais l'ont accréditée en alimentant un faux débat sur la prétendue théorie du genre. Il y a sans doute beaucoup de paresse dans les commentaires que nous avons subis pendant plusieurs jours sur ce nouvel épouvantail ».

Jean-Marc ROIRANT

Secrétaire général

de la Ligue de l'enseignement

(Extrait d'une Tribune parue dans Le Monde du 7 février 2014)

PERMANENCE DE LA PROPAGANDE

Une chronique de Jean-Claude GUILLEBAUD

Un journaliste aujourd'hui préoccupé de déontologie médiatique peut encore s'écrier : « Sus au bourrage de crâne ! ».

J'imagine que le titre de cette chronique fera sursauter. Vais-je pourfendre une fois encore les superficialités médiatiques qui nous tiennent parfois lieu de pensée ? En réalité, c'est à la Grande Guerre que je fais référence. Parmi les innombrables rétrospectives liées à l'approche du centenaire de 14-18, je m'étonne que personne n'ait encore évoqué la manière pathétique dont la presse française y perdit son honneur. Subvertie par nationalisme cocardier - le politiquement correct de l'époque -, elle se fit la messagère zélée d'un discours tissé de mensonges, d'énormités et de bêtise. Les grands quotidiens expliquaient volontiers que les boches sentaient mauvais, qu'ils mangeaient les petits enfants mais que nos poilus, aidés des canons de 75, les tailleraient tous en pièces.

L'expression "bourrage de crâne" date de cette époque, et fut popularisée par Albert Londres. Agé de 30 ans, ce dernier faisait ses débuts de reporter de guerre en couvrant en septembre 1914, pour le quotidien "le Matin", la destruction de la cathédrale de Reims par l'artillerie allemande. Par la suite, Albert Londres s'acharna à lutter contre l'endoctrinement général et à se libérer de la langue de bois de l'état-major, dont il devint la bête noire. La dérive morale de la grande presse, insoucieuse de la vérité, indigna tellement les poilus qu'un journal "sauvage" émergea des tranchées en septembre 1915 pour protester contre les mensonges : "Le Canard enchaîné"...

... Et maintenant ? Où en sommes-nous ? Avec le politiquement correct ? Avec l'argent ? Avec le conformisme ? Si je me fonde sur le sentiment de désastre déontologique qui s'est exprimé aux récentes Assises du Journalisme à Metz, il faut organiser d'urgence une quatrième refondation de notre profession. Assiégée par le médiatique, elle est en perdition.

Sus au bourrage de crâne !

Chronique de Jean-Claude GUILLEBAUD
parue dans Marianne 2013

II.2. CHIFFRES A L'APPUI : Justes nombres et raisonnements faux...

La séduction exercée par le chiffre participe à ce que Philippe BRETON dénonce comme le mensonge (ou l'illusion) scientifique. Le chiffre devient un outil de persuasion irréfutable, et il s'assortit trop souvent d'un discours fallacieux destiné à implanter dans l'opinion des convictions aussi tenaces qu'erronées. Dans ce texte, l'auteur analyse quelques exemples de messages diffusés au cours du printemps 2013 sur les chaînes de radio ou télévision, qui témoignent de la variété des artifices utilisés, avec l'objectif d'identifier les indices repérables d'une probable manipulation.

Faut-il se méfier des « chiffres » ? De ces chiffres dont les communicants politico-médiatiques « ne veulent pas nous assommer », disent-ils... Alors ils n'en donnent qu'un, juste un, mais qui se veut percutant ; c'est la preuve par le chiffre ! Dans les médias, c'est lui que les journalistes nous livrent dans le titre, censé résumer l'information.

Vingt milliards de déficit prévu pour les caisses de retraite en 2020 ! Preuve irréfutable de la nécessité d'allonger d'urgence la durée des cotisations ou celle du temps de travail ou les deux, comme « on » nous le serine depuis bien des années. C'est bien ce que confirme l'article, le commentaire ou l'interview qui suit le titre, et si le texte apporte des compléments, des nuances, voire des contradictions, c'est de toute façon l'idée, formule choc, que l'on retiendra et non le chiffre lui-même.

Nous ne retenons que rarement le chiffre. Car nous oublions ce qui ne fait pas sens et, dans l'exemple ci-dessus, le nombre ne peut pas faire sens pour le citoyen non spécialiste de la question :

Comment imaginer les calculs effectués par les experts qui conduisent à un tel résultat ?

Comment se représenter la taille de ce nombre ; est-il si grand ? Pour en saisir l'importance, il faudrait pouvoir le situer sur une échelle, avoir des références, le comparer à d'autres comme, par exemple, le budget de l'Etat ou celui de l'augmentation annuelle de la richesse des classes très aisées (voir plus loin). De fait les lecteurs, les auditeurs ne peuvent pas le relativiser sans les données auxquelles les experts peuvent immédiatement le relier.

Et comme le chiffre ne fait pas sens à lui seul, le récepteur de « l'information » ne peut que faire confiance (ou pas) à l'idée, à la conclusion livrée ou suggérée et qui n'est pas contenue dans le chiffre.

Et, c'est de cela que nous devons nous méfier. Les chiffres présentés sont en général exacts : il s'agit de données brutes ou de résultats provenant d'études sérieuses, mais cela ne valide pas les interprétations qui elles, peuvent ne relever que de l'opinion du commentateur. C'est dans cette confusion en quelque sorte entretenue, que se cache le vice car le chiffre lui donne un statut de vérité, d'argument, de preuve...

Nous ne pouvons pas être en état permanent de méfiance, de suspicion, d'incrédulité. De même, si la transmission de l'information nécessite souvent sa simplification, il n'y a pas obligatoirement volonté de tromper de la part du transmetteur. C'est pourquoi il convient de disposer de quelques indices pouvant nous mettre en alerte face au message reçu.

Laissons de côté les cas bien connus comme les « effectifs » de manifestants selon la police et selon les organisateurs car ils ont le mérite d'être cités de manière contradictoire ou celui des sondages préélectoraux qui ne trompent que ceux qui en tiennent compte... Intéressons-nous plutôt à des cas plus insidieux, si quotidiens qu'ils nous habituent à penser faux de même que l'usage d'une langue incorrecte nous habitue à parler mal.

Nous nous proposons donc d'analyser dans quelques exemples le fonctionnement de ces messages médiatiques dont la force repose sur l'utilisation d'un « chiffre » puis, plus largement, d'une notion ou d'un calcul mathématique supposé connu des auditeurs, ou bien encore sur des raisonnements lacunaires ou logiquement faux, courants dans le flot médiatique, et d'explicitier pour chaque cas les indices d'une possible manipulation.

Les exemples sont empruntés à l'actualité de ces derniers mois, relevés de manière sans doute subjective, dans le flot de l'information diffusée à la radio ou la télévision et en général reprise par les journaux. Ils ont évidemment comme propriété commune d'avoir inquiété l'auteur qui les a aussitôt mis au service d'un propos prémédité, en ne conservant cependant que les cas pour lesquels il a pu retrouver des données de référence permettant d'accréditer son indignation.

On en conclura que la meilleure et certainement la seule protection du citoyen contre le risque de ce type de manipulation est celle qu'il peut exercer lui-même en sachant repérer le vice caché et que c'est bien la plus grande responsabilité de l'éducation, et tout particulièrement de l'éducation mathématique que de l'y exercer.

Vingt milliards de déficit prévu pour les caisses de retraite en 2020

Revenons donc sur cet exemple pour expliciter ce qui constitue un indice de possible manipulation : le nombre est donné seul et l'interprétation est suggérée comme allant de soi : c'est beaucoup, c'est trop et c'est catastrophique ! L'annonce médiatique est opportune puisque le gouvernement a décidé d'amorcer sur le sujet un nouveau processus législatif.

La source du « chiffre » est une projection du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) dans un rapport de décembre 2012. Il faut déjà noter qu'il s'agit d'une projection selon plusieurs scénarios hypothétiques, et non pas d'une prévision, ce que le rapport -prudent- précise. *« Une projection n'est pas de même nature qu'une prévision. Les incertitudes portant sur les cadres démographique, macroéconomique et réglementaire sont importantes, à moyen terme et plus encore à long terme. On ne cherche donc pas à prévoir une situation effective des régimes de retraite à ces horizons, mais à éclairer leurs perspectives financières sous diverses hypothèses possibles. »* Selon les hypothèses adoptées, et en l'état d'une réglementation inchangée, *« le besoin de financement du système de retraite représenterait en 2020 entre 19,8 et 21,9 milliards d'euros selon les scénarios et variantes, soit 0,9 à 1,0 point de PIB. »*

Le rapport du COR précise combien les résultats sont liés au modèle utilisé et aux hypothèses, « toutes choses égales par ailleurs » en se gardant bien de préconiser des mesures à prendre pour infléchir les projections.

Il reste permis de penser que les mesures à prendre pour modifier la valeur de certains paramètres des modèles (activité économique, emploi) pourraient être plus déterminantes que des mesures sur les cotisations et leur durée qui visent à compenser des effets sur les déficits de ces paramètres s'ils ne s'améliorent pas. Ces projections n'envisagent pas les effets de mesures nouvelles qui seraient décidées. Songeons par exemple à la diminution de l'espérance de vie récemment remarquée en Allemagne quand l'allongement de l'espérance de vie est utilisé pour justifier celui de la durée du travail...

Notons enfin que le rapport de janvier du même COR contient d'autres données intéressantes sur l'état de la situation des retraites, comme l'étendue des disparités, que les médias n'ont pas beaucoup reprises.

Il semble bien que les médias se focalisent beaucoup plus que les rapports du COR sur ce qui accrédite le report de l'âge de la retraite !

Pour l'utilisation d'un « chiffre » comme attestation de « vérité », on retrouve les indices précédents dans les exemples suivants où un élément caricatural vient à l'appui de notre argumentation. Ils permettent également de mettre en lumière d'autres aspects du processus de manipulation dont on peut se prémunir.

Le déficit de la Sécurité Sociale atteint seize milliards d'euros

Encore un déficit ! Même opinion que dans l'exemple précédent : c'est catastrophique. L'élément remarquable est que cette information est *revenue* sur les ondes en avril 2013, après quatre années de silence, alors que ledit déficit n'a pas vraiment cessé de se creuser, et qu'on nous avait tant répété cette « information ». Pourquoi, sur cette réalité récurrente, ce silence de quatre ans et pour quelle raison tout à coup son retour ? C'est qu'en avril 2013, le gouvernement a décidé une politique de réduction des déficits publics et que la classe politico-médiatique, à quelques exceptions près -peu audibles- ne jure que par sa nécessité. Et comme les leviers sont limités, la Sécu se retrouve à nouveau dans le collimateur. Est-ce si grave, ce déficit ? A-t-on une idée de ce que représente la Sécu dans le budget de l'Etat, et de ce que produira la réduction de son déficit dans celle de la dette publique globale ? A supposer qu'il soit judicieux de vouloir la réduire de manière drastique alors que parallèlement, « on » nous annonce que le Japon laisse courir la sienne (240% du PIB contre 90% pour la France).

Et pourquoi ce silence à propos de ce « trou » dans la période précédente. Dans cette période où la crise a semblé prendre au dépourvu tant les milieux dirigeants que les milieux médiatiques, souvenons-nous d'une avalanche de « chiffres » annoncés tour à tour dans les médias au gré des secousses de la tourmente, des faillites et des aides aux banques ainsi qu'aux états ; chiffres souvent incompréhensibles pour le profane, mais en milliers de milliards... Alors le « trou » de la Sécu était bien petit au regard de ceux-là.

Ajoutons par perfidie que le plus sot des citoyens aurait pu rapprocher son montant de celui d'un certain « cadeau fiscal » à peu près du même montant, ou encore celui des dividendes redistribués, même en ces temps de crise, aux actionnaires de grandes entreprises.

Donnée isolée, sens implicite orienté, opportunité par rapport au contexte, répétition. Les rapprochements sont laissés à la charge de l'auditeur.

90% du PIB (Produit Intérieur Brut)

Il s'agit d'un rapport exprimé en pourcentage, mais cela sonne comme un nombre si on connaît le montant du PIB (environ 2000 Milliards € pour la France). Il est difficile pour un non économiste de se représenter ce qu'est un PIB ; il n'empêche que l'expression revient régulièrement sur les « ondes ». Fin 2012, nous apprenons que le déficit public d'un état ne doit pas dépasser 90% de son PIB sous peine de faillite. L'argument vient du FMI (Fond Monétaire International) et nous est répercuté pour justifier les politiques d'austérité pour réduire les dettes publiques. Nous comprenons qu'il y a un élément scientifique valable au moins dans le modèle économique-financier qui prévaut. Quelques temps plus tard, nous apprenons par hasard ou parce que nous sommes curieux, que cette « norme » est en fait le résultat d'un calcul erroné. Un chercheur du laboratoire américain qui en était la source l'ayant découvert et révélé. Outre que cette nouvelle information n'a été qu'à peine ébruitée dans nos médias (Laurent Joffrin la signale, sans plus, fin mai, dans un éditorial du *Nouvel Observateur* où il fustige ceux qu'il appelle les adeptes de la théorie du complot au rang desquels il place ceux qui doutent de la pertinence des politiques économiques et financières adoptées en Europe !), il n'y a pas eu de changement dans les orientations prises en Europe, en France et tout l'Occident. Les émetteurs se contentent de ne plus employer un argument qui a fonctionné comme une simple caution scientifique ad hoc pour les décisions prises en fonction d'autres considérations.

Neuf cent mille nouveaux foyers imposables en 2013

C'est bien la preuve d'une augmentation insupportable de la pression fiscale ! Ce serait un effet du gel des barèmes. Certains présentateurs (radio et télé) rajouteront le montant de l'impôt que devront payer ces familles : au pire quelques dizaines d'euros puisqu'il s'agit de foyers qui étaient exonérés l'année précédente. L'argument fonctionne parfaitement en exploitant la colère de ces nouveaux contribuables dont une partie deviendra complice des foyers aux gros revenus pour s'opposer à l'impôt.

Or, si les médias se plaisent à donner des exemples du montant de l'impôt pour des revenus modestes voire moyens, jamais un média ne prend pour exemple un gros ou un très gros revenu ! En avez-vous entendu ou lu au cours de la tempête provoquée par la promesse d'une tranche à 75% ? Alors faisons le calcul : pour un revenu salarial annuel brut de un million d'euros le montant est d'environ 350 000 € pour un foyer sans enfant, c'est-à-dire qu'il

reste 650 000€ pour vivre ! Le taux d'imposition ne dépasse donc jamais 35% du revenu ! Et quel serait l'impact d'une tranche à 75% à ce revenu de plus d'un million d'euros : il faudrait ajouter uniquement 75% *du dépassement* de ce million d'euros. Rappelons ici que 50% des foyers français ont un revenu annuel inférieur à 9000 €, donc trop faible pour être imposé (sauf peut-être quelques euros en 2013 pour les neuf cent mille dont nous avons parlé...)

Cette plainte abondamment relayée par l'ensemble des médias au nom des foyers aux revenus les plus confortables, ne serait même pas justifiable par les calculs !

Or chacun peut constater en sondant son entourage que rares sont les contribuables qui savent calculer leur impôt et que nombreux sont ceux qui pensent qu'une personne paye beaucoup plus d'impôt en changeant de tranche. De même l'idée qu'être « imposable à 75% » ce serait donner 75% de ses revenus au fisc est souvent répandue ! D'ailleurs, le document d'accompagnement 2013 contient cette phrase qui entretient l'ambiguïté : *« Le barème (...) de 2011(...) est reconduit (...). Toutefois une tranche supplémentaire est créée : les revenus dépassant 150 000€ par part sont imposés au taux de 45% »*. L'interprétation selon laquelle l'impôt est dans ce cas de 45% de la totalité du revenu est une lecture possible de la phrase alors qu'il n'est de 45% que sur le surplus de revenu au-delà des 150 000 (45% de 10 000€ pour un revenu de 160 000€...).

Pour ceux qui accèdent à la procédure de calcul de l'impôt sur le revenu, impôt progressif par tranche, celle-ci est rendue obscure par la forme qui lui est donnée dans le traditionnel formulaire de calcul sur papier. Le calcul automatisé après déclaration en ligne, la rend définitivement transparente (c'est-à-dire opaque).

Dans cet exemple de l'impôt sur le revenu, les récents messages qui ont concerné les neuf cent mille « bas revenus », comme ceux qui se sont intéressés aux plus hauts menacés d'une tranche à 75%, exploitent cette méconnaissance d'un large public pour la mettre au service d'une opposition aux impôts, c'est-à-dire au financement public.

Les indices d'une possible manipulation sont ici encore le recours à des chiffres isolés (valeurs ou taux) avec, en plus, l'évocation de procédures de calcul que le citoyen maîtrise peu ou pas du tout qui sont censées produire l'effet annoncé.

Il faut pour les mêmes raisons prendre avec précaution les interprétations qui accompagnent la diffusion de nombreux indices et décomptes économiques, financiers, sociaux, dont les procédures d'obtention nous échappent.

Du mauvais usage des « indices statistiques » : la moyenne, la médiane et les autres ?

Dans une interview au 13h de France Inter, le 16 avril, le député René Dozière, auteur de *l'Etat au régime*, déclare : « *Le patrimoine moyen des français est de 150 000€ ; cela veut dire que 50% des français ont plus et 50% ont moins* ». C'est sans doute un lapsus, car cette définition correspond à la médiane de même que la somme de 150 000€, et non pas à la moyenne qui est de 259 000€. Ce n'était donc pas très adroit pour un homme qui voulait dénoncer l'accroissement des inégalités ! Car cette confusion des termes altère considérablement la signification du message. En effet, si peu de citoyens connaissent la médiane, la moyenne est en revanche familière. Depuis l'école, chacun sait ce que signifie « avoir la moyenne ».

Avec 150 000€, 50% des français pourront se croire dans la moyenne avec tous les réflexes que cela peut produire (cf. Être un « français moyen »...) Avec 259 000€, la réalité est bien différente car il n'y a plus que 12% des français qui « ont la moyenne ». La présentation conjointe des deux indicateurs, médiane et moyenne, permet de comprendre qu'il y a une population riche en effectif restreint, mais il faut au minimum ajouter l'étendue de la répartition (en l'occurrence le maximum). Pour approcher la réalité avec la valeur médiane il faudrait préciser que les 50% qui ont plus que la médiane détiennent 92% de la richesse totale ! Et avec les déciles on peut apercevoir une autre réalité : 10% des plus riches détiennent près de 50% de la richesse nationale !

Ces informations sont issues d'un rapport de l'INSEE publié fin 2012 où elles sont abondamment détaillées. Lors de la publication, les médias ont pour la plupart titré sur le patrimoine médian, et plus rarement sur le patrimoine moyen (sans doute parce que ces indicateurs figurent dans l'introduction de la synthèse que l'INSEE fait de son étude et que les médias s'en contentent) Quoiqu'il en soit, ils n'ont pas souvent fait état des autres indicateurs.

Le magazine *Challenge* est allé plus loin dans le détail et a révélé que cinquante familles détiennent à elles seules 10% de la richesse nationale, évaluée à 3400 milliards d'euros.

Cette étude de *Challenge* révèle aussi que cette richesse des cinq cents familles s'est accrue en un an de 25% grâce aux effets positifs de la crise sur les valeurs boursières et immobilières que ces familles possèdent !

Remarquez (perfidement) que 25% de 10% de la richesse nationale en un an seulement, c'est plus que les déficits projetés des caisses de retraite et de la Sécurité sociale réunies d'ici à 2020 ! Des chiffres qui ne « disent rien » quand ils sont isolés mais qui peuvent se mettre à parler quand nous les rapprochons

Nous ne pouvons pas dire que les données utiles n'existent pas mais il faut souvent aller les chercher, confronter et mettre en relation diverses sources pour construire sa propre idée, sans se contenter de ce que les journalistes nous délivrent dans les flashes. Notez que la plupart des sources de données, statistiques, études et rapports d'organismes officiels sérieux dont les médias extraient leurs « chiffres », sont maintenant disponibles sur internet.

Des raisonnements qui nous embrument

Aux « chiffres » et aux outils mathématiques de base utilisés de manière douteuse, il faut ajouter les raisonnements fallacieux.

Deux exemples à quelques jours d'intervalle, relevés au cours du 20h de France2, où David Pujadas confie régulièrement à François Lenglet le soin d'apporter une expertise...

Premier exemple (le 20h de France2, le 3 juin) David Pujadas annonce que l'opposition est hostile à la politique familiale du gouvernement, la jugeant dissuasive pour la natalité. Il fait alors appel à François Lenglet pour éclairer le lien entre elles. Ce dernier présente tour à tour un graphique représentant la part des budgets consacrés à l'aide familiale par certains pays d'Europe, puis un autre graphique représentant le taux de natalité dans ces mêmes pays. Sur les deux graphiques, les pays sont rangés -à peu près- dans le même ordre, la France en tête, la Grèce en queue de liste. François Lenglet affirme alors que les deux graphiques sont en corrélation pour en conclure que l'aide familiale favorise bien la natalité !

Or, non seulement il y a plus une « concomitance » qu'une « corrélation » dont le calcul ne paraît guère possible, mais plus grave, une corrélation ou une concomitance ne signifie pas qu'il y a entre les deux facteurs un lien de cause à effet. Il faudrait notamment garantir qu'aucun autre facteur n'a d'influence. Ici, les deux facteurs peuvent avoir une même cause, ce qui ex-

pliquerait leur concomitance. Dans cet exemple, la situation économique des pays pourrait expliquer à la fois la part de budget consacré à la famille, et le taux de natalité ! En fait l'argument est très insuffisant...

L'expertise de François Lenglet est à nouveau convoquée par David Pujadas quelques jours plus tard, cette fois pour réfuter l'argument selon lequel le recul de l'âge de la retraite entraînerait une augmentation du chômage des jeunes (ce qui résulte pourtant d'une opération arithmétique incontestable quand le nombre d'emplois reste stable et, à plus forte raison, s'il diminue !) François Lenglet exhibe de nouveau deux graphiques représentant pour les pays européens l'un l'âge moyen de départ en retraite et l'autre le taux de chômage des jeunes. Quelques pays dont l'âge de départ à la retraite est tardif ont un faible chômage des jeunes (l'Allemagne, la Finlande) ! Il fait donc observer que l'âge de la retraite et le chômage ne sont « pas corrélés ». Il conclut « on ne peut donc pas dire que le départ tardif à la retraite engendre le chômage des jeunes ! » Cette fois, David Pujadas sent bien que la conclusion dit autre chose que la pseudo-démonstration, et hasarde « il y a peut-être d'autres facteurs que l'âge tardif de la retraite qui expliquent le faible chômage en Allemagne ? ». « Et bien non ! » répond sèchement et simplement « l'expert ». Le journaliste passe alors au sujet suivant.

« L'expert » aurait pu tirer de cette observation que certains pays parviennent à maintenir à la fois l'emploi des jeunes et celui des seniors à retraite tardive, comme le montre abondamment pour l'Allemagne un article d'inspiration libérale bien documenté trouvé sur internet et qui ne se prive pas d'expliquer aussi que si l'Allemagne repousse l'âge de départ en retraite, c'est comme on le devine, pour ne pas avoir à en supporter le financement !

Dans de tels exemples, l'indice révélateur d'une possible manipulation est le caractère fallacieux du raisonnement, c'est-à-dire logiquement faux ou du moins lacunaire, mais il s'agit là d'un indice intrinsèque qui peut échapper à la vigilance. Il y a aussi un indice extrinsèque plus facile à détecter, c'est la « convocation » d'une expertise pseudo-scientifique ad hoc qui n'est qu'une flagrante imposture car un résultat scientifique n'est jamais présenté par un scientifique sans préciser -même succinctement- son cadre, sa méthode et ses limites, ou une référence pour compléter l'exposé si celui-ci est rendu partiel par les contraintes du médium. Et le pseudo-expert qui s'exprime dans les médias chargé de justifier l'injustifiable se reconnaît au fait qu'il ne prend pas de telles précautions.

Ainsi l'expertise faite de raisonnements erronés ou lacunaires joue le même rôle que le chiffre dont nous avons parlé ci-dessus : ériger en vérité ce qui n'est qu'une opinion. C'est la fonction d'oracle, le simulacre d'une preuve. Et quand les médias en abusent, ils nous embrument. Chacun peut exercer sa vigilance, juger par lui-même de la fréquence des travers étudiés à partir de ces quelques exemples et trouver d'autres cas et de meilleurs indices.

Les exemples présentés ici relèvent tous du domaine socio-économique dans des aspects complexes où le citoyen est appelé à se prononcer alors qu'il lui manque les éléments nécessaires à cette compétence.

Il est donc important d'être outillé et attentif, non pas sur tous les sujets, car c'est impossible, mais pour avoir la capacité de distinguer -quel que soit le sujet- derrière « l'emballage médiatique » ce qui relève de la connaissance avérée de ce qui relève de l'opinion.

L'école a la charge de « développer l'esprit critique ». Les enseignements des mathématiques, des sciences et de la technologie ont pour charge particulière de fournir des outils à la pensée, les moyens du calcul bien sûr, mais aussi les critères de « validité » qui sont différents selon les domaines. Ils ont aussi en charge d'éveiller à la complexité des phénomènes « réels », à la mise en relation, à l'approche plurielle. Ce n'est pas nouveau, mais l'actuel « socle commun de connaissances et compétences » valorise de manière explicite ces dimensions de l'enseignement quand un résultat des évaluations tant nationales qu'internationales pointent sur ce sujet une faiblesse de notre enseignement jusqu'à l'adolescence (selon ce résultat, seuls nos « très bons » élèves seraient « très bons » en esprit critique, mais ils ne seraient pas « très nombreux »).

Suggérons donc, pour conclure, d'être particulièrement vigilant à l'égard de ce que nous disent les médias dans ces autres domaines où des exemples analogues auraient pu être développés ici :

- celui des résultats de notre système éducatif, de l'usage médiatique des études françaises et internationales, du classement des établissements scolaires, ceux de la violence scolaire et tout ce qui concerne les professeurs, leurs conditions de travail, leurs salaires...
- celui de l'environnement, du climat et de ses conséquences...

Pierre MIELE

Références téléchargeables

Sur les retraites

11^{ème} rapport du Conseil d'Orientation des retraites (COR) – décembre 2012

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1995.pdf>

12^{ème} rapport du Conseil d'Orientation des retraites (COR) – janvier 2013

<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-1993.pdf>

A propos de la Relation entre âge de départ en retraite et chômage en Allemagne

Une étude d' « Analyse libérale » du 15 octobre 2010

<http://economie-analyses-actualites-opinions.over-blog.com/article-augmenter-l-age-des-retraites-va-t-il-augmenter-le-chomage-58989276.html>

A propos de la norme « 90% du PIB »

<http://www.ofce.sciences-po.fr/clair&net/clair&net-85.htm>, juin 2011 une note de Sciences Po qui émet des doutes...

Sur les impôts

Pour faire les calculs : <http://www.service-public.fr/actualites/00441.html>

90000 nouveaux contribuables : une explication dans

<http://www.365euros.com/index.php/2013/07/15/451-impots-sur-le-revenu-900-000-contribuables-en-2012>

Explications dans, par exemple :

<http://www.forum-politique.org/economie/pourquoi-nombre-contribuables-augmente-t120281.html>

La plainte des riches... au Québec <http://www.csq.qc.net/dossiers/mythes-et-realites.html>

Sur le patrimoine des français

Définition de l'INSEE : *Le patrimoine est généralement défini comme l'ensemble des avoirs accumulés permettant à une personne ou à un ménage de disposer de ressources futures. L'enquête Patrimoine 2010 (source) permet d'appréhender une large partie des composantes du patrimoine des ménages : elle décrit de manière détaillée leurs actifs financiers, immobiliers et professionnels ; elle offre également une évaluation de leurs emprunts et permet d'estimer la valeur des biens durables, bijoux, œuvres d'art... qu'ils détiennent.*

Le total national est évalué à 2 400 milliard €

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1380/ip1380.pdf>

http://www.liberation.fr/economie/2013/04/15/patrimoine-des-francais-des-inegalites-en-hausse_896311

Classement 2012 des plus grandes fortunes - Challenges

<http://www.challenges.fr/classements/fortune/fortune.html>

II.3. LA FALSIFICATION SCIENTIFIQUE : La propagande du créationnisme

Dans nos réflexions et nos débats sur le pouvoir de l'image, ou la reconnaissance de l'autre, j'avais mis en avant les particularités du fonctionnement de notre cortex cérébral, et montré que toute information réceptionnée par nos sens, que ce soit la vision, l'ouïe, l'odorat, passait dans des grilles d'interprétation qui dépendaient de notre personnalité, notre système de valeurs, nos normes et motivations et surtout, de notre éducation et de nos connaissances.

Deux mille ans avant nous, un célèbre visionnaire nommé Cicéron ne déclarait-il pas :

« Les yeux sont les fenêtres de l'âme ».

La manipulation semble inhérente à l'information, car cette faculté de manipuler va trouver dans cette physiologie de décryptage, ses raisons d'exister et de prospérer : en effet, il sera plus aisé de faire appel aux émotions et aux sentiments, plutôt qu'au raisonnement, pour orienter les réactions de l'opinion à une information.

Les exemples de manipulation dans les différents domaines, scientifique, politique, historique, religieux, sont légion ; actuellement, une manipulation pernicieuse s'installe, elle profite du désengagement de notre république laïque, qui n'impose plus la séparation public-privé, culturel-cultuel, je veux parler du *créationnisme* et de son avatar, le *dessein intelligent*.

Cette manipulation ne serait pas si grave, si elle n'avait pas des répercussions politiques très dangereuses ; en effet, cette information prétendument scientifique, qui prône l'existence d'un créateur-concepteur, va faire considérer comme déviants des comportements comme la contraception, l'avortement, l'homosexualité, l'euthanasie, et on en voit l'exemple actuellement, avec les tribulations législatives du mariage pour tous et l'adoption homoparentale.

Il y a quatre siècles, on l'a oublié, la théorie héliocentrique du système solaire a été contrée par les mêmes défenseurs d'un créateur-concepteur, et Copernic, puis Galilée furent mis à l'index ; cette théorie, comme la théorie darwinienne de l'évolution, ont depuis été adoptées par l'ensemble de la communauté scientifique, avec quelques soubresauts, comme en 1962, avec un « monitum » du Saint Siège, déclarant dangereux les ouvrages du Père Teilhard de Chardin et de ses disciples, grands évolutionnistes.

Avec le pontificat de Jean Paul II, et depuis 1996, une lecture fondamentaliste de la Bible est refusée par la majorité des églises chrétiennes, hormis les églises évangéliques qui rejettent toutes sciences et techniques susceptibles d'apporter des éléments corroborant l'idée d'une évolution de la vie sur plusieurs milliards d'années. Il se dégage, depuis, et c'est un mieux pour tous, une lecture herméneutique, c'est à dire interprétative, de tous les textes sacrés.

Mais voilà que la frange intégriste d'une autre religion monothéiste manipule l'information : début 2007, de nombreux lycées, collèges, universités européennes, reçoivent, sans l'avoir demandé, un luxueux ouvrage illustré, « l'Atlas de la Création », édité et imprimé en Turquie; son auteur, Adnan Oktar, dirige une association dont le principal objet est de promouvoir le Coran ; il prétend démontrer dans ce livre, que l'Evolution n'est pas une doctrine scientifique, mais de la propagande antireligieuse.

Le Conseil de l'Europe, en juin 2007, sonne l'alarme, dans un rapport sur les dangers du Créationnisme dans l'éducation ; quatre mois plus tard, une résolution est adoptée et les 47 membres de l'Union Européenne sont invités à s'opposer fermement à l'enseignement du créationnisme comme pseudo-théorie scientifique.

En novembre 2008, le ministère de l'Education Nationale, le Collège de France, la Cité des Sciences et de l'Industrie débattent avec des philosophes, professeurs, inspecteurs de collèges et de lycées, chercheurs en sciences de l'évolution sur les difficultés croissantes à enseigner la théorie de l'évolution; dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique (à signaler un musée du Créationnisme aux Etats Unis), on assiste à une opposition de plus en plus marquée à l'enseignement de l'Evolution.

Devant les difficultés qu'avait le Créationnisme à apporter des preuves tangibles à une création du monde ne datant plus de huit mille ans, n'hésitant pas à affirmer, entre autres que l'homme avait côtoyé les dinosaures, son avatar, le « dessein intelligent », est une manipulation encore plus pernicieuse de l'information scientifique. Les instigateurs de cette manipulation ne remettent pas en cause les phases évolutives de la vie depuis trois milliards cinq cent millions d'années, mais ils jugent que la complexité de ce phénomène ne peut être le fait que d'un concepteur intelligent qui en serait responsable, et non pas grâce à un processus non dirigé, fait de hasard et de nécessité, comme l'a si bien expliqué notre prix Nobel, J.Monod. L'homme s'est toujours posé des problèmes existentiels, et il accepte difficilement les découvertes scientifiques qui mettent à mal l'anthropocentrisme ; toutes les

religions sont là, pour satisfaire cette prétention, et défendent même la réalité d'un anthropomorphisme.

Autant il était facile de s'opposer au Créationnisme, tant il y avait de preuves allant à son encontre, autant il sera difficile de s'opposer à son avatar ; malgré cela, je vous donne un exemple anatomo-embryologique qui met à mal l'intelligence de ce concepteur : le nerf récurrent ou laryngé inférieur.

Le nerf récurrent droit se détache, chez l'homme, du nerf pneumogastrique et rejoint directement le larynx ; le nerf récurrent gauche, lui, descend et va contourner la crosse aortique, pour remonter ensuite jusqu'au larynx, faisant un détour de plusieurs centimètres... il va faire un détour de plus de cinq mètres dans le cou de la girafe !

Un concepteur intelligent qui se respecte, aurait donné la même longueur de trajet aux nerfs récurrent droit et gauche pour gagner le larynx ; ce détour de quelques centimètres du nerf récurrent gauche chez l'homme, de plusieurs mètres chez la girafe, est conforme à ce que l'on attend de l'évolution par la sélection naturelle, mais n'est pas du tout ce que l'on attend d'un concepteur intelligent, quel qu'il soit.

L'embryologie des fœtus de l'homme et de la girafe donne une explication limpide de cette anomalie anatomique, car au fur et à mesure de l'évolution, nerfs et vaisseaux sanguins se sont tirés et étirés dans des directions semblant les plus farfelues, mais justifiées phylogénétiquement.

D'autres exemples pourraient être cités, tel le Vas déférens, mais ces imperfections dont le corps humain regorge, qui vont à l'encontre de ce qu'aurait pu concevoir un concepteur intelligent, s'expliquent aisément par la sélection darwinienne. Les pathologies qui affectent, par exemple, notre colonne vertébrale ou nos sinus de la face, n'existeraient pas si nous avions conservé la quadrupédie... le passage à la bipédie n'a pas eu que du bon ! Cette pénétration de l'espace public par le Créationnisme et son avatar démontre que notre école publique laïque n'a plus l'exigence d'enseigner des connaissances universelles générant des individus dotés d'une raison et d'une culture commune leur permettant de différencier science et conscience. Les consciences non laïques se multiplient, et dernièrement, jusqu'au plus haut sommet de l'Etat, où il fut déclaré que hors la croyance religieuse, il n'y a point de spiritualité, d'espérance, de morale, point de ciment social.

Jacques BERNARD

Biographie : « *Le plus grand spectacle du monde* ». Richard DAWKINS.

II.4. LA DESINFORMATION : La propagation des idées fausses

Mon propos est de montrer que la télévision est un médium d'information des plus suspect et ce pour deux raisons principales : c'est le médium de l'instantanéité de l'information, ce n'est pas celui de la réflexion ; c'est aussi le médium de l'affectif, de l'émotionnel, ce n'est pas celui de l'analyse, de l'approfondissement.

Je voudrai donc inciter nos lecteurs, quand le sujet les intéresse ou les dérange à aller plus loin, à confronter l'information reçue avec leur expérience et leur recherche.

II.4.1. Quelques considérations générales, histoire d'enfoncer des portes ouvertes.

Le moyen d'information numéro un des Français est la télévision. Vous allez me dire mais il y a aussi les journaux, les quotidiens ! Oui, certes, et je ne vais pas me lancer dans les lamentations habituelles sur la raréfaction des lecteurs et donc des ventes et donc de la rentabilité mais j'ai interrogé autour de moi, non pas la ménagère de cinquante ans, mais ce que l'on appelle les Français de base, ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures ni même secondaires, les « Français d'en bas » selon l'expression d'un homme politique célèbre, et qui constitue la majorité, la très grande majorité de nos concitoyens, tous ceux qui produisent, entretiennent, gèrent à la base, bref tous ceux qui permettent par leur travail, quand ils en ont, à notre pays de continuer à fonctionner vaille que vaille. Ceux que je rencontre sur la place de mon village ou des villages voisins, sur les marchés et avec qui je « bois le coup » au café du coin. Évidemment, je n'ai pas les moyens d'un institut de sondage mais, comme on dit dans le jargon des soi-disant spécialistes, je crois que mon échantillon est caractéristique d'une certaine France profonde.

Eh bien oui le citoyen de base achète un quotidien, dans notre région « La Montagne » mais est-ce qu'il le lit ? Ou plus exactement qu'est-ce qu'il lit dans son journal ? Évidemment les gros titres, les nouvelles de son environnement proche, commune, canton : la rubrique nécrologique, pour certains les articles intéressant leur profession, pour d'autres la page des sports rarement l'éditorial et encore plus rarement les articles dits de fond. Alors, comment se tiennent-ils informés ? Essentiellement par le journal télévisé avec une préférence pour TF1 et le journal régional de Fr3. Et c'est là que le bât me blesse, car la télévision est pour moi le pire des moyens d'information ; non seulement, comme l'a écrit Mac Luhan, elle véhicule « une culture pat-

chwork » mais en fait, elle ne cherche pas à informer, elle se contente de rapporter en favorisant le spectaculaire et en cherchant l'émotionnel. Et ce faisant, elle pratique le non-dit, désinforme en ne donnant qu'une partie de l'information, en tronquant l'analyse. Ainsi elle manipule, parfois involontairement et aussi, souvent volontairement, l'opinion.

Vous allez me dire : « Mais il y a internet ! » Oui il y a internet. Internet devait être l'instrument de la démocratie, de la libération de l'individu face aux médias manipulés par « le Pouvoir ». Mais, si cela reste en partie vrai, internet a, comme toutes les créations de l'homme, son côté obscur ; comme Janus il a une double face, il véhicule le meilleur et le pire. Les forces des dictatures, de l'obscurantisme s'en sont emparées avec des moyens plus efficaces et plus puissants que le citoyen lambda lequel d'ailleurs, à l'exception des plus jeunes, n'utilise pas ou peu internet comme moyen d'information.

J'ai eu, pour traiter l'exemple ci-dessous, beaucoup de mal à trouver l'information que je cherchais.

II.4.2. Un exemple récent à l'appui de mon propos.

Ce que j'ai pu voir sur les chaînes de grandes diffusions

Comme beaucoup, j'ai été « interpellé », soyons moderne et utilisons le jargon médiatique à la mode, par « l'affaire Baby-loup ».

Rappelons brièvement les faits :

- une employée d'une garderie privée décide de porter le tchador et refuse de l'enlever pendant son travail avec les enfants ;
- la direction s'appuyant sur le règlement intérieur qui exige de ses employés « une obligation de neutralité philosophique, politique et confessionnelle » et devant le refus réitéré de son employée d'obtempérer l'a congédiée pour « faute grave » ;
- celle-ci a fait appel de ce jugement et a perdu aux prud'hommes et en appel. Elle s'est alors pourvue en cassation et là, la Cour de Cassation, lui a donné raison ;
- les défenseurs de la laïcité, Ministre de l'Intérieur en tête, se sont indignés de « ce mauvais coup porté à la laïcité » ;
- puis, la mise en examen de l'ancien Président de la République oblige, on est passé à autre chose laissant là en plan le téléphage de base sans qu'il soit vraiment informé.

Ce que j'aurais aimé y trouver

Aucun commentateur ne m'a rappelé, aux heures de grande écoute, que la Cour de Cassation ne jugeait pas sur le fond mais uniquement sur la forme. Il aurait été utile d'expliquer que cela signifiait que son jugement se fonde sur l'application de la loi, qu'elle dit si celle-ci a bien été respectée et qu'il n'en a pas été fait une interprétation abusive.

Aucune explication sur les motifs de la cassation.

Mes recherches

Ceci posé, pour satisfaire ma curiosité, j'ai cherché sur internet les arguments de chacun ; pour résumer, on peut les regrouper autour de deux grandes idées :

- Cette crèche privée remplit une action de service public puisqu'elle supplée à une défaillance de l'Éducation Nationale et de la Municipalité qui d'ailleurs la subventionne. Elle relève donc de la loi du 15 mars 2004 ;
- ou au contraire cette école est privée elle relève donc du Code du Travail.

La cour de Cassation a tranché, à mon avis avec raison, en faveur de la deuxième thèse : « *s'agissant d'une crèche privée qui ne peut dès lors **en dépit de la mission d'intérêt général** être considérée comme une personne privée gérant un service public.* » Elle dit donc que le règlement intérieur d'une entreprise privée ne peut promouvoir la laïcité.

Certains s'en offusqueront mais la loi sur la laïcité du 15 mars 2004 précise nettement dans son article L 14 5-1 le champ d'application de la loi : « ***Dans les écoles, les collèges et les lycées publics le port de signes ou tenues... (qui)... manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.*** »

Rappelons par ailleurs que les garderies et même les classes maternelles ne font pas partie de l'obligation scolaire.

La Cour de Cassation, par sa conclusion, rappelle que « *le principe de laïcité instauré par l'article 1^{er} de la Constitution n'est pas applicable aux salariés des employeurs de droit privé qui ne gèrent pas un service public. Le principe de laïcité ne peut dès lors être invoqué pour priver ces salariés de la protection que leur assurent les dispositions du Code du Travail.* »

Rappelons également que la Cour de Cassation a, à plusieurs reprises, tranché dans le même sens jugeant par exemple que « *le caractère propre* » de

l'Enseignement Privé » ne permettait pas de déroger au code du travail. (Cas d'employés licenciés suite à un divorce par exemple).

Conclusion : Y a-t-il eu manipulation ?

Oui, si je me réfère aux propos du Ministre de l'Intérieur.

Oui, si l'on pense que les chaînes télévisées du service public auraient dû donner une information plus complète sur la question et ce, « en prime time » (excusez-moi de tomber dans le jargon du franglais cher à nos présentateurs, à une heure de grande écoute).

Alors, oui je pense qu'il y a eu manipulation par omission.

Mais alors la question se pose : Est-ce volontaire ou inhérent à ce média et à la manière dont on s'en sert : impératif d'horaire, de durée, de rentabilité et surtout au nom du sacro-saint **indice d'écoute**?

Et là, j'en reviens à l'aphorisme de ce cher Mac Luhan : « *le média c'est le message* » mais cela n'excuse pas tout.

II.4.3. Un Exemple de désinformation

Je voudrais apporter dans cette contribution quelques témoignages sur l'une des questions les plus controversées de notre époque et par là même une des plus sujette à **manipulation** et **contre-vérité** : Celle de notre relation avec l'Islam et la vision qui nous en est donnée à travers le prisme déformant des médias.

PREMIER TEMOIGNAGE

Joris Luyendijk est un journaliste hollandais qui après cinq années passées entre l'Égypte, le Soudan, le Liban, la Jordanie, Jérusalem et l'Irak a publié un livre intitulé « *Des Hommes comme les autres* » dans lequel il nous relate la difficulté et la complexité du travail de journaliste pour raconter sans distorsion non seulement les événements mais aussi la vie quotidienne des habitants de ces pays.

« Car en dépit de ses efforts ses articles ne font que renforcer les stéréotypes véhiculés en Europe sur le monde arabe. » (Abdou Marc Mentre)

« Non seulement mes articles ne reflétaient pas mes expériences positives du monde arabe ; mais je contribuais même

à répandre l'image d'Arabes sinistres, dangereux et bizarres. L'organisation des actualités fait que j'écrivais sur « des hommes en colère » qui brûlaient des drapeaux et scandaient des slogans, mais je ne disposais pas d'espace pour y ajouter ce qui se déroulait hors champ... » (Manipulation par omission)

Mais, il se trouve également confronté à ce qu'il appelle « l'usage asymétrique des mots » et que l'on pourrait nommer variation du champ sémantique ou **langage partisan** et il nous en donne des exemples :

- « Les musulmans qui fondent leur conviction politique sur la foi sont « fondamentalistes » mais un candidat à la présidence des États-Unis qui prend une position similaire par rapport à sa religion est appelé « évangélique » ou « profondément croyant » par les médias occidentaux. Et s'il gagne les élections et devient président, personne ne dit que le christianisme « avance » mais les commentateurs occidentaux écrivent que « l'islam est en marche » quand les musulmans qui tirent leur inspiration du Coran ont du succès.

- « Si un leader musulman entre en conflit avec un gouvernement occidental il est « antioccidental ». En revanche, les gouvernements occidentaux ne sont jamais « anti-arabes ».

- « Le Hamas est « anti-Israéliens » mais les colons juifs ne sont pas « anti-palestiniens »

- « Les Palestiniens qui commettent des violences contre les civils israéliens sont des « terroristes », les Israéliens qui commettent des violences contre les civils palestiniens sont des « faucons » ou des « intransigeants ».

- « Les politiques israéliens qui recherchent des solutions excluant la violence sont des « colombes », leurs équivalents palestiniens sont, en revanche, des « modérés », ce qui implique que tous les (autres) palestiniens sont des fanatiques. ».

Ces citations de Luyendijk, nous montrent que les médias, sous une apparence d'impartialité, par l'usage différencié des champs sémantiques, nous

manipulent et ce, pas toujours avec des motivations idéologiques ou politiques mais le plus souvent financières en recherchant les « scoops » et le succès commercial, en flattant ce qu'ils croient être l'opinion du plus grand nombre.

La suite de mon propos va confirmer cette appréciation.

DEUXIEME TEMOIGNAGE

L'islam imaginaire: « La construction médiatique de l'islamophobie en France » de Thomas Deltombe.

L'auteur a analysé des centaines de programmes, principalement les journaux télévisés de 20 heures des deux premières chaînes nationales de 1975 à 2004.

Il y a deux raisons à ce choix : la constance du format et l'audimat important.

Thomas Deltombe distingue **trois étapes dans la construction de ce qu'il appelle « l'islam imaginaire »**.

La première étape : De 1970 à la fin des années 80 deux phénomènes :

- la crise pétrolière et la révolution iranienne qui se fait au nom de la religion avec l'ayatollah Khomeiny
- la sédentarisation des immigrés d'Afrique du Nord.

Ils sont présentés comme « le retour de l'islam ». Les médias veulent faire croire que cet islam est incompatible avec la société française, l'immigration devient un « problème » ; la télévision sépare les « Français » des « Étrangers » ; certains médias vont même jusqu'à assimiler les « travailleurs étrangers » à des « khomeynistes ». (Chapitre 1 & 2)

A partir de 1989, les discours hostiles à l'islam deviennent « acceptables » et l'islam « *passé à la télévision, de sujet périphérique... à un sujet central qui vient se loger au cœur de la société française* » : La France risque d'être « étouffée » par la religion musulmane (chapitre 3) ; La « communauté musulmane » est systématiquement stigmatisée et présentée comme un bloc homogène de 4 millions, voire de 5 millions d'adeptes. (Chapitre 4 & 5)

La deuxième étape : C'est celle des années 1990.

Elle est caractérisée par la constitution d'un « islam de France »

- « une nouvelle bipolarité commence à éclore sur les écrans de télévision : celle qui opposerait l'islam à l'occident »

- Saddam Hussein et surtout l'islamisme algérien remplacent avantageusement Khomeiny comme ennemi de la France.
- La télévision est face à un dilemme, donner une image apaisante de « l'islam en France », guerre du golf oblige, mais aussi satisfaire l'audimat par la présentation des musulmans sous les traits caricaturaux des « jeunes de banlieues » (Chapitre 6 & 7).

Alors qu'il apparaît de plus en plus évident que la religion musulmane est devenue une réalité française, la télévision oppose le « monde musulman » et le « monde occidental » et en parallèle, elle découpe « la communauté musulmane » en deux pôles : les modérés et les islamistes. Or, cette grille de lecture est entièrement artificielle et ne reflète ni la singularité, ni la diversité de ces Français qu'on a improprement affublés du vocable de musulmans.

Puis, vint la « deuxième guerre d'Algérie » : « C'est le temps des manipulations, des amalgames et bientôt des attentats » du terrorisme « islamique » ou « islamiste » où les chaînes enjoignent aux téléspectateurs de « ne pas céder aux amalgames qu'elles-mêmes n'ont cessé d'entretenir » (chapitres 8 à 11).

La troisième étape : Elle débute avec les attentats du 11 septembre 2001, « chasse aux scoops oblige ... les dérapages médiatiques se multiplient (Chapitre 12).

« La République » devient le concept magique censé régler l'ensemble des problèmes sociaux ». Alors « Faut-il avoir peur de l'islam ? », s'inquiètent les journalistes de télévision ». Mais qui est cet ennemi invisible, « Tariq Ramadan ? Les Frères Musulmans ? Les imams salafistes ? Le voile islamique ? L'islam lui-même ? » On pourrait, après avoir vu les émissions diffusées ce mercredi 22 mai, *Printemps arabes la confiscation* et surtout *La Confrérie enquête sur les Frères musulmans*, ajouter le Koweït qui depuis quelques temps remplace dans le rôle du méchant banquier l'Arabie Saoudite.

« L'écran de télévision devient un champ de bataille symbolique... Des symboles pour esquisser la réalité ? » (Chapitres 13 à 15).

Thomas Deltombe nous invite ainsi « à ce voyage à travers trois décennies d'« islam télévisuel » en France, parfois comique, plus souvent inquiétant, voir révoltant... »

Après ce long résumé, il est évident que le propos de M. Deltombe n'était pas de traiter de la manipulation dans les médias mais de montrer comment, par un « glissement progressif, imperceptible mais constant, la télévision en était arrivée à créer ce qu'il nomme « l'islam imaginaire » c'est-à-dire, nous l'avons compris une présentation fallacieuse parce que parcellaire de l'islam.

Alors maintenant, il faut se poser la question fondamentale. Doit-on définir la manipulation médiatique comme la volonté délibérée de tromper ou alors cette manipulation n'est-elle pas, par une démarche plus pernicieuse et inhérente à la structure même du médium, involontaire ? Dans le premier cas elle serait, tout au moins dans les limites de l'étude de M. Deltombe, peu répandue ; il faut bien quand même faire de temps en temps confiance à « l'homme » ! Dans le deuxième cas, elle apparaît comme omniprésente. Et l'auteur nous met sur la piste des causes de cette supercherie quasi permanente qu'est l'information médiatique.

Rappelons au préalable le « mot » de Pierre Bourdieu sur la télévision : « *avec des mots ordinaires, on n'épate pas le bourgeois* », et il faudrait ajouter « *ni le peuple* ».

- Les « travailleurs étrangers » des années 70 sont devenus les « musulmans de France » ou les « Français musulmans » quand ils ont opté pour la nationalité française mais on ne parle pas de « Français catholiques », ni de « Français protestants », ni de « Français israéliques » encore moins de « Français agnostiques ou athées ».
- On nous parle de « l'islam de France » soit de 3 à 4, voire même quelques fois de 5 millions de personnes issues principalement de l'émigration d'Afrique du Nord comme s'ils étaient tous musulmans voire islamiques ou pire islamistes. J'ai personnellement des amis qui pratiquent un islam modéré et tolérant, d'autres qui tout en se disant musulmans ne pratiquent pas, d'autres enfin qui, comme moi, sont parfaitement athées et là je ne peux être qu'en accord avec Deltombe quand il s'insurge contre la présentation simpliste de ceux que l'on qualifie, quelque fois improprement, « d'arabes ».
- « Une médiatisation dictée par son contexte »
Rappelons-nous le mot d'André Malraux « *Par ailleurs le cinéma est une industrie* » et en parallèle, n'oublions pas que la télévision est une entreprise commerciale qui vit en grande partie de la publicité et

qui doit, pour pouvoir vendre ses « créneaux » au meilleur prix, faire de « l'audimat ». Alors, elle doit s'adapter au contexte, ne pas trop choquer son auditoire et lui fournir ce qu'il a envie d'entendre ou ce qu'il peut entendre sans avoir envie d'aller voir ailleurs pour qu'on lui fournisse la bouillie qu'il a envie d'avalier.

- En conséquence, les chaînes de grande diffusion doivent s'aligner sur celles qui pratiquent le mieux cette politique, doit-on dire, d'abêtissement du téléspectateur ou se contenter de parler de satisfaction au moindre prix.

Pour finir, pourquoi ne pas se rallier à cette idée, que Thomas Deltombe démontre méthodiquement tout au long de son livre, qu'il y a connivence entre le médiatique et le « politique », au sens étymologique du terme, dans la fabrication de cet islam ennemi imaginaire ?

Mais, il faut ajouter une restriction (et de taille !) à la démonstration de Deltombe, car, englué dans la masse de ses informations, il en arrive, sans nier leur existence, à minimiser la nocivité criminelle de certains groupes islamistes intégristes et alors, sa démonstration a été récupérée par ceux-ci pour répandre cette idée qu'ils ne présentent aucun danger pour notre démocratie laïque. Et là, nous avons à nouveau manipulation. Avec la complicité de l'auteur ? Je laisse à ses lecteurs le soin d'en décider mais cela n'enlève rien à la pertinence de son analyse.

LE TROISIEME TEMOIGNAGE

Il pourrait presque servir de conclusion à cette contribution.

« *L'Islam et l'Occident* » de Franco Rizzi, professeur d'histoire de l'Europe et la Méditerranée à l'Université de Rome.

Il imagine une conversation entre des personnages de religion et de culture musulmanes sur les malentendus qui se sont accumulés de part et d'autre à travers les siècles. Cet entretien se déroule à Alger dans les jardins d'un hôtel de luxe vraisemblablement l'El-Djazaïr (ex Saint Georges pour ceux qui connaissent cette ville).

Sans entrer dans le détail des opinions des invités de Rizzi, nous avons un panel qui nous montre la **complexité** du sujet traité et la **diversité des réactions** de chacun en fonction de son vécu et de sa lecture personnelle du Coran, loin des simplifications télévisuelles. C'est un exemple de la nécessité

pour chacun de nous, citoyen d'une démocratie, de ne pas accepter les « vérités » toutes faites, de les vérifier par nous-mêmes, et alors d'essayer d'approcher sinon **LA VERITE**, tout au moins la réalité des faits ; mais cela nécessite recherche et surtout distanciation, chacun ayant tendance à rechercher des preuves pour confirmer son opinion plutôt que de se confronter avec ce qui pourrait remettre en question ses à priori.

Alors il faut bien conclure :

Ce que je crois, et cette opinion n'engage que moi, c'est que notre société occidentale en laissant les musulmans seuls face au dilemme, « *Le coran est la solution à vos problèmes* » ou « *Ne vous inquiétez pas le marché va résoudre vos problèmes* », en refusant de voir ses contradictions, cette société, nous entraîne avec eux vers la catastrophe finale... Mais ceci, est une autre histoire et peut-être pure manipulation...?

Guy CAGNIANT

Bibliographie :

- **Pour comprendre les media. Les prolongements technologiques de l'homme.**
MAC-LUHAN. Bibliothèque Québécoise – Sciences Humaines 1993
- **Des hommes comme les autres : Correspondants au Moyen-Orient.** Joris Luyendjik, Antoine Sfeir, Gérard Tremplinne. Prix des Assises du Journalisme Ed. Nevicata Bruxelles 2010
- **L'islam imaginaire.** La construction médiatique de l'islamophobie en France. 1995-2005 Thomas Deltombe. Ed. La Découverte.
- **La nouvelle islamophobie.** Vincent Geisser. Ed. La Découverte.
- **L'islam et l'occident.** Franco Rizzi. Ed. Acte Sud 2012
- **Les cultures incertaines des jeunes issus de l'immigration maghrébine.**
Alain Bellegay. CNRS Ariège Lyon II.

Chapitre III : Pouvoir et dangers des médias

III.1. APPROCHE de l'INFLUENCE des MEDIAS à partir de l'ANALYSE de la COMMUNICATION INTERINDIVIDUELLE

Introduction

Comme tous les compagnons du Cercle Condorcet du Puy-de-Dôme, je me sens concerné par la question de la vérité et du mensonge inhérente aux informations de toute nature que chaque citoyen reçoit sans cesse, de gré ou de force. Nous en avons largement débattu.

Peu à peu, nous nous sommes centrés sur l'influence des médias, principaux vecteurs d'informations, et nous nous sommes interrogés :

- Sommes-nous soumis voire aliénés par ce que les médias nous donnent à savoir et à connaître?
- Cette influence est-elle aussi forte qu'on le prétend et en conséquence est-elle pernicieuse ?
- En d'autres termes, les médias nous manipulent-ils ?

A l'évidence ces questions intéressent un très large public puisque, ces derniers mois, la presse en a fait de nombreuses "unes" et a proposé à ses lecteurs d'importants dossiers. Les exemples frappants auxquels ces dossiers réfèrent concourent à affirmer que nous sommes effectivement sans cesse manipulés. Ces exemples ne sont d'ailleurs pas choisis par hasard ; ils sont plutôt au service des opinions et des points de vue des médias qui les abordent. En parcourant ces articles, j'ai le sentiment de me sentir plutôt orienté vers des constats. Les exemples judicieusement choisis servent plus à conforter nos croyances, nos engagements, nos idées personnelles, qu'à nous faire réfléchir.

Comme toutes les influences sociales, les manipulations peuvent être envisagées avec des approches différentes : philosophique certes mais aussi économique, politique, religieuse.

C'est l'aspect psychosociologique de la manipulation médiatique que je souhaite évoquer ci-après. Il correspond plus à mes connaissances et à mes intérêts. Je pense en effet qu'il est tout à fait pertinent de tenter de montrer comment cette prétendue "manipulation par les médias" est une forme d'interaction sociale qui obéit aux règles générales qui régissent toutes les relations interpersonnelles.

Ainsi, je fais l'hypothèse que c'est en s'interrogeant et en comprenant ce que sont les stratégies spécifiques que toute communication utilise et les effets qui en découlent, que nous pourrons mieux résister aux influences des médias sur nos idées et comportements personnels et ceux des autres.

En d'autres termes, il paraît évident que les médias nous influencent voire nous manipulent : en être conscient et mieux savoir comment et pourquoi, tel est l'objet de mon propos.

III.1.1. COMMUNICATION ET MANIPULATION

1. Généralités

Faut-il rappeler qu'on ne peut pas ne pas communiquer ?

Nous n'existons que par nos langages, qu'ils soient corporels, verbaux ou écrits. On peut affirmer que tout est langage et que celui-ci est consubstantiel de la nature humaine. En être privé d'accès ou le perdre met notre vie en péril. De ce fait, le langage a plusieurs fonctions concomitantes selon ses finalités ; il sert à nous construire par rapport à nous-mêmes, à ceux qui nous entourent et à ce qui nous entoure. Il obéit bien entendu à des règles, à des codes et à des grammaires, quel que soit le type de langage.

On peut donc dire que nous communiquons pour nous signifier comme sujet par rapport à d'autres et donc pour entrer en relation avec d'autres. Les relations, véritables champs de forces interindividuelles, nous aident à nous former, à nous informer, à nous influencer.

Les nombreux travaux expérimentaux sur l'influence sociale démontrent leur importance et comment, souvent à notre insu, nous en sommes le produit.

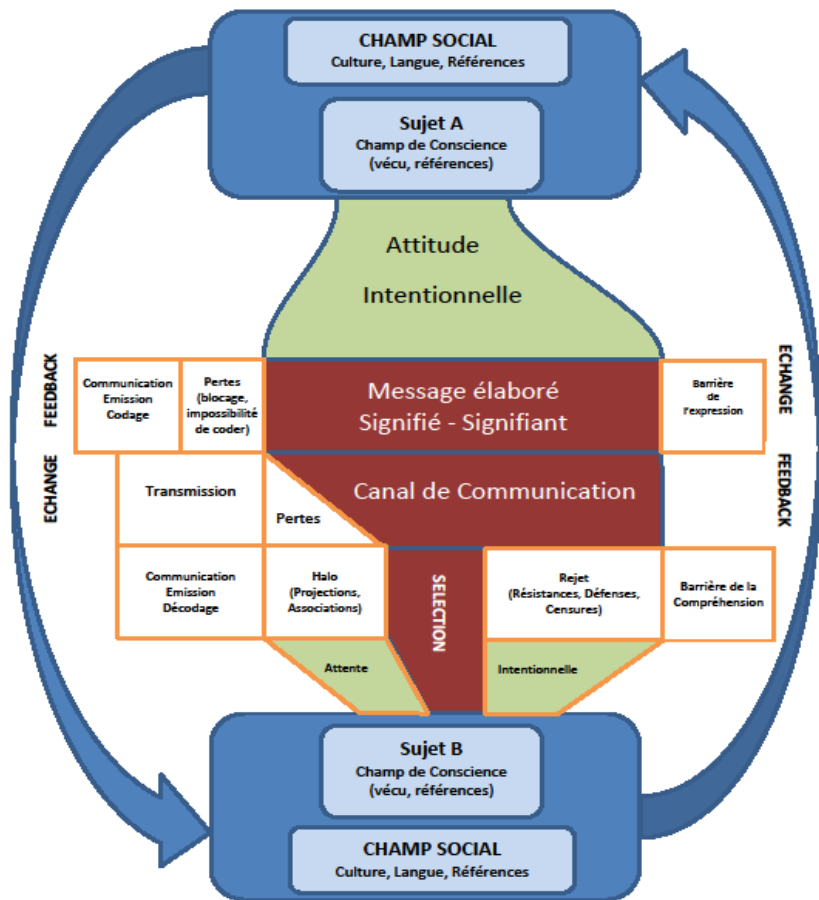
Cette influence peut être légitimement utilisée pour former, informer, aider ; l'éducation d'une manière générale et notamment l'enseignement y ont recours ; instruire c'est influencer. L'influence sociale peut-être utilisée pour servir de moins nobles causes. Elle devient alors instrument de pouvoir pour endoctriner, asservir, dominer, manipuler.

Étymologiquement, « manipuler » signifie « pétrir de ses mains » et donc agir sur un matériau malléable. On imagine ainsi le manipulateur et en l'occurrence ici les médias comme des émetteurs un peu abstraits mais intelligents et surtout implacables qui nous tiennent à leur merci : nous sommes souvent dans l'incapacité de déjouer les pièges qu'ils nous tendent.

Nous allons essayer de démontrer que, heureusement ce n'est pas aussi simple.

2. Communication : une relation émetteur-récepteur

Pour ce faire nous utilisons le schéma de communication ci-dessous.



Il symbolise une relation "émetteur /récepteur" entre deux sujets. Il peut illustrer une communication non verbale, verbale, écrite. Les deux flèches bleues montrent qu'en général les sujets sont alternativement émetteurs puis récepteurs. C'est d'ailleurs faux dans le cas qui nous intéresse ; nous sommes les récepteurs passifs des médias mais nous sélectionnons plus ou moins ce qu'ils nous envoient.

L'intention de faire passer un message (émetteur) et l'attente de celui-ci (récepteur) sont symbolisés en vert.

La transmission, en rouge, montre qu'entre l'intention de l'émetteur et la réception du destinataire il y a plus ou moins de distorsions : codages, transmissions, décodages, altèrent, modifient le sens du message.

On peut dire que des filtres incontournables rendent toute communication difficile.

De plus, il faut prendre conscience que, lorsque nous communiquons, tout ne fait pas sens de la même manière. On peut être plus ou moins "ouvert" à l'information qui nous parvient : refus, distraction, conformisme, non maîtrise des codes...

3. Communication : particularités des médias

Les modèles simplifiés de la communication réduisent souvent celle-ci à un transfert d'informations d'un émetteur vers un récepteur en utilisant un code commun. C'est moins simple qu'il n'y paraît.

En effet,

- la communication est un phénomène d'interactions dans lesquelles la nature de la relation joue un grand rôle. Les manipulateurs le savent bien et ils jouent beaucoup sur le feed-back qui se noue entre eux et celui ou ceux qui l'écoutent. Dans le cas des médias, ce feed-back n'existant pas, il n'y a pas de processus circulaire émetteur/récepteur. Toutefois, l'audimat ou les sondages sont là pour pallier ; le nombre et les réactions des « récepteurs » sont de bons thermomètres de la satisfaction plus ou moins grande de leurs attentes.
- La communication est déterminée par son contexte. Les informations télévisées utilisent les reportages comme contexte, lesquels induisent, par un commentaire, des réactions conformes aux attentes de la chaîne qui informe (l'affectif, l'émotionnel jouent un grand rôle). C'est une manipulation.

- La communication médiatique détermine deux niveaux de signification. D'une part, la transmission d'un contenu informatif (faits, opinions, sentiments), c'est la dénotation. D'autre part, celle-ci induit une réflexion, une association d'idées, mais surtout un comportement, une attitude, c'est la connotation. Associer subtilement la dénotation et la connotation est une stratégie bien connue des médias, notamment par la publicité.
- La communication dans les médias se structure non pas sur un modèle symétrique avec des comportements en miroir. C'est souvent le cas dans les relations interpersonnelles même si la symétrie n'est jamais parfaite. On peut dire qu'elle se structure sur un modèle complémentaire journalistes/lecteurs ou téléspectateurs qui rend la manipulation aisée.

Quels que soient les médias que nous pouvons connaître et recevoir, ils s'inscrivent tous dans un champ social, c'est-à-dire dans un ensemble de forces d'influences que nous recevons consciemment ou inconsciemment. Elles ont pour objectifs de modeler nos manières de penser, d'agir, et bien entendu de consommer.

Globalement, ces médias ont des dénominateurs communs. Ce sont des références partagées, liées à la culture et aux moments dans lesquels elles se situent et s'expriment.

Toutefois, un même sujet ou une même question se traduiront par des approches très différentes selon la nature, les opinions philosophiques, sociales, économiques du média. Une même information peut-être relatée avec plus ou moins d'ampleur par la presse écrite, par la radio ou la TV. Elle peut bien sûr être passée sous silence.

Tout cela dépend de plusieurs facteurs :

- les options du média considéré ;
- les récepteurs et leurs attentes ;
- les moyens employés.

Toute manipulation médiatique est le fruit d'une attitude intentionnelle de l'émetteur manipulateur. Elle est plus ou moins visible, lisible. Par définition, une communication ne peut pas être objective.

Manipuler demande un codage et donc que cette intention se traduise en langage écrit, oral, pictural. Cette barrière de l'expression (cf. schéma) met en évidence qu'entre l'attitude intentionnelle de l'émetteur et la traduction de cette intention en message, existent de nombreuses altérations, notamment des pertes. De plus, tout ne peut pas être dit, montré ou écrit ; le ou les ma-

nipulateurs le savent bien ; ils ne s'autorisent et ne peuvent pas tout. Aussi, ils utilisent un certain nombre de conduites de détours ou des stratégies qu'ils connaissent bien, que les « récepteurs » ignorent et qu'ils devraient pourtant connaître ; nous y reviendrons.

Ainsi, une même information sera relatée de manière très différente selon tel ou tel média ; une analyse même sommaire de la presse le démontrerait aisément. Traduire un fait ou une idée en langage conduit obligatoirement à des omissions, des ajouts, des interprétations, volontaires ou involontaires, liées à des codages inadaptés. Dans le langage médiatique tout fait sens et tout peut être utilisé pour faire sens.

Les canaux de communication ont également leur importance. Transmettre et donc parfois manipuler, c'est utiliser les outils les plus appropriés. Actuellement, l'image joue un grand rôle et donc, dans certains cas, elle sera privilégiée. Toutefois, on sait que les médias, quels que soient leurs talents et leur aura, n'ont pas les mêmes influences que les relations interpersonnelles directes ; une communication directe entre individus ici et maintenant peut conduire à des manipulations dont les effets sont insoupçonnés (travaux de Milgram sur l'obéissance).

Le schéma proposé montre que le(s) récepteur(s) n'est (ne sont) pas ni si neutre(s), ni si passif(s) qu'on pourrait le penser et heureusement.

Conduits, parfois à leur insu, à décoder les messages qui leur parviennent, les récepteurs vont les sélectionner volontairement ou involontairement et souvent instantanément. Ces personnes "récepteurs" - auditeurs, lecteurs, spectateurs - ont également une histoire, une culture, des références et ils sont baignés par un champ social qui induit ou inhibe des comportements, des façons de penser ou d'agir.

Ainsi, nous avons tous quant aux médias qui nous « irradiant » des attentes intentionnelles qui nous conduisent à faire des choix et à admettre que ces attentes ne sont pas toutes comblées. Le décodage des messages que nous adresse l'émetteur/manipulateur, est très sélectif et donc leur portée en est heureusement limitée ... Parfois, on ne sélectionne rien.

En effet, autant est considérable la malléabilité du jeune enfant, autant très vite se développent au cours de la vie des mécanismes de défense qui, d'une part, nous permettent de nous individualiser mais, également de nous socialiser ; une des finalités de l'éducation est de nous permettre de construire nos connaissances mais aussi notre propre jugement, de pouvoir le remettre en cause.

Comme obstacles à une invasion dommageable des intentions manipulatrices des médias, le schéma proposé montre que la barrière de la compréhension agit comme un véritable filtre. Il est la résultante d'une construction personnelle consciente et inconsciente qui nous permet de capitaliser des défenses et des résistances qui peuvent faire obstacle aux manipulations et donc aux manipulateurs. Nous leur sommes, et heureusement, imperméables. N'allons toutefois pas jusqu'à dire que le rejet de toute communication, comme dans certaines conduites pathologiques, peut être considéré comme un garde-fou à la manipulation. Par contre, sachons prendre conscience de notre fragilité et de notre perméabilité face à des manipulateurs habiles et donc dangereux ; de nombreux faits divers récents l'attestent.

Ces défenses ont toutefois leurs limites, car elles peuvent nous maintenir dans un état d'homéostasie qui nous rend peu adaptables aux changements et incapables de remettre en cause nos modes de pensée.

- aucun média, quel qu'il soit, n'est neutre (il obéit, pour exister à un certain nombre de contraintes)... même si l'objectivité est souvent revendiquée... et donc il manipule ;
- tout média essaie de traduire de la manière la plus efficace possible les messages qu'il veut transmettre ;
- les auditeurs, lecteurs, téléspectateurs vont filtrer, plus ou moins sans bien d'ailleurs en prendre conscience, ces messages.

4. Médias et manipulations

Pour manipuler, c'est à dire pour « exister », pour influencer, tout média va s'ingénier à faire en sorte que ses récepteurs sélectionnent le plus possible ce qu'il veut leur transmettre. Il utilisera pour cela tous les moyens pour créer et satisfaire des attentes qu'il suscitera et prétendra combler.

L'argumentation, qui a pour objectif de persuader un auditoire ou des lecteurs, peut-être distinguée de la simple technique de la désinformation. Argumenter est une façon de communiquer et pas seulement de manipuler. Communiquer fait partager à autrui le contenu d'une opinion et contribue à lui permettre de remettre en cause sa décision.

Manipuler, c'est faire adhérer autrui à une opinion, à une idée, à une croyance qu'il ne partage pas nécessairement, mais que l'on assène comme évidente vérité non discutable. Pour ce faire, tous les moyens sont bons, notamment une rhétorique bien appliquée.

La presse, ce quatrième pouvoir après le législatif, l'exécutif et le judiciaire, n'est-elle pas aussi le premier pouvoir tant son influence est importante ? On parle d'ailleurs d'une dictature des médias.

Leur mise en cause n'est pas nouvelle. Déjà en 1964, dans son ouvrage demeure célèbre « L'homme unidimensionnel » Henri Marcuse, sociologue américain dont la pensée fut une des références des « soixante huitards », vilipendait fortement les médias. Il n'hésitait pas à les rendre responsables de l'appauvrissement de la pensée. Pour lui, les médias diffusent une néo-culture bêtifiante, soporifique, incitant à l'évasion et aux chimères, et évitant par là-même d'affronter le réel. En utilisant la démagogie, la médiocrité, le « sensationnel », les médias nous invitent en permanence à une passivité collective et déterminent, même si on s'en défend, un appauvrissement de nos facultés de jugement, voire l'éradication de tout esprit critique.

Cette idée est résumée par F.Balle dans son ouvrage sur la communication : « *les médias agissent à la manière d'une drogue anesthésiante ou stimulante ; ils sont capables de faire faire n'importe quoi à n'importe qui, n'importe quand et n'importe comment* ».

L'importance et le pouvoir des réseaux sociaux qui génèrent, chez les jeunes notamment, une addiction qui peut être quasiment pathologique, illustrent hélas ce que Mac Luhan affirmait en 1968 par une formule lapidaire demeurée célèbre : « *le message c'est le médium* ». Il voulait dire par là que les médias, prolongements technologiques de l'homme et de son système nerveux, changent l'homme. Ce petit objet magique que tous les enfants possèdent et manipulent ne serait-il pas la matérialisation de ce prolongement ? C'est ainsi qu'est né « Petite Poucette ». Dans ce récit d'imagination, Michel Serres nous fait découvrir des enfants du 21^{ème} siècle qui réinventent une autre manière de vivre ensemble, une autre manière de se connaître et de connaître le monde.

Nous sommes tous sensibles à cette magie qui permet des relations interpersonnelles instantanées et la diffusion tout azimut et facilement accessible d'informations de toute nature. Cette diffusion d'informations éphémères souvent fausses mais souhaitées et ces relations parfois fugaces et artificielles sont évidemment dangereuses à plus d'un titre. Les récepteurs non identifiés que nous pouvons être peuvent contester les savoirs, s'immerger dans des fantasmes et des utopies, être la cible de tous les endoctrinements et de toutes les manipulations.

On peut affirmer que les médias, pour être reçus et donc exister, s'ingénient à se positionner essentiellement sur les attentes intentionnelles de ceux qui les reçoivent et aussi à créer de nouvelles attentes pour accroître leur diffusion.

Ainsi, ne font-ils pas autre chose que se référer au schéma proposé sachant que l'outil statistique permet de manière beaucoup plus aisée de prévoir les réactions de l'opinion à une information donnée. La communication interindividuelle manipulateur/manipulé demande de la part de celui qui « endoctrine » une connaissance de la « grille » et des filtres de celui qu'il manipule. Ces obstacles sont directement liés à la personnalité, aux systèmes de valeurs, aux motivations, au vécu. Les médias savent les surmonter en collant au plus près aux attentes conscientes ou inconscientes de ceux qu'ils manipulent.

En agissant sur le plus grand nombre, les médias justifient leur existence et donc leur pouvoir, mais celui-ci a des limites. Leurs canaux de communication ne permettent pas un endoctrinement à proprement parler : endoctriner demande des relations émetteurs/récepteurs plus directes et plus intenses. Même si il peut exister, l'endoctrinement par les médias me paraît relatif voire peu plausible.

Pour manipuler, il faut bien entendu faire appel aux sentiments et à l'émotion plus qu'au raisonnement. On sait que les médias font des choix quant aux informations qu'ils donnent ; ces choix sont liés aux réactions attendues du public qui va les recevoir et à ce qu'ils ont eux-mêmes prévu. C'est ce qui fait la singularité de l'image de marque, notamment de la presse écrite dite d'opinion et des représentations qu'elle véhicule.

5. Nous sommes tous manipulables

Tous les travaux actuels s'accordent sur le fait que nous sommes tous manipulables et que ceux qui affirment ne pas l'être ne sont pas à l'abri, bien au contraire, des effets dommageables des manipulateurs avertis.

Chez tout individu, il existe, plus ou moins potentiellement, malléabilité, docilité, servilité, fragilité ... aptitudes qui pourront être utilisées pour le pire et le meilleur. Pour les enfants, on sait combien c'est important ; ceci l'est tout autant à l'âge adulte. L'influence sociale est directement liée à notre problématique. Les travaux expérimentaux sur la conformité et l'obéissance des individus ou des groupes montrent comment nous pouvons être « le jouet » d'habiles manipulateurs.

Les régimes totalitaires n'ont pas attendu les travaux de Shérif sur la conformité, ni ceux de Milgram sur l'autorité, pas plus ceux de Festinger sur la cohésion ou la déviance, pour faire commettre à des individus soumis l'irréparable. On se souvient du film de Henri Verneuil « *I comme Icare* », dans lequel des cobayes soumis auraient pu électrocuter un sujet innocent qui ne répond pas à leurs attentes.

On est capable actuellement, grâce aux technologies d'investigation du cerveau humain, de voir que toutes les perceptions de celui-ci sont en étroite relation et presque sous la dépendance des circuits émotionnels. Ainsi, notre cerveau est facile à tromper. Les manipulations olfactives sont bien connues ; on peut ainsi augmenter par la diffusion d'odeurs des comportements d'achat ou déclencher certains comportements comme la faim et d'autres ; on sait que des odeurs favorisent l'achat plus que d'autres (Travaux de N. Guégen).

On sait même, et c'est plus grave, perturber les zones du cerveau d'où partent nos jugements. Le cerveau ne sait donc pas ce qu'il fait, ni pourquoi il le fait, mais on sait expérimentalement induire des comportements par des manipulations. Les spots publicitaires ne s'enchaînent pas de manière aléatoire : la barre chocolatée suit le parfum vanté par la beauté sculpturale tout simplement pour aider à combler la frustration provoquée par l'image d'un corps irréel et inatteignable... et souvent factice ! On sait même – et on voit quels desseins cela pourrait servir – fabriquer chez des individus de faux souvenirs de situations qu'ils n'ont pas vécues. Le faux témoignage peut devenir vrai...

Les enjeux économiques étant considérables, la publicité est au fait de ces recherches. Elle essaie d'associer un concept, un produit, à des émotions. On sait expérimentalement que certains produits sont préférés à d'autres pour des raisons qui ne sont pas objectives et qui tiennent à des représentations, à des préjugés, à des a priori (dans une dégustation à l'aveugle, le Pepsi est préféré au Coca et pourtant ce dernier est beaucoup plus vendu).

III.1.2. LA MANIPULATION MEDIATIQUE : QUELLES STRATEGIES ?

1. LES ACTEURS

Les journalistes

L'article de Libération n° 10112 (16 novembre 2013) sur « *L'identité malheureuse* » d'Alain Finkielkraut nous dit que « *l'auteur ressasse les obsessions et angoisses qui lui valent d'être sujet de discorde* ». Le décor est planté ; si au

demeurant les questions et propos du journaliste ne manquent pas d'intérêt en disant que le philosophe "ressasse" on devine où vont ses pensées. On pourrait multiplier les exemples où l'impartialité du journalisme est une vue de l'esprit. La première partie de mon propos sur la communication en explique les raisons.

Toutefois le journaliste n'est pas le politique : pour ce dernier on peut comprendre Max Weber, cité par Hanna Arendt, qui nous dit que « *les mensonges sont des outils nécessaires et légitimes des politiques et des hommes d'état* ». Ce n'est pas faire injure que de le rappeler et à certains égards de le comprendre et de l'admettre. Je souhaiterais, faisant toujours référence à Hanna Arendt, dire que le journaliste fait partie des observateurs du réel qui, pour observer et dire la vérité, doivent conserver une position d'extériorité ; il doit être un « diseur de vérité ». Pour y parvenir, ils combattent, au péril de leur vie, pour la liberté de l'information.

Accuser le journaliste d'être un manipulateur au service des médias serait une erreur grave ; songeons, pour s'en persuader, aux sociétés où les journalistes n'existent pas. Qu'ils participent à la manipulation, on peut l'admettre, comme il nous faut admettre qu'ils préviennent la manipulation.

Il faut redire, en nous référant au schéma proposé, que les journalistes

- quelle que soit leur volonté d'objectivité et d'impartialité et de rigueur, ne peuvent faire abstraction de ce qu'ils sont en tant qu'individus. Ils ont une histoire personnelle qui, à l'évidence, induit leur regard, leur écoute, leur jugement ;
- se situent nécessairement dans un champ de forces sociales, économiques, idéologiques qui les amènent, sans qu'ils en soient toujours conscients, à rendre compte de ce qu'ils observent. Les jugements qu'ils peuvent porter et qu'ils nous font connaître sont donc nécessairement dépendants et tributaires de puissantes pressions dont ils ne sont pas nécessairement conscients. L'objectivité dont certains se targuent ne serait-elle pas le masque de l'incontournable subjectivité ;
- sont nécessairement tributaires des « récepteurs » qui les attendent, les reçoivent, les interprètent. Mis à part quelques "feed back" type « courrier des lecteurs » ou audimat et enquêtes des "communicants", ils n'ont des retours de leurs propos que sur un mode implicite. Ils savent que, en les écoutant et les lisant ces « récepteurs » veulent, entre autres, être confortés dans les idées et les représentations qu'ils se font sur le monde. Le journaliste doit satisfaire les besoins de l'esprit au risque de faire écho à un monde mensonger ou à une dépêche erronée. Garder ses

auditeurs ou ses lecteurs c'est à dire combler au mieux leurs attentes intentionnelles (cf.schéma) est essentiel à tous égards.

Pour illustrer ce propos, je renvoie le lecteur au remarquable travail de Jérôme Berthaut paru très récemment et intitulé « *La banlieue du 20 heures* ». L'auteur, dans cette étude universitaire sérieuse montre comment les journalistes de France 2 fabriquent et perpétuent les lieux communs sur les habitants des quartiers populaires. L'auteur décortique toute une mécanique de la désinformation où les faits deviennent événements.

Les journalistes qui font des reportages sur « la banlieue » sont l'illustration vivante du schéma proposé ; ils travaillent sous la pression de facteurs tels que l'urgence des commandes, la pression de la hiérarchie et la concurrence, les délais de production et les injonctions du CSA à produire des reportages positifs. Leur possibilité de réflexion personnelle est de plus altérée par les préjugés et les stéréotypes qu'ils ont nécessairement sur le sujet mais également par l'attente réelle ou supposée des téléspectateurs qu'ils veulent informer mais aussi séduire en leur donnant à voir ce qu'ils attendent. Ils sont persuadés de bien faire leur travail. Il n'est donc pas étonnant que le jeune des banlieues qu'on donne à voir sera plutôt en bande, qu'il aura pour décor les paraboles, les tags, les hautes tours... C'est une visite guidée où chacun doit tenir son rôle : du petit dealer en passant par l'éducateur, le maire et bien sûr la « jeune lycéenne » d'origine maghrébine qui lit Marivaux...

A cet égard, il est intéressant de connaître le point de vue d'un des présentateurs du J.T. de 20 heures (« Secret des sources » du 14/12 2013 France culture). Gilles Bouleau nous dit que la recherche de l'écoute la plus large possible et les contraintes du J.T. conduisent de plus en plus le journal à devenir un magazine avec une architecture classique faite de 2 ou 3 "grands titres" où prévalent le fait divers (et 4 ou 5 autres plus réduits). Les faits divers effacent peu à peu le politique et l'économique ; ils ont doublé en 10 ans et comme le suggérait P. Bourdieu ils font diversion et masquent les choses importantes (plus c'est populaire, plus c'est diffusé et plus c'est écouté).

Les équipes responsables des J.T. dont l'écoute reste considérable malgré le "podcast" et le "temps réel" essaient de donner du sens à ces faits divers, à les mettre en perspective et à les inscrire dans des problématiques mais ils se sentent souvent submergés par des messages délétères et par les pressions des communicants de toute nature qui viennent interférer dans leur travail journalistique.

(Je renvoie à l'excellent livre de Daniel CORNU « journalisme et vérité » publié en 1994, réédité en 2009 aux éditions LABOR et FIDES, ainsi qu'à son discours de Louvain en 2012, cf.p. 114).

Les humoristes

Ils ne sont pas à proprement parler acteurs des médias comme le sont les journalistes ; toutefois, je les crois dangereusement manipulateurs d'opinion par médias interposés. Beaucoup d'entre eux dispensent une morale étouffante qui mêle clichés, lieux communs, intolérance à un niveau instinctuel et pulsionnel. Ces pseudo-humoristes de l'actualité qui sévissent sur les ondes radio aux heures de grande écoute, ne pensent pas la complexité et pour eux le monde se divise en deux camps : celui du mal qu'il faut détruire, et celui du bien qu'ils représentent : les bons et les traîtres. Ils jouent sur l'éphémère qui interdit toute réflexion et sur l'effet contagion de la foule des rieurs. Ils caressent à l'envi les valeurs consensuelles et réduisent ceux qui les contestent à des « étiquettes » sociales haïssables ou ridicules (fascistes, antisémites, « catho »). Ils instillent des catégories simplistes de groupes sociaux réduisant la personne à un type humain (les "anti-mariage gay" sont forcément des « réac » et les flics des « salauds »). Tous ceux qui ne rient pas sont du côté du mal ; le rire est une norme. Certaines séries TV anglo-saxonnes rajoutent parfois ce rire artificiellement !!

Comme le dit F. Lyonnet, il existe un intégrisme du rire auquel d'ailleurs se plient les hommes politiques qui s'en accommodent fort bien acceptant de se faire brocarder par des « Guignols » dont ils sont les marionnettes.

Nos élus et nos gouvernants

En ce qui concerne ces acteurs, c'est relativement différent car les médias ne sont plus à proprement parler l'« émetteur » mais plutôt le « canal de communication » de notre schéma. Ce canal est toutefois, pour les personnes de pouvoir, essentiel. On peut même dire qu'il participe de leur pouvoir. Les médias ont ainsi été instrumentalisés pour véhiculer mensonges avérés et contre-vérités.

Les mystifications volontaires de l'histoire sont légion. Elles sont naturellement au service d'idéologies. Les manipulations de toute nature ont servi les totalitarismes (Mao, Staline ...), ont justifié et légitimé les conflits les plus graves que l'humanité ait pu connaître. En trafiquant la réalité par les pires moyens, les despotes ont pu se maintenir et, au mépris de preuves irréfutables de leur délire et de leurs mensonges, ils continuent à être adulés et regrettés.

La manipulation par les médias au service du pouvoir est le mode de fonctionnement des dictatures (faux charniers, pseudo armes, agressions imagi-

naires, ...) auquel il faut ajouter la violence, l'endoctrinement, la terreur, la délation institutionnelle et le mensonge permanent.

Quoi de plus souhaitable, pour un pouvoir quel qu'il soit, que des médias qui lui soient acquis... et qui souvent lui ont permis de conquérir ce pouvoir ?

Internet

Pour compléter ce qui a été déjà évoqué, il faut dire que depuis une décennie les journalistes sont conduits et contraints de composer avec une réalité nouvelle, méconnue, effrayante à certains égards. Il s'agit d'internet qui, dans le domaine de l'information, est un média séduisant mais redoutable, capable de nous conduire vers un monde fait de fantasmes, de calomnies, de mensonges ; monde terriblement manipulateur et dangereux.

Si danger il y a, et il est réel, il vient de l'accès sans limites à une manne d'informations de toute nature vraies ou fausses, incontrôlables, anonymes qui contrairement à la manipulation médiatique, laquelle peut plus ou moins orienter nos jugements, nous amène à ne plus avoir de jugement du tout.

Les journalistes sont de moins en moins présents, ils ne sont plus les témoins privilégiés des événements. Internet nous inonde de témoignages et d'images vrais ou fabriqués qu'on ne peut pas valider. Que ces dérives soient le prix à payer pour l'accès de tous à la libre expression, soit ! Mais, que d'efforts à faire pour éviter que cette libre parole soit le fossoyeur de la démocratie !

Que serait l'humoriste Dieudonné et ses propos racistes et antisémites sans sa puissante communauté de "fidèles" fédérés grâce à internet. Cette scène virtuelle contre laquelle les interdits n'auront guère de prise et seront même contre-productifs montre combien l'anonymat de la toile permet l'expression de toutes les pulsions de violence et d'agressivité incompatibles avec toute vie sociale.

Nous évoquerons dans la dernière partie les effets singuliers et les paradoxes de la communication par internet.

2. COMMENT LES MEDIAS NOUS MANIPULENT.

Les agences de presse et les publicitaires sont les éléments clés de la manipulation de l'opinion. Ces grandes agences reçoivent et trient l'information, sélectionnant celles sur lesquelles via la presse et la TV on attirera l'attention des opinions publiques en n'hésitant pas à scotomiser certaines ; les journalistes traitent l'information qu'on leur fournit. Il faut coller à l'actualité et donc la manipulation n'en est que plus aisée (la récente affaire « Léonarda »

très vite oubliée en est un exemple). L'effet peut en être considérable. Qu'aurait-été l'élection présidentielle de 2002 sans l'agression de Paul Voise et l'incendie de sa maison par des loubards ? Les médias ont-ils été manipulés ? C'est très peu probable mais cette concomitance d'événements et ses conséquences montrent comment l'information va aux journalistes et comment celle-là peut être, à bien des égards, déterminante.

Les publicitaires jouent certainement un rôle plus important ; l'évolution de nos manières de vivre et de penser en dépend. La presse et la TV en dépendent également compte tenu des moyens financiers énormes que les grands groupes auxquels ils appartiennent peuvent mettre ou non à leur service. Les messages que la publicité fait passer sont parfois très subtils car leur langage singulier joue entre autres sur l'implicite (voir livret Condorcet sur « le pouvoir de l'image »). La publicité est toutefois conduite à se repenser constamment car la méfiance du récepteur devient vite contre-productive ; des comportements contraires à l'intention des « manipulateurs publicitaires » apparaissent vite. Par une imprégnation constante de messages apparemment anodins, les récepteurs que nous sommes en arrivent à modifier peu à peu et très inconsciemment leur manière d'être et de faire ou de concevoir le monde ; ainsi la culture dite européenne adopte peu à peu les valeurs américaines. On sait que les médias chinois ont joué un rôle aussi important que les mesures coercitives pour instituer la règle de l'enfant unique dans les familles urbaines.

Les techniques de manipulation

Elles ont été remarquablement analysées dans un ouvrage maintes fois réédité et qui fait référence ; il s'agit du « *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* » de Beauvois et Joule - 1987. Il formalise différentes recherches expérimentales sur le sujet, notamment les travaux de Harris de 1972 sur « la demande préalable ».

Les travaux et les conclusions auxquelles ils aboutissent vont au-delà de la manipulation médiatique. Toutefois, on peut les évoquer car les médias les ont mises à leur service.

L'effet magique de la règle de « la demande préalable » fonctionne dans une infinité de situations. Toute personne rechigne à se dédire lorsqu'elle prend une décision bonne ou mauvaise. De plus la règle stipule que cette personne persiste dans cette voie jusqu'à aller très au-delà de ses profonds désirs, de ses aspirations.

La presse écrite utilise bien sûr l'effet de la "demande préalable" lorsqu'elle induit des achats de type abonnements ou engagements « a minima ». Ainsi liés, les « abonnés » n'auront que rarement recours à la loi Scrivener pour se « délier ». Le recours à cette stratégie de la « demande préalable » par les publicitaires est plus indirect mais beaucoup plus important.

Pour ceux qui croient en leur libre arbitre et qui l'affirment, ils ont tout intérêt à se référer aux travaux expérimentaux sur la manipulation rappelés par Beauvois et Joule. Ils décryptent les infailibles méthodes grâce auxquelles « les gens se comporteront en toute liberté différemment de la façon dont ils se seraient comportés spontanément ». Il y a globalement 2 façons d'induire ou d'obtenir d'autrui des comportements, des attitudes, des façons de penser :

- soit par la force et le pouvoir : mais l'autorité a ses limites car les résultats obtenus n'aboutissent que très rarement à des changements durables.
- soit par la manipulation : en l'occurrence, obtenir qu'autrui fasse ce qu'on souhaiterait et qu'il ait l'impression que ce soit lui qui ait choisi de le faire.

La manipulation est en quelque sorte le pouvoir dans les mains de ceux qui statutairement n'en ont pas.

Ces techniques de « soumission librement consentie », c'est-à-dire conduire les gens à faire librement ce qu'on attend d'eux, sont nombreuses. On peut en rappeler certaines, bien connues de tous les « manipulateurs patentés ».

Le pied dans la porte :

Elle consiste à demander un peu, avant de demander beaucoup. Demander innocemment à quelqu'un un service modeste le conduira à ne pas pouvoir refuser un service plus coûteux. Cette demande explicite peut être implicite ; on se contente de créer les conditions susceptibles d'inciter la personne dont on recherche le concours à faire spontanément ce qu'on souhaite lui voir faire sans pour autant le lui demander.

Ce peut être, aussi, demander beaucoup pour obtenir un peu. Demander 5 € pour acheter un sandwich est beaucoup plus opératoire que de demander de l'argent pour acheter le même sandwich.

On sait qu'inciter quelqu'un à rendre un petit service l'amènera ultérieurement à en rendre de plus grands. Par exemple avoir des comportements plus civiques (rendre de l'argent trouvé dans la rue, par exemple). Les médias ne nous manipulent peut-être pas assez pour générer des comportements plus

citoyens, mais ils utilisent volontiers les recherches en psychologie sociale pour de nobles causes (relais du téléthon par exemple). Il faut le souligner.

L'étiquetage :

C'est plus efficace que la persuasion. Dire à un ou des « auditeurs »: « motivés comme vous l'êtes » et/ou « capables comme vous l'êtes » induit plus les comportements attendus que conseils ou stratégies destinés à motiver.

Le « vous êtes libre de » :

En disant « excusez-moi, auriez-vous un peu de monnaie pour prendre le bus et en ajoutant « mais vous êtes libres d'accepter ou de refuser » on multiplie par 4 les chances d'être aidé. En informatique, les sites WEB qui indiquent « vous êtes libres de cliquer ici » seront plus visités que ceux qui indiquent « cliquez ici ».

Les médias utilisent indirectement ces méthodes qui s'illustrent plutôt dans les relations interpersonnelles classiques.

La diversion

Elle est très largement utilisée dans les informations télévisées. On focalise l'attention sur du détail, des informations insignifiantes, du factuel qui peuvent plaire et qui détournent l'attention et la réflexion sur les problèmes fondamentaux et importants. On peut dire qu'en maintenant auditeurs et lecteurs dans l'ignorance, en les traitant comme des enfants en bas âge et en encourageant la médiocrité et la vulgarité, les médias, au prix d'une pseudo paix sociale, nous asservissent. On sait comment, avec des vérités tronquées masquées, les médias nous conditionnent à l'évitement, à résister aux changements et à rechercher des boucs émissaires.

L'appel à l'émotionnel plus qu'à la réflexion, multiplié par les nouvelles technologies de l'information, nous envahit insidieusement et accentue nos dénis, nos peurs, nos pulsions, et nous fait régresser vers l'irrationnel, l'agressivité ou la fuite.

Il faut savoir qu'il existe des manipulations nobles au service de bonnes causes. Sachons toutefois qu'il existe aussi des manipulateurs malades de type pervers narcissiques qui manipulent leur entourage pour donner une fausse bonne image d'eux-mêmes (l'image, l'apparence, la réussite, la séduction, la mégalomanie, l'utilisation de la parole sont encouragées). Les médias nous offrent à voir ou à entendre ces types de comportements classiques

chez les figures de pouvoir quel qu'il soit et il est prouvé que nous sommes peu ou prou manipulés.

La manipulation n'est ni malveillante, ni destructrice lorsqu'il existe une réciprocité, des échanges « normaux » ; elle peut le devenir si le feed-back n'est pas possible mais que les médias vous donnent l'illusion qu'il l'est (« les auditeurs ont-ils vraiment la parole? », comme l'émission le prétend) Prenons garde toutefois à ces Dr. House dont le verbe peut nous séduire même par médias interposés. Il faut soit les fuir, soit les entendre à travers la grille de leurs techniques souvent efficaces et très bien rodées.

Il existe de bons moyens pour bien ou mal influencer les comportements individuels ou collectifs. Il faut en prendre acte.

3. QUELQUES MISES EN SCENE DE MANIPULATION MEDIATIQUE

En politique, la manipulation de l'opinion est très forte et il faut le savoir sans nécessairement s'en offusquer. Comme le dit Tahar Ben Jelloun, dans « *L'Hospitalité française* », « *la politique est une volonté de vaincre en recourant au mensonge* ». Les manipulateurs « *contribuent à faire croire des faussetés salutaires pour quelques bonnes fins* ». On pourrait analyser les raisons qui justifient cela ou se contenter d'admettre que « toute vérité n'est pas bonne à dire » ni à entendre.

Pour ce faire, les médias, relais des "politiques", sont le lieu où il faut convaincre, émouvoir, choquer, s'indigner... parfois en inventant des histoires emblématiques (la Welfare Queen de Reagan avec ses 12 cartes de Sécurité Sociale, Stakhanov et ses 102 tonnes de charbon extraites en 1 journée..) La communication en politique est la fille cachée de la propagande... toutefois la propagande joue sur l'affrontement alors que la communication joue sur les faits du quotidien.

La mise en récits ou en images du pouvoir politique en place, ou qui prétend à l'être, est de tous les instants. Des formules choc ou des mises en scènes basiques sont plus pertinentes, pour faire passer un jugement, une idée force, une idéologie, que des longs discours, (« les yeux dans les yeux » de J. Cahuzac, la marinière d'A. De Montebourg, les pains au chocolat de F. Copé ou le pédalo de J.L. Mélenchon, ont capté nos attentions, s'imprègnent dans nos mémoires).

Comme nous sommes trop saturés d'informations, les politiques se prennent à devenir des conteurs... (Les histoires qu'ils nous racontent nous séduisent et elles prennent le pas sur les faits).

Ces manipulations médiatiques ont toujours existé ; certains articles du livret les évoquent.

De la manipulation à l'endoctrinement, il n'y a qu'un pas : dictatures, régimes totalitaires, idéologies, sectes... y ont eu et y ont recours. La manipulation permanente du régime de Mao Tsé Toung, « le grand timonier », a créé des illusions auxquelles beaucoup se sont fait prendre mais a aussi généré des drames humains épouvantables.

Les photos ont été, dès qu'elles sont apparues, largement manipulées pour faire le sens attendu. On peut citer : l'effacement de certains dignitaires tombés en disgrâce pour l'URSS, l'effacement par A. Resnais du képi du gendarme français de Pithiviers dans « Nuit et Brouillard » en 1956, le drapeau au Reichstag en 1945, les sinistres maquillages de Timisoara en 1989. Avant la connaissance de la photographie, la peinture (Gros, David) a servi Napoléon. Les manipulations par la ruse sont célèbres : le cheval de Troie et le « Story telling », les sosies de Staline, de Montgomery, les faux armements pour détourner les Allemands de Normandie.

Les manipulations sinistres de Katyn qui n'ont éclaté qu'avec la chute de l'URSS et celles du camp de Theresienstadt sont parmi les plus célèbres.

On voit ainsi combien les stratégies qui permettent aux médias de manipuler sont importantes.

Elles s'appuient sur des travaux expérimentaux nombreux et dignes de foi. Ils sont relayés par des cabinets de consultants en communication dont le nombre a explosé alors que dans le même temps le nombre de journalistes décroissait.

III.1.3. LES EFFETS SUR LE PUBLIC DES MANIPULATIONS MEDIATIQUES. QUELS IMPACTS ?

1. UN PEU D'HISTOIRE.

Ces interrogations sont aussi anciennes que les médias eux-mêmes. L'analyse de leur influence peut se subdiviser en 3 étapes.

- 1) Les médias ont une influence immédiate, massive et prescriptive. C'est le modèle de « la seringue hypodermique ». Les médias injectent des modes de pensée ou de comportement, des idées, des attitudes à des « récepteurs » vulnérables. Ils savent jouer sur l'émotionnel, la crédulité, l'effet foule.

Les sociologues montrent que les médias sont une industrie culturelle au service de l'idéologie dominante : en conséquence, de gré ou de force, ils uniformisent les cadres de pensée et les comportements (Adorno).

- 2) Cette inféodation aux médias et aux manipulations qu'elles utilisent a été partiellement dénoncée par les psychosociologues américains (travaux de Katz).

Le pouvoir qu'a le public de choisir ou de ne pas choisir les informations qui l'intéressent n'est pas négligeable. Cette influence est sélective (c'est ce que montre le schéma page 84). Ces efforts sont filtrés et limités et sont fonction de la personnalité du récepteur et de son tissu social.

- 3) La question de la réception des médias est au centre de certains courants qui prouvent que les récepteurs ne sont pas aussi influençables qu'on pourrait le penser ; il n'y a pas de confusion entre le monde auquel il réfère et celui que les récepteurs connaissent.

Les études plus récentes montrent que la question est plus complexe qu'il n'y paraît. Les interrogations portent sur :

- les effets dans le long terme des médias quant aux rapports interindividuels.
- les effets sur ce que deviennent les sociétés sous l'emprise des médias uniformisés. Quelles influences sur les perceptions, les systèmes de valeurs, les comportements ? Nous avons déjà évoqué les effets de la TV quant aux comportements violents. Il semble que les effets ne soient pas aussi massifs et inconditionnels qu'on le prétend.

La « fonction d'agenda » attribuée aux médias me paraît plus inquiétante. La focalisation sur certains sujets ou événements auxquels on ne peut échapper nous conduit à une méconnaissance de faits importants, à une soumission involontaire à des informations peu propices à recul, analyse, esprit critique... Les médias sont par ailleurs dépendants d'autres facteurs sociaux et la concurrence légitime conduit à privilégier les attentes réelles ou supposées des spectateurs.

2. INFLUENCES CONSCIENTES OU INCONSCIENTES ?

La diffusion actuelle d'informations notamment par internet est considérable ; on peut donc penser que cela favorise la connaissance et donc des idées et des jugements plus personnels.

Dans une certaine mesure c'est vrai. Toutefois cette diffusion permet aussi de conforter des croyances, de légitimer des préjugés et donc d'accéder à une représentation du monde attendue donc commode plutôt que vraie. La connaissance génère souvent un inconfort mental que nous évitons en ayant recours à une pensée "magico-religieuse" plus séduisante et convaincante à bien des égards.

De plus, on sait que nos comportements ne découlent pas ipso-facto de nos idées : les fumeurs savent très bien que le tabac est très dangereux, or ils fument. Il est possible d'influencer quelqu'un quant à ses idées et ce n'est pas pour cela qu'il y aura un effet sur ses comportements. Les processus cognitivo-émotionnels requis dans l'influence en matière d'idées ne sont pas les mêmes que ceux à mettre en jeu si on veut modifier les comportements, les actes, les conduites pratiques (pour ces derniers, le recours au pouvoir s'avère déterminant : conduite automobile, par exemple). Pour les idées, opinions, attitudes, jugements, la persuasion, les techniques de communication, la manipulation ont un réel effet.

Les psychologues savent qu'il est impossible de prédire le comportement de quelqu'un en le questionnant sur ses idées, ses opinions, ses jugements, ses croyances. Tenter d'analyser l'influence qu'ont les médias sur nos comportements et donc la réceptivité aux manipulations qui nécessairement existent, conduit à distinguer :

- *des influences explicites* : Elles sont inscrites dans un contrat de communication tacitement accepté. Beaucoup de débats fonctionnent ainsi (« Des paroles et des actes », débats télévisés d'élections, « l'invité du matin » de « France Culture »). Il y a eu une évolution préjudiciable vers des débats plus spectaculaires, plus racoleurs avec des débatteurs plus polémiques que compétents, une violence dans les propos, des mises en scène de tabous, d'incivisme... On peut parler de « télé poubelle ».
- *des influences implicites indécélables* : Je l'ai évoqué à propos des travaux de Beauvois et Joule. Il n'y a pas de contrat accepté par les récepteurs de l'influence (elle est plutôt inconsciente). Ce sont des influences qualifiées de subliminales (les stimuli ne peuvent être détectés consciemment). On connaît actuellement leurs effets, elles sont souvent utilisées à des fins thérapeutiques ou éducatives (alcoolisme, obésité). Les effets manipulateurs ont été très souvent exagérés.

Sachons admettre notre très grande vulnérabilité et remettre en cause nos certitudes.

3. POUR QUI ?

Actuellement et en schématisant on peut affirmer que ce n'est plus la personne humaine qui est la valeur première mais son je, son ego. Il faut valoriser son moi. L'égotiste ne se méfie pas des pouvoirs des médias, il les rejette. Il prétend se faire une opinion par lui-même et d'ailleurs on le lui dit. « C'est à vous de vous faire votre propre opinion »... à partir des informations que je vous donne... et que j'ai soigneusement choisies... « parce que je le vaudrais bien » !

Encourager l'égotisme est une manipulation dangereuse ; elle est pourtant tacitement acceptée voire recherchée. On peut parler d'une machine idéologique propre à produire des individus culturellement « massifiés ».

Porte ouverte à des influences invisibles souvent très contestables, ces « manipulations » prédisposent à une illusion de liberté savamment orchestrée.

Les « récepteurs » du schéma (page 84) sont aussi formatés à faire les sélections d'informations qu'on leur aura désignées.

Ainsi les lycéens pourront dire « je ne veux pas apprendre votre cours sur la décolonisation car je veux me faire ma propre opinion ».

Ce droit au doute est devenu permanent. On pourrait l'illustrer de bien des façons : danger des O.G.M., mythe du complot dans les attentats du 11 septembre, anathème envers le Darwinisme (évoqué dans le livret). Ce droit revendiqué apparaît comme la conséquence de la démocratie. Attention à ce qu'il ne soit pas un argument facile et fallacieux de l'ignorance (argumentum ad ignorantiam) que connaissent trop bien les enseignants de sciences humaines dans certaines classes à qui des élèves exigent de démontrer le faux pour justifier le vrai.

4. COMMENT ?

Ainsi bien des sophismes sont utilisés par les médias pour nous manipuler ; mais les "récepteurs" de ces mêmes médias les utilisent aussi : ils servent des revendications existentielles, des solidarités communautaires (gemeinschaft) qui font obstacle à la vie sociale, laquelle pour se construire appelle nécessairement des rapports de confiance et des croyances par délégation.

Comme stratégies connues de manipulation on peut citer :

- **Le conditionnement évaluatif**, c'est à dire rendre attractif un élément neutre. L'« expresso » de G. Clooney en est un exemple. En associant la charge affective que génère l'apparition de la star avec la tasse de café, il

y aura assimilation de celle-ci par le café pourtant relativement anodin. C'est l'effet de contexte qui rend ce café bon sans qu'on sache réellement pourquoi.

- **L'amorçage** : on peut également manipuler un ou des auditeurs en posant une question préalable avant la question essentielle :

Si dans un sondage, on demande d'abord :

« Quelle est la meilleure mesure prise par le Président de la République depuis son arrivée à l'Élysée ? »... et ensuite « Comment sur une échelle de 0 (détestable) à 7 (enthousiasmante) jugez-vous son arrivée à l'Élysée ? », on constate que la question 1 va induire dans la question 2 une appréciation meilleure que si 2 était posée de but en blanc.

Conduire un individu à traiter un matériel A avant de traiter un matériel B peut permettre bien des choses... dans le marketing certes, mais aussi dans les médias (l'ordre des données dans la presse écrite par exemple est primordial).

- **L'effet d'exposition** : C'est très classique en publicité. Il s'agit de l'effet que produira l'exposition fréquente, parfois subliminale, d'une idée (d'un objet) sur un jugement (un achat, une consommation...). En quelque sorte, il s'agit d'une manipulation par réflexe conditionné.

Nous sommes d'autant plus manipulables que la société de l'information a noyé notre esprit critique. L'école au sens large, submergée par un émiettement disciplinaire, par un saupoudrage de savoirs sans perspectives et vite oubliés et par un appauvrissement du temps scolaire n'en peut que mais, d'autant que les élèves sont emportés prioritairement dans le maelström de cette information.

Contrairement à ce que pouvait espérer la philosophie des Lumières, la diffusion de l'information et de la communication n'a pas fait disparaître nos croyances, bien au contraire.

La progression exponentielle des informations accessibles par tous et qui permet à n'importe qui d'investir le marché des idées doit être considérée comme une véritable révolution. On pourrait penser que nous avons là une formidable machine à nous faire penser et à faire réfléchir. Ce n'est qu'en partie vrai.

Il ne faut pas oublier le biais de confirmation qui nous engage, sans en être bien conscient, à fréquenter des idées, des univers mentaux, des personnes

qui confortent nos points de vue. Dans toute communication on cherche peu ou prou ce qu'on espère trouver. Evitons l'inconfort mental des informations qui seraient en discordance avec nos connaissances, nos manières de penser, nos croyances et notre "avarice cognitive". C'est cette dernière qui nous protège des remises en cause trop anxiogènes que pourraient générer de nouvelles connaissances. Cette cécité à la nouvelle connaissance pourrait d'ailleurs être un frein salutaire à la manipulation. Ce n'est pas faux.

Malheureusement les moteurs de recherche des nouvelles technologies de l'information et de la communication (internet) nous emprisonnent dans des bulles de filtrage (filter bubbles) constituées à partir de critères personnels ; peut-être nous aident-elles dans nos recherches, mais si vous souhaitez éviter l'incidence pernicieuse de vos biais de confirmation alors changez souvent d'ordinateur !!

CONCLUSION

On peut donc affirmer que les médias agissent de manière déterminante sur nos jugements et nos comportements. Toutefois ces effets sont tempérés, réduits, quand ils ne sont pas annihilés par notre statut de récepteur.

Comme nous l'avons rappelé dans la première partie, toute communication passe par un certain nombre de filtres. Les médias ne peuvent pas les appréhender tous et les déjouer ; certains sont des obstacles salvateurs à l'irradiation qu'on leur prête.

Chaque individu trie, filtre, réinterprète et se réapproprie l'information à sa manière. De leur côté, les études sur les médias classiques et la fabrication de l'information semblent confirmer une autonomie relative des journalistes et de la presse à l'égard de toutes les formes de pouvoir. C'est salutaire.

La manipulation par les médias certes nous questionne et on peut être frappé par les croyances déconcertantes sur lesquelles elle prend appui et que des moyens considérables de diffusion lui permettent de légitimer et de développer.

Je conclurai en disant que c'est en s'interrogeant sur les raisons qu'ont les auditeurs et les lecteurs des médias de croire ce qu'ils croient que l'on peut comprendre l'ampleur des manipulations.

Avoir des raisons de croire ne signifie pas qu'on a raison de croire. Ces raisons de croire tiennent

- d'une part à la force argumentative et à la puissance des médias qui manipulent et orientent, à partir de faits choisis à dessein et de propositions parfois trompeuses, les perceptions que nous avons du monde.

- et d'autre part aux attentes en partie irrationnelles de nos personnalités, attentes dont beaucoup sont partagées et forment un inconscient collectif d'autant plus vulnérable qu'il est collectif.

La dynamique simplifiée de la communication interpersonnelle que je propose et à laquelle je me suis référé aide à comprendre qu'il n'y a pas une responsabilité bien identifiée de cette situation : pas plus les journalistes que les politiques, les scientifiques, les internautes et même les "intégristes"... Les responsabilités sont partagées.

Je m'interroge toutefois sur l'ampleur et la force de conviction de ces informations douteuses qui peuvent nous envahir et nous manipuler.

Ces informations ne seraient-elles pas liées à une libéralisation apparente et sans limite du marché de la communication et à une consommation effrénée, permanente et obsessionnelle de ce marché.

Ne serait-ce pas là l'effet pervers de nos libertés démocratiques ?

Certes il faut défendre pied à pied un accès égal à celles-ci par tous les citoyens. Mais il faut impérativement les alerter et les mettre en garde par rapport à des informations parfois fausses mais sélectionnées en fonction de celui qui les cherche, par rapport également à des raisonnements erronés ou tronqués et aussi et surtout, quand on en connaît l'impact, à des images dangereuses.

"La libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement" nous dit la Déclaration des Droits de l'Homme. Sachons défendre ce droit mais sachons aussi être attentifs aux libertés de ceux auxquels s'adressent ces pensées et ces opinions. Gardons-nous de devenir les dupes d'une « démocratie des crédules ».

Michel AMREIN

Eléments de bibliographie

- R.V.Joule et J.L.Beauvois (1987/2002), *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* P.U.F
- R.V. Joule et J.L.Beauvois (1998) *La soumission librement consentie*. P.U.F.
- N. Guéguen (2002), *Psychologie de la manipulation et de la soumission* Dunod
- D.Courbet (2006), *Les application des sciences humaines à la publicité*. Humanisme et entreprise n°276
- F.Roustang (1990), *Influence* Editions de minuit
- P.Breton (2008), *Convaincre sans manipuler*. La Découverte
- R.Cialdini (2004), *Influence et manipulation. Comprendre et maîtriser les mécanismes et les techniques de persuasion*. First
- S.Bohler (2008), *150 petites expériences pour comprendre comment on vous manipule*. Dunod
- P.Moreira(2007), *Les nouvelles censures. Dans les coulisses de la manipulation de l'information*. Robert Laffont
- G.Bronner(2013), *La démocratie des crédules*. P.U.F.
- R.Boudon F.Balle(1992), *Traité de sociologie*. P.U.F.
- M.Serres(2012), *Petite Poucette*.Le Pommier
- P.Breton(2004), *La parole manipulée*. Poche La Découverte
- J.Berthaud(2013), *La banlieue du 20 heures*. Agone
- H.Arendt(1972), *La crise de la culture*. Folio essais

III.2. LES DERIVES DE LA COMMUNICATION : Le nouveau paradoxe de Zénon

Il est incontestable que l'acte d'informer met en relation un émetteur et un récepteur autour d'un objet dont il faut rendre compte, et qui constitue l'information ; cette relation peut donc se lire aisément à travers le schéma de la communication tel que Michel Amrein l'a rappelé dans sa contribution.

Par conséquent, un déséquilibre serait aussi en train de compromettre l'authenticité de l'information (sans pour autant céder au mythe de l'objectivité) trop largement tributaire de la volonté de communiquer. Ainsi la relation initialement définie entre le média et son lecteur serait – paradoxalement – faussée, le schéma original se réduisant à un artifice. Les objectifs de l'information s'en trouvent alors pervertis, et ce nouveau paradoxe favorise immanquablement la mise en œuvre de la manipulation. Les analyses qui suivent développent cette ambiguïté entre communication et information.

III.2.1. « La tyrannie de la communication »

Pamphlet d'Ignacio RAMONET

En 1999, Ignacio Ramonet, ancien directeur du Monde Diplomatique, publie un ouvrage dont le titre annonce déjà une polémique : « La tyrannie de la communication ». Dans ce livre – véritable pamphlet – l'auteur s'en prend à l'hégémonie de la communication et montre comment, à partir d'une liberté légitime dont dispose tout citoyen, on instaure une forme d'oppression de la pensée.

« L'un des droits les plus précieux de l'être humain est celui de communiquer librement sa pensée et ses opinions. Nulle loi ne doit restreindre arbitrairement la liberté de parole ou de presse. Mais celle-ci ne peut être exercée par des entreprises médiatiques qu'à condition de ne pas enfreindre d'autres droits tout aussi sacrés comme celui, pour chaque citoyen, de pouvoir accéder à une information non contaminée. A l'abri de la liberté d'expression, les entreprises médiatiques ne doivent pas pouvoir diffuser des informations fausses, ni conduire des campagnes de propagande idéologique, ou autres manipulations.

L'ancienne fonction des médias qui consistait à éclaircir et à enrichir le débat démocratique, a été supplantée par la marchandisation de l'information, de

telle sorte que les médias n'auraient plus qu'un seul impératif : divertir. Or, de la qualité de l'information dépend la vigueur d'une démocratie. C'est pourquoi, cette frénésie de la communication qui l'emporte sur l'information laisse le champ libre à la manipulation et met en danger les démocraties modernes ».

Proposé par l'auteur, le résumé de son livre expose clairement les thèses développées :

« Alors que semblent triompher la démocratie et la liberté dans une planète largement débarrassée des régimes autoritaires, les censures et les manipulations, sous des aspects divers, font un paradoxal retour en force. De nouveaux et séduisants « opiums des masses » proposent une sorte de « meilleur des mondes », distraient les citoyens et les détournent de l'action civique. Dans ce nouvel âge de l'aliénation, à l'heure de la world culture, d'Internet et de la « télévision-réalité », les technologies de la communication jouent, comme jamais, un rôle idéologique central : plus on communiquera, nous dit-on, plus notre société sera harmonieuse, plus grand sera notre bonheur. S'imposant comme l'obligation absolue, inondant tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle, la communication exerce déjà sa tyrannie ».

III.2.2. « Les médias dans un océan de communication »

Conférence de Jacques MOURIQUAND

Dans une conférence à l'intitulé métaphorique, suggérant l'idée d'une immersion, voire d'une noyade, le journaliste-écrivain Jacques Mouriquand dénonce également « La domination du communicationnel sur l'informationnel ». Il déplore en particulier qu'une information frivole se substitue à une information véritable fondée sur « une parole vraie » et qui entraîne, dans l'exercice de l'information un véritable déficit d'humanité.

Ainsi, l'injonction de communiquer à tout prix manquerait-elle complètement son but.

« Les techniques de communication, le monde des communicants... se déploient dans le contexte d'un monde médiatique très affaibli. Donc, dans la relation « monde de la communication » à « monde des médias », le puissant est le monde de la communication. Il est financé soit par des grands groupes privés, soit par l'argent des partis ou par l'argent public. Dans une large mesure, il a le pouvoir.

Les propos qui suivent racontent bel et bien une confrontation entre ceux qui, pratiquement, par les récits qu'ils élaborent soit par écrit, soit avec des moyens audiovisuels, s'efforcent de dépeindre le monde avec une distance critique suffisante, et ceux qui ont intérêt à infléchir ce récit ».

1- L'objectif des médias devrait être de dire ce qui est important

Ce qui définit le contrat implicite entre un média et son public c'est le fait que le média donne au public ce qui est important dans la hiérarchie de l'information que couvre ce support. On attend de « l'Equipe » qu'elle diffuse les plus importantes informations en sport, du quotidien local le plus important de la vie locale, du « Monde » les faits nationaux et internationaux les plus marquants. Cela vaut tout autant pour la presse spécialisée. On attend de « Nature », du « Lancet » ou des « Annales », chacun dans sa spécialité, qu'il livre une hiérarchie crédible dans les informations qu'il véhicule.

Naturellement, cette hiérarchisation passe par le double filtre de la ligne éditoriale du titre et de la subjectivité du journaliste. La ligne éditoriale sous-tend une hiérarchie de valeurs et donc un ordre selon lequel on jugera de ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Mais ceci est aussi partie intégrante du contrat entre le média et son public. Celui-ci attend, certes, un certain type d'informations mais aussi un éclairage de celles-ci. Il est le reflet de valeurs auxquelles ce public particulier adhère ou, en tous cas, qui l'intéressent.

Il faut faire place, au surplus, à la subjectivité de l'auteur car l'adhésion théorique du journaliste à la ligne de son journal cède très souvent à ses propres appréciations...

On pourrait être tenté d'opposer à cela qu'un nombre notable de médias ayant pure vocation distractive – la presse people typiquement – échappent à cette règle. Pas sûr. Car, après tout, même dans leur genre très singulier, ils prétendent nous dire ce qui est important en des lieux ou des circonstances où règne la futilité.

De même, on peut opposer à la définition que nous donnons ici de l'activité journalistique, l'idée que la vocation du reporter c'est d'abord « de raconter ce qui se passe ». Mais c'est la même chose !

Tout récit structure l'information de telle sorte que le principal s'en dégage ; le reporter sur le terrain se nourrit certes de ce qu'il voit (ou de ce qu'on lui fait voir) mais pour le ré-agencer de telle sorte que se dégage rapidement ce qui compte dans la scène vécue.

2- S'emparer de l'agenda

Pour un grand nombre d'acteurs de la vie publique, la question centrale est la visibilité. Cela vaut, à l'évidence pour les détenteurs d'un pouvoir – ce qui définit déjà un très vaste champ – mais cela vaut également pour les sportifs, pour les acteurs, etc. Le ministre, le maire, le chef d'entreprise, le patron d'une institution publique ou privée, ont besoin d'être visibles. Ils ont besoin que l'image qu'ils véhiculent spontanément contribue à « vendre » ce qu'ils ont à vendre : des décisions politiques, économiques, etc.

Donc, il leur faut être « importants ». Il faut qu'ils construisent une identification par laquelle, dans un réflexe pavlovien, le public ait la certitude que « ça, c'est du sérieux ». Derrière cela, il y a l'acceptation d'une politique, l'obtention d'un marché, celle de crédits etc.

Tout le jeu doit donc consister à imposer l'idée que tout tourne autour d'eux parce qu'ils sont importants... Christian Salmon cite, dans « Story Telling », l'anecdote d'un journaliste discutant à la Maison Blanche avec un cadre de l'administration Bush qui, répondant à une question supposée d'actualité, lui disait en substance : « Ce qui est important, c'est ce dont nous décidons que c'est important, ce autour de quoi nous allons construire des récits ». Ce n'est pas nouveau. C'est l'essence même de la propagande de braquer les projecteurs sur un sujet où l'acteur principal a des arguments à faire valoir, fut-ce pour distraire le public d'une autre actualité. Ce qui est nouveau c'est la généralisation massive par le plus grand nombre d'acteurs du recours à ces procédés. L'importance objective du message qu'on veut mettre en avant n'a aucune importance.

Ce qui compte c'est de faire croire à l'importance objective de ce qui est dit : telle mesure gouvernementale va régler un problème grave (ou dont on déclare qu'il est grave – l'est-il vraiment ?). Ainsi de l'affaire des armes de destruction massive en Irak ou de la sortie d'un film.

Par ailleurs, certains épisodes confondent et interrogent même sur l'éventualité d'une manipulation beaucoup plus subtile, voire sur l'articulation parfois involontaire d'opérations de communication entre elles. C'est le cas lorsque paraît le rapport Gallois, fort embarrassant pour l'ensemble des grands partis de gouvernement puisque leur gestion à tous est indirectement mise en cause. Fort opportunément, va alors être lancé un débat sur le mariage pour tous qui déchaîne les passions. Droite et gauche retrouvent leurs clientèles respectives. Jour après jour, la presse fait sa « Une » sur des aspects au fond très secondaires : combien y-a-t-il eu de manifestants tel jour à tel endroit ? etc. De part et d'autre, on observe une formidable utilisation des techniques de communication pour défendre sa cause : réseaux sociaux, scénarisation des

manifestations pour « fabriquer » des images choc, etc. On a vu s'affronter deux thèses : pour les uns, à droite, le pouvoir n'aurait pas vu qu'en lançant ce thème, il offrait à ses adversaires un beau champ d'action. Il est aussi permis de se demander si les grandes forces politiques n'avaient pas un intérêt convergent à une formidable opération de diversion, à grand renfort de techniques de communication.

Retour à notre question liminaire : qu'est-ce qui est important ?

On dira que c'est là réintroduire le vieux débat sur l'objectivité de l'information et du journaliste et qu'il n'y a jamais eu de mètre étalon. Tout l'intérêt de l'apport des historiens est de nous montrer que certaines hiérarchies de l'information ont, jadis, été totalement faussées, sous la guerre froide par exemple.

On entretient l'illusion qu'on pourrait réduire en équation la communication entre les hommes. D'où aussi la fascination des sondages. C'est un refus implicite de la complexité de la relation humaine. Il y a, dans la vitesse à laquelle ces pratiques se sont répandues comme un lâche soulagement à l'idée d'éviter le subtil, l'irrationnel des comportements humains. On ne peut que relever le rôle de caisse de résonance extrêmement médiocre du net, sauf quelques pépites. Et cette médiocrité même pousse hélas à une communication encore plus médiocre.

3- Les règles du jeu

Il n'y a pas de diffusion possible d'un message hors de la question des conditions potentielles de sa réception. « Suis-je dans un créneau où mon interlocuteur virtuel boit le pastis de la fin de journée, est coincé en voiture dans les embouteillages, s'efforce de lire son journal au bar d'une brasserie en dégustant son café crème? », c'est autour de ces idées que se construisent les récits qui s'efforcent de dominer. Il s'agit de fabriquer un récit digeste et attractif, bref et percutant : la pensée complexe n'a pas de place le plus souvent, le rapport Gallois déjà cité en apporte une démonstration et surtout la séquence qui a suivi (sur le mariage pour tous, cf. supra) où les sentiments dominaient et non point le rationnel.

Il faut toucher plus que convaincre, parler donc au cœur plus qu'au cerveau, toujours être dans le concret. L'abstraction est un handicap majeur (“Donnez nous un exemple...”, demandent sans cesse les journalistes). Pour toucher davantage que convaincre, s'impose une parole proche des gens simples, éventuellement triviale. Songeons à la phrase de Bernard Tapie à propos de ses journalistes de La Provence : « je ne vais pas augmenter mes gars pour qu'ils aillent se payer des putes ».

Conclusion

« Le réel qui nous est donc présenté par l'interaction de ces acteurs est une pièce de théâtre où il est extrêmement difficile d'établir pour soi ce qui est important. La scène se réduit à un jeu de communication des uns contre communication des autres (majorité contre opposition, pro-cesti contre anti-cesti...). Le recours massif à des techniques supposées mieux faire passer le message aboutit à une standardisation du discours mais aussi de ce qui se présente comme un contre discours (discours écologiste, discours antimondialisation). Pour aider à l'acceptation des messages, la préférence donnée à l'émotionnel sur le rationnel conduit à une futilisation des esprits.

Il est naturellement acceptable de faire le choix de soutenir telle communication parce qu'on juge la cause juste, mais jamais en perdant de vue que ceux qui sont les maîtres de l'information ne sont pas les journalistes. Il est assez frappant que la distance critique que revendiquent, avec raison, les journalistes s'applique assez inégalement dans leurs pratiques. Cette distance critique doit pourtant valoir pour tous.

Il n'est pas interdit de tirer la morale de cette domination du « communicationnel » sur l' « informationnel ». L'usage massif de ces supposées techniques est un formidable aveu d'échec en matière de relations interpersonnelles de la part des grands acteurs de la scène publique. On voit bien dans ce qui précède le peu de place laissé à la parole « vraie », à la sincérité, à l'humanité, tout simplement. En sorte qu'il est permis de se demander si certaines formes de fiction ne dépeignent pas mieux le réel que le journalisme lui-même. Du moins doit-on les créditer de se donner pour des fictions, tandis que le journalisme est supposé lui retracer le réel dans les discutables conditions que l'on vient de voir ».

Jacques MOURIQUAND
Journaliste écrivain

Jacques Mouriquand montre les dangers d'une frénésie communicationnelle qui l'emporte sur la qualité de l'information : à trop vouloir communiquer, on ne transmet plus rien : **c'est le nouveau paradoxe de Zénon.**

III.3. UNE NOUVELLE CULTURE MEDIATIQUE

III.3.1. INTERNET : la meilleure et la pire des choses

Dans l'histoire de l'humanité les progrès de toute nature -mécanique, technique- ont fini par l'emporter sur les pratiques, les procédés et les outils traditionnels que la modernité frappe très vite d'archaïsme. Les protestations, les coalitions de toutes sortes qui voulaient s'opposer à l'extension du réseau ferroviaire n'ont pas empêché, par exemple, le développement du trafic ferroviaire qui a profondément modifié l'économie des pays autant que les communications entre les hommes.

Il ne convient plus de tourner le dos aux technologies modernes ; particulièrement bien maîtrisé par les jeunes générations, l'outil informatique est aujourd'hui mondialement utilisé. Faut-il croire à un réel bénéfice pour l'humanité, faut-il croire aux progrès d'un humanisme favorisé par la proximité entre les hommes ?

Dans un article qu'il nous autorise à publier, Daniel CORNU, journaliste, reconnaît les avantages incontestables de ce nouvel outil médiatique ; mais en même temps, il nous met en garde contre tous les dangers qu'il fait courir à la profession de journaliste, en particulier, et à la démocratie en général. La manipulation, dans ce nouvel espace, devient un exercice complètement incontrôlé, s'exerçant comme toujours sur les destinataires les plus fragiles et dans des domaines que les tabous ni la morale ne parviennent désormais à protéger.

Le texte de Jeanine CLOSSET constitue un complément important aux analyses de Daniel Cornu en insistant sur la nécessité d'une formation à la fois éthique et pédagogique favorisant la compétence et la maîtrise véritablement citoyenne de cette immense commodité technologique que représente Internet.

Le dernier mot – comme souvent – à l'écrivain, Rabelais en l'occurrence, dont le précepte ne s'est jamais démenti « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » : la preuve – parfois effrayante - des ravages d'internet n'est plus à faire, les internautes s'exposant parfois au risque de mort.

III.3.2. POUR UNE ETHIQUE DES JOURNALISTES

Intervention de Daniel CORNU

« Daniel Cornu considère qu'il est nécessaire de reconnaître et d'encourager la responsabilité des internautes. En effet, comme il l'affirme dans la conclusion, la démocratisation de la communication a créé un malentendu : penser que « nous sommes tous journalistes ». Pourtant, le fait d'adopter des pratiques du journalisme ne revient pas à exercer le journalisme.

« En opposition à certains usages répandus sur le Web, le journalisme se reconnaît dans la loyauté des méthodes envers les sources et dans la mise en balance des informations en regard de l'intérêt public ou d'autres biens dignes de protection »

Yeni SERRANO

Université de Strasbourg

A propos du livre de Daniel CORNU :

« Tous connectés ! Internet et les nouvelles frontières de l'info »
(Genève, Labor et Fides, 2013)

Daniel Cornu a reçu, le 2 février dernier, le titre de Docteur Honoris Causa de l'Université de Louvain.

Nous publions le discours qu'il a prononcé à cette occasion dans le cadre du thème « Tous connectés, un levier pour la démocratie » :

« Aujourd'hui le statut du journaliste se fragilise. Les contours de la profession étaient déjà flous. Avec l'entrée dans nos mœurs de l'Internet et de tous les nouveaux moyens de communication, ils se brouillent.

Le réseau Internet offre un formidable espace à l'expression de chacun. Il ne fait plus des médias un passage obligé du débat public. Il ouvre à tous de nouveaux canaux d'information et de discussion. Il offre surtout une voie nouvelle aux demandes de légitimation adressées aux divers pouvoirs politiques ou sociaux, pour suivre l'une des thèses de Jürgen Habermas.

La légitimation – Au nom de quoi ? A quelles fins ? – se situe au centre même du questionnement éthique.

Que devient alors le journalisme ?

Les journalistes perdent de leur autorité. Ils ne sont plus seuls à « raconter le monde ». Ils ne sont plus seuls à disputer aux pouvoirs le privilège de définir l'ordre du jour de l'actualité. La hiérarchisation des nouvelles leur échappe de plus en plus. En tant qu'analystes, ils tendent à s'effacer, laissant la place aux experts, qui s'expriment sur des blogs. Les journalistes sont de moins en moins présents, enfin, comme témoins privilégiés des événements. Le réseau est désormais inondé de témoignages et d'images en provenance directe du terrain.

Sur l'Internet, les journalistes et les médias en ligne seraient-ils désormais condamnés à n'occuper plus qu'une niche ? Quelques tâches essentielles continuent de leur appartenir.

La plus ambitieuse est l'enquête, la recherche de faits cachés. Mais d'autres tâches ne sont pas moins nécessaires : le tri et la mise en forme des innombrables contenus offerts sur le réseau ; leur validation ; la mise en évidence des plus originaux. Et encore, ce rôle aujourd'hui trop souvent perçu dans la profession comme dévalorisant : l'organisation de débats, l'animation de conversations. Rôle pourtant essentiel dans la formation de l'opinion publique en démocratie.

Tout cela laisse un espace appréciable au journalisme. Sous deux conditions, que ne partage pas nécessairement chaque internaute : la recherche d'un intérêt général, justification ultime de l'information en démocratie ; le respect de valeurs éthiques au fondement de l'activité d'informer.

En référence à ces valeurs fondamentales, les journalistes ont établi au fil du temps des chartes de déontologie. Or des pratiques nouvelles bousculent certaines de leurs normes. Il convient donc de les repenser sans cesse. Mon activité de médiateur de presse, étendue depuis cinq ans à la presse en ligne, m'a conduit à cerner quelques zones critiques. Elles ne sont pas exclusives, il en existe d'autres.

Au regard de la valeur de liberté, la présence sur les forums d'insultes, de grossièretés, de propos racistes et antisémites, la plupart du temps encouragés par le recours à des pseudonymes, voire par l'usurpation d'identité. Les forums de discussion favorisent l'éclosion de la libre parole. Par l'abus de l'anonymat, ils se transforment trop souvent en poubelles de la démocratie.

La plupart des observateurs considèrent, à la façon de Tocqueville, que ces dérives sont le prix à payer pour l'accès de tous à la liberté d'expression. J'en conviens. Mais que les sites journalistiques, que les versions en ligne des médias, au moins, s'en préservent ! Eux qui ne se réclament pas seulement de la liberté, mais aussi d'autres valeurs.

Et précisément au regard de l'une d'elles, la vérité, plusieurs attentes nouvelles se font jour, à commencer par une exigence de transparence.

Comment assurer sur le réseau la « traçabilité » de l'information sans déroger à la protection des sources ?

Comment intégrer dans les journaux télévisés les images fournies par des amateurs éclairés, mais souvent incontrôlables, sans risquer de compromettre la stabilité du discours informatif ?

Comment tirer parti des contenus originaux évoqués plus haut, sans tomber dans le piège de la rumeur ?

Au regard du respect de la personne, enfin, le changement le plus important tient à la nouvelle délimitation de la vie privée. Avant l'Internet et les réseaux sociaux, ce qu'une personne rendait visible pouvait être automatiquement considéré comme public par les médias traditionnels, dès lors que cela répondait à un intérêt général. Sur le réseau, certains contenus mis en ligne, et donc visibles, ne sont pas pour autant publics.

Côté face, c'est étendre le territoire de la visibilité en dehors du champ médiatique – et donc accroître la prise de parole démocratique. Côté pile, c'est admettre que des contenus mis en ligne ne sont pas tous destinés, et sans conditions, à une reprise par les médias traditionnels et par leurs sites Internet, qui les cristallisent et leur confèrent une audience non prévue et une pérennité non désirée.

J'arrête là ce rapide inventaire. Tous connectés, en effet. Un levier pour la démocratie ? Sous les régimes qui l'ignorent, dans les pays où elle reste fragile, sans aucun doute. Dans nos pays qui s'en réclament, je m'en voudrais de ne pas l'espérer. Cela nécessitera encore des adaptations et des réglages, qui engageront au premier rang la responsabilité des journalistes et des médias ».

Daniel CORNU

Journaliste et universitaire suisse.

Il a été rédacteur en chef du quotidien « La Tribune de Genève ».

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'éthique du journalisme, discipline qu'il a enseignée aux universités de Genève, Neuchâtel et Zurich.

III.3.3. SAVOIR S'INFORMER A L'ERE DU NUMERIQUE

A l'heure du Web 2.0 et des réseaux sociaux les informations vont et viennent sur la toile sans que nous puissions prendre le temps de les trier, les analyser, les comparer, les valider pour s'assurer de leur provenance et surtout de leur pertinence.

Selon un sondage IFOP de février 2012, Internet est un média devenu quasiment incontournable dans la vie quotidienne. Une large majorité (73%) affirme ne plus pouvoir « se passer d'internet dans la vie de tous les jours ». Ce point de vue est largement répandu dans les différentes catégories de population et il est plus particulièrement accentué au sein des deux groupes les plus fortement en affinité avec internet : les 15-24 ans et les cadres. 14 % d'entre eux le qualifie « de source d'information par excellence ». Plus d'un tiers de cette même tranche d'âge (35%) choisit cette assertion : « Internet est une source d'informations qui remplace les journaux car il permet de trouver toutes les informations ». Son utilisation pour la recherche d'informations s'accompagne d'une désaffection pour la lecture de la presse papier.

On ne peut pas de nos jours parler d'information et de manipulation sans se pencher sur la source incontournable qu'est internet. La grande difficulté, avec le numérique, provient du "brouillage des cartes" ou des frontières du document, induit par la numérisation, « je l'ai trouvé sur Internet » est devenu le « dicton d'autorité personnelle », selon la formule de Régis Debray.

Ces informations, objets d'écrits parfois anonymes altèrent aujourd'hui les documents diffusés sur Internet, déforment les faits et sont parfois l'objet de graves mensonges allant jusqu'à faire et défaire nos réputations sur la toile et dans la vraie vie.

La désinformation est réelle et il est important de savoir qu'elle n'est plus aujourd'hui le simple fait de personnes de mauvaise foi mais bien souvent de personnes qui se contentent de répéter, de déformer parfois, ce qu'ils ont entendu dire tout en donnant l'air de connaître et de maîtriser le sujet. La manipulation de l'information peut aussi être un acte volontaire et conscient de déformation des faits dans un but de nuire.

Elle peut être aussi l'occasion de détourner l'attention tout en donnant du relief à des informations banales et en cachant bien sûr l'essentiel.

A l'heure d'une cybercriminalité galopante et d'un journalisme qui cherche à trouver sa place dans le traitement pertinent de l'information, les exemples d'attaques et de dénis informationnels ne manquent pas.

Rappelons les difficultés principales auxquelles on se trouve confronté face à cette masse d'informations :

- La première de ces pollutions est la plus connue : la surabondance d'informations, le trop-plein de résultats. Ici, l'identification des informations utiles reste indispensable ainsi que l'utilisation d'outils de recherche fiables capables de traiter de grandes masses de données.
- La deuxième, concerne directement notre propos : il s'agit de la désinformation, délibérée ou non, et de la médiocrité de l'information. Ici, soulignons seulement ce point essentiel : pour évaluer la qualité d'une information ou d'un document, aucun outil ni procédé technique ne pourra jamais remplacer le jugement humain ; l'information n'existe pas en soi, elle est toujours le produit d'une interaction, d'un regard humain sur un objet, sur une situation.
- De même, la capacité à identifier les informations trouvées est également décisive, face aux deux autres info-pollutions : la manipulation par des informations dangereuses (sites négationnistes, fondamentalistes, racistes, de sectes, etc.) et l'invasion publicitaire (notamment pour la distinction, pas si évidente pour les usagers, entre les liens sponsorisés et les résultats dans un moteur de recherche).
- Quelques exemples de possibilités pour manipuler l'information :
 - la création de faux sites se voulant bien renseignés ;
 - les manipulations des réseaux sociaux sur lesquels de fausses informations peuvent être diffusées ;
 - la corruption des médias ;
 - l'ingérence des pouvoirs politiques dans les grosses sociétés de télévision.
- Dans le film AVATAR de James Cameron, le héros, au milieu du film, ne déclare-t-il pas *« Les gens qui convoitent la richesse de leurs voisins font tout pour dénigrer le peuple adverse et justifier une prise du territoire par la force »*.

Bref avec toutes ces possibilités, y-a-t-il toujours moyen de vraiment savoir ce qu'il se passe dans le monde ?

Valider l'info sur Internet : Quels outils pour éduquer ? Quelles cultures développer chez les jeunes ?

"Savoir s'informer" revient à donner à tout citoyen les outils qui lui permettront de résister à l'endoctrinement ou tout bêtement à la désinformation. Il est indispensable de développer « la capacité des internautes à filtrer, identifier, évaluer l'information, les modalités du jugement de la crédibilité, de la validité et de la pertinence des ressources trouvées sur le Web, mais aussi la lutte contre les info-pollutions de toutes sortes et, in fine, la démonstration d'une autonomie de jugement » pour reprendre les termes d'Alexandre Serres (maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Université européenne de Bretagne, Université Rennes 2). Nous sommes là face à un « enjeu éducatif majeur », voire « une condition de survie » dans notre société.

Le rôle de la « culture générale », notamment historique et scientifique, en tant qu'ensemble de savoirs de base, de repères généraux sur le monde, semble primordiale pour cerner la crédibilité d'une source, pour évaluer la qualité d'une information, etc. Elle ne peut pas être dissociée de la culture informationnelle, ou info-documentaire qui permet la connaissance et la maîtrise des outils et des méthodes de recherche, des sources d'information, etc. ; mais aussi la compréhension de quelques notions fondamentales de l'information (notamment les notions de source, de document, de support ou d'indexation). Aux côtés de la culture informationnelle, se situe la culture des médias, la connaissance des sources médiatiques, de leur fonctionnement, de leurs règles, de leurs enjeux, etc. Là où la culture info-documentaire met l'accent sur les méthodologies de la recherche et de l'exploitation de l'information, la culture des médias place au centre la connaissance des sources, des modes de traitement, des circuits de l'information.

Enfin, quelle place donner à la connaissance des outils et des techniques numériques ? Certains parlent de « culture numérique ». Que recouvre-t-elle, quels savoirs ? Est-ce vraiment une culture ? Je n'affirmerai rien mais il est certain que l'utilisation quotidienne d'Internet, des réseaux sociaux, de Google, des multiples applications du Web, confère de facto aux internautes une nouvelle culture et leur offre un large éventail de connaissances et une possibilité de jugement personnel et d'évaluation de l'information.

Jeanine CLOSSET

III.4. LES DANGERS D'UNE INFORMATION PRECIPITEE :

« Redonner » du temps au temps

« Les gens ont le droit de savoir » : avec cette formule rebattue, les journalistes justifient souvent leur précipitation à rapporter des faits sans pouvoir prendre un minimum de recul et à mélanger réalité et approximation. Les moyens modernes de communication font de l'immédiateté une règle, des critères économiques priment sur un minimum d'objectivité... Déjà fragile par nature, le savoir contemporain oublie qu'il ne peut s'épanouir que dans la diversité, accessible avec le seul recours du temps...

Dans le dernier numéro du Nouvel Observateur, la philosophe Myriam Revault d'Allonnes déclare : *« Quant au thème de l'accélération, il est l'un des éléments constitutifs de la modernité et on le trouve déjà chez Condorcet (il s'agit de la conception temporelle de la citoyenneté). En réalité, il y a, dans le monde contemporain, la tentation d'attribuer à la catastrophe le rôle qu'avaient le destin chez les Grecs et le progrès chez les Modernes »*. Il suffit d'analyser l'agitation médiatique quotidienne pour illustrer ce propos : dans une période d'inquiétude face à l'avenir, on nous « rassure » avec une actualité voulue comme désastreuse qui a pour seul mérite d'avoir lieu ; on n'hésite pas à l'amplifier par les sous-entendus, à la souligner par voie d'affichettes chez les dépositaires de presse, à en faire de gros titres de couverture... Un fait divers banal, tel un drame passionnel, est vite présenté comme une preuve de l'évolution de l'insécurité dans un quartier ; un projet de loi est annoncé comme une loi votée ; un mis en examen est déjà condamné... N'oublions pas que les médias sont à la fois en guerre contre leur propre statut qui les condamne à être rapporteurs quand ils rêvent d'être acteurs, et entre eux car il convient d'être le premier à dire pour être le premier à vendre !

La crise de la presse écrite, commencée avec l'apparition de la télévision et considérablement renforcée par internet, s'amplifie sans cesse. Des titres disparaissent (notamment dans la presse d'opinion), les restructurations-concentrations au profit de grands groupes industriels et financiers induisent une dangereuse banalisation de l'information et un désintérêt croissant des lecteurs. Dans une récente question au gouvernement, le député Jean-Paul Lecoq précisait qu'en Normandie (fief du groupe Hersant) seulement 18% des habitants achètent un journal (et encore pas tous les jours !). Un très intéressant rapport au ministre de la Culture et de la Communication de février 2007 « *La presse au défi du numérique* » Marc Tessier Maxime Buffet éd. La Documentation Française) présente des graphiques alarmants sur la chute régulière des tirages.

Malgré des aides publiques conséquentes qui ne suffisent pas à compenser les pertes d'annonces publicitaires parties vers les supports gratuits ou internet, la presse écrite dont les qualités professionnelles des rédacteurs ne sont pas toujours à mettre en cause passe son temps à chercher de nouvelles formules (concernant la forme et non le fond) pour faire mieux avec moins de moyens (elle n'est pas la seule !) et visiblement ne réussit pas : nous sommes tous bien souvent déçus par nos supports favoris, soumis aux pressions du commerce et de la séduction facile. Et pourtant quel merveilleux moyen que l'écrit pour prendre le nécessaire recul critique, revenir en arrière, prendre le temps de confronter les points de vue, ne pas s'enliser dans le fait mais lui chercher un sens !

Admirable outil qui donne accès à une pluralité d'opinions au profit du plus grand nombre, dans une parfaite immédiateté, internet serait désormais devenu la solution pour tout diffuser et éviter les manipulations de spécialistes parfois mal intentionnés. Tout citoyen sachant à peu près écrire sur un clavier devient un acteur social que l'échange peut conforter même dans des rapports conflictuels. Mais n'importe qui peut écrire n'importe quoi et le risque perdure de trouver des innocents qui prennent le faux pour le vrai. La facilité d'accès, le prestige de la modernité vont induire des comportements parfois irrationnels que la société a bien du mal à gérer. Le pouvoir doit émaner des individus citoyens mais ces derniers méritent quelques repères que la logique « postmoderne », avec son incessante accélération ne leur donne plus.

Mobilisons-nous pour redonner « du temps au temps », seule perspective pour voir mieux clair. Je me permets de vous renvoyer à un compte rendu du « Monde » à propos du livre d'Harmut Rosa, « *Une critique sociale du temps* » : « *Toute action moderne semble dépossédée du temps. Comme l'explique le sociologue et philosophe allemand Harmut Rosa dans son essai sur la société de l'accélération, les sphères politique, économique et personnelle sont emportées par cette dictature de l'urgence qui nous fait réagir et non agir, nous agiter quand il faudrait se poser sinon se reposer. C'est un enseignement pour ceux qui nous gouvernent : ce qui est fait contre le temps, le temps l'oubliera. Jamais mille précipitations n'ont fait une lenteur.*

François ROBERT

Chapitre IV : Peut-on défendre une manipulation positive ?

IV.1. Des cas de manipulation positive

Admettre l'existence d'une manipulation positive, c'est peut-être justifier l'adage bien connu – et qui a parfois fondé des idéologies et des démarches suspectes – « *la fin justifie les moyens* ». Le problème s'est déjà posé lorsque nous avons évoqué le vocabulaire de la manipulation et les distinctions établies entre convaincre, éduquer, convertir, influencer et manipuler. Chacune de ces postures poursuit des objectifs spécifiques différents, mais recourt à des moyens de persuasion identiques, en particulier l'art de la parole, les techniques d'argumentation alliées à la force des convictions, la mise en lumière, et surtout la mise en relation, d'événements parfois dispersés qu'on rassemble en vue d'une cohérence argumentative ; cette méthode détermine l'élaboration du dossier judiciaire de « l'Etranger », le roman d'Albert Camus cité dans un autre chapitre.

Il est un autre domaine qui donne l'image – au sens propre – de la manipulation, c'est le cinéma. Il n'est pas innocent que les grands régimes totalitaires se soient donné une industrie cinématographique florissante, et des experts en matière de langage filmique. Il existe toute une anthologie de la propagande, dont le film « Le juif Süß », en 1940, exemple emblématique de l'antisémitisme au cinéma (évoqué dans un précédent livret, au chapitre des stéréotypes)*.

L'équivoque mérite d'être clairement levée entre les différentes démarches argumentatives visant à répandre une idée, à instaurer des comportements ; un exemple significatif pourrait y aider en dehors de toute polémique. Si l'on prend une question importante comme celle de la protection de l'environnement (qui comporte incontestablement des enjeux économiques et politiques), il n'est pas scandaleux de vouloir convertir les hommes – en particulier les jeunes générations scolarisées – aux nécessités de l'écologie ; cette conversion s'appuie sur des campagnes publicitaires, sur des émissions télévisées, sur toute une littérature ; elle est largement relayée dans tous les médias et, depuis peu, appuyée par une législation. Elle ne peut donc pas être assimilée à une démarche de manipulation puisque, d'abord destinée à informer le citoyen, elle contribue à l'éduquer et à l'édifier.

Les événements évoqués ci-après peuvent être portés au crédit d'une manipulation positive dans la mesure où les résultats de la démarche mise en œuvre font triompher l'éthique du droit, de la justice et de la vérité.

4.1.1. LES GRANDES AFFAIRES EMBLEMATIQUES

Si Sacco et Vanzetti périssent, au terme d'un procès truqué, d'une propagande xénophobe et d'une justice partielle, deux grandes campagnes au service de la vérité, contre la haine et les préjugés, obtiennent la réhabilitation de Jean Calas et du capitaine Dreyfus. La presse se mobilise très largement à l'occasion des deux affaires, et les Français se livrent à une véritable bataille rangée. Monument de rhétorique argumentative, le « J'accuse » de Zola est désormais inscrit dans la légende médiatique.

Coupable d'être protestant

Lorsque Voltaire entend pour la première fois parler de l'affaire Calas, il croit d'abord à la culpabilité de l'accusé, et considère l'affaire comme une manifestation du fanatisme religieux qu'il n'a cessé de combattre toute sa vie et qui aurait motivé le crime commis par le vieux protestant toulousain. Examinant par la suite toutes les pièces du dossier, Voltaire y découvre les ressorts d'une formidable machination étayée de preuves fallacieuses et alimentée par les haines religieuses particulièrement tenaces depuis la révocation de l'Édit de Nantes ; au terme d'une enquête, Voltaire acquiert la conviction qu'il s'agit d'un « meurtre juridique » causé par le fanatisme religieux. Il lance une campagne dans l'opinion publique française et européenne qui entraînera la réhabilitation du condamné et de sa famille : le célèbre « Traité sur la tolérance » consignera la mémoire de l'affaire. Cette première grande campagne de presse de notre histoire française contribuera très largement à asseoir le pouvoir de la presse ; Voltaire, quant à lui, gagnera le titre de *justicier des Lumières*.

Par la suite, des thèses contesteront les conclusions de Voltaire, elles imputeront la réhabilitation de Calas à ses seuls talents, dont un art consommé de la manipulation de l'opinion, l'efficacité de son entreprise reposant en grande partie sur l'utilisation argumentative de l'ironie. Fustigeant le fanatisme et l'hystérie des badauds rassemblés devant la maison de Jean Calas, le soir de la mort du fils, Voltaire déclare « *qu'une vieille bigote un peu sourde affirma qu'elle avait entendu sonner les cloches* ».

L'affaire judiciaire se caractérise principalement par l'absence de preuves et le combat mené par Voltaire en faveur de la tolérance, contre l'arbitraire de la justice, finit par dépasser largement les destins individuels des protagonistes.

Mais faut-il condamner une démarche de manipulation de l'opinion – et des institutions – qui parvient à innocenter un accusé, ou une procédure judiciaire approximative et bâclée qui, orchestrant l'opinion en faveur de ses thèses, condamne un innocent à la torture et à la mort : des moyens identiques servent en l'occurrence des fins incomparables et le pouvoir de la manipulation (par voie de presse en l'occurrence) est tel qu'il l'emporte sur l'institution judiciaire.

Coupable d'être Juif

Il n'est pas nécessaire de développer les détails de l'affaire Dreyfus, les antagonismes et les violences qu'elle a engendrés. L'opinion se divise en deux camps irréductibles. D'un côté, les dreyfusards se réclament de la défense de la liberté individuelle, de la recherche de la vérité et de la justice, et ils réclament la révision du procès. Ils se regroupent derrière la Ligue des droits de l'homme, fondée à l'issue du procès de Zola autour de Clemenceau et de Jaurès. De l'autre, les antidreyfusards veulent défendre l'intérêt supérieur de la patrie, l'honneur de l'armée et accentuent leur campagne antisémite ; ils forment la Ligue de la patrie française. Les deux camps mènent une campagne farouche dans laquelle la presse est évidemment engagée. Les journaux multiplient les articles contradictoires, les dessins humoristiques : l'antisémitisme bat son plein. On peut cependant parler d'un « conflit de manipulations ». D'un côté le mensonge, le parti pris, le préjugé et une équation sommaire : « il est juif, donc il est coupable ». Cette frange ne désarmera pas devant la découverte du vrai coupable, refusant la révision du procès. De l'autre, l'honnêteté morale qui refuse l'arbitraire, combat le racisme, et s'élève de la cruauté du verdict et de la sanction. La vérité l'emporte cependant, les preuves accablantes qui pèsent sur le vrai coupable rendant impossible la permanence du mensonge.

Des mobilisations de cet ordre sont parfois désignées du terme de croisade. D'une croisade en faveur de l'innocence, et d'une croisade en faveur de la culpabilité, quelle est celle qui relève de la manipulation nocive ? L'une de ces démarches, que la haine aveugle, ne recule ni devant le mensonge, ni devant l'injustice. Mais on peut admettre qu'une manipulation positive l'a emporté en faveur de la réhabilitation de l'accusé.

La question de la manipulation se pose encore de manière plus flagrante dans le film « No » qui raconte l'échec du référendum de Pinochet.

4.1.2. UN FILM REMARQUABLE : « NO » (de Pablo LARAIN)

Voici une œuvre très singulière qui porte sur la dictature de Pinochet et sur la révolution un regard insolite, dépourvu de tout manichéisme. A l'issue d'un référendum où le « non » l'emporte, Pinochet devra donc abandonner la présidence ; il n'a pas été victime d'une idéologie révolutionnaire, ni de l'action militante des partis de gauche (qui ont contesté et le film et la campagne pour le « non », mais d'une simple manipulation publicitaire.

Les deux campagnes, en faveur du « oui » ou en faveur du « non », s'inscrivent encore dans un procédé manipulatoire qui caractérise toutes les démarches électorales. Il s'agit de savoir peser sur l'opinion et d'obtenir la majorité des suffrages. Parmi les moyens utilisés, le plus courant consiste à dénoncer les mensonges de l'adversaire.

Les partisans de Pinochet exaltent les « réformes » opérées, mais font le silence sur les massacres et les persécutions. Les progrès techniques, l'amélioration de l'emploi, la qualité du niveau de vie, sont mis en lumière pour faire croire à une politique sociale ; mais on joue surtout sur la peur afin de faire barrage au monstre suprême : le communisme. Au total une campagne profondément démagogique qui, malgré ses « falsifications » porte encore la marque de la dictature.

Les partisans du non renoncent délibérément à toute argumentation politique ; ils se refusent à exhumer les témoignages sinistres des répressions et massacres dont le gouvernement s'est rendu coupable ; Pinochet ne sera l'objet d'aucune attaque : les opposants mettent sur pied une vaste campagne publicitaire aux objectifs euphoriques dont le retour à la démocratie, promesse de liberté et surtout de bonheur. Au service de ce projet, les méthodes publicitaires les plus éculées : clip-vidéos aux couleurs chatoyantes, majorettes et kermesses, feux d'artifice où le « non » éclate dans le ciel en gerbes lumineuses. Résultat : la victoire du « non » qui entraîne la fin de la dictature ; ce qu'aucune démarche d'opposition n'aurait jamais pu obtenir. Le cynisme n'est pas loin : la pub version Coca-Cola ou Hollywood Chewing Gum met à bas Pinochet.

Aux dires mêmes de son auteur, le film reste l'histoire d'une victoire équivoque, dépourvue de toute éthique véritablement politique, ce qui explique

le désaveu des partis de gauche. La démocratie est traitée comme un produit marchand qui garantira le bonheur. Or, le dénouement montre que rien ne change vraiment : le spectateur – et le citoyen – attendent en vain le « happy end » ; le bonheur promis n'est pas acquis et une dictature marchande succède insidieusement à la dictature politique.

A travers cette mise en échec de Pinochet par une campagne publicitaire, *No* montre en filigrane la montée en puissance de la publicité, la suprématie du discours marchand, comme le souligne l'auteur du film :

« Mon film dit que la publicité est quelque chose d'incroyablement dangereux. Elle a aidé à changer le destin de notre pays : mais nous avons aussi été les outils du capitalisme et le Chili est devenu un centre commercial géant, détenu par moins d'une dizaine de personnes. La pub est comme une arme, vous pouvez vous en servir pour combattre, ou vous blesser avec ».

Cette victoire du mercantile sur le politique et la puissance de la manœuvre publicitaire, inciteraient à croire qu'il n'y a pas de manipulation véritablement positive, et qu'une telle démarche, dénaturant même les objectifs poursuivis, s'exerce au détriment des valeurs démocratiques.

Il convient alors de demeurer prudent avec les analyses de Fabrice d'Almeida qui, dans son livre « La manipulation », se livre à une inhabituelle apologie de la manipulation.

Alain BANDIERA

IV.2. UNE APOLOGIE DE LA RUSE : SYNTHÈSE DU LIVRE « LA MANIPULATION » DE FABRICE D'ALMEIDA

Le projet de ce livre est d'étudier dans sa totalité le territoire vaste et presque illimité des manipulations qui sont aujourd'hui présentes dans une infinité de situations de notre vie quotidienne.

Le mot « manipulation » lui-même fait surgir *« un ensemble d'images mentales, de croyances et de préjugés qui accompagnent certains comportements »*.

Trop souvent l'on condamne la manipulation en bloc. Mais ce terrain, écrit Fabrice d'Almeida, est loin d'être aussi manichéen qu'il y paraît. Les méthodes les plus dégradantes côtoient des procédés, somme toute, légitimes. Le projet de l'auteur est d'essayer d'évaluer la portée de chacun et, au passage, de réhabiliter la ruse dont la disparition, pense-t-il, signifierait purement et simplement la fin de l'intelligence tactique. Or, démontre-t-il, ruse et manipulation entretiennent un rapport similaire à la stratégie. *« Et la stratégie oriente toutes nos relations sociales : familiales, professionnelles, religieuses... La peur de la manipulation et l'idéologie craintive de ceux qui la distillent trahissent le malaise de nos sociétés devant l'intelligence trop grande, trop forte, hors des normes uniformisées de nos cerveaux moyens. »*

Les sociétés démocratiques vivent en tension entre un désir de vertu et la réalité humaine faite de calcul et de tramage. *« Et si la manipulation était le signe flagrant de la vitalité des sociétés démocratiques ?... »*

... Au fond, la manipulation est la face cachée de la transparence rêvée par les philosophes libéraux ».

Le livre se veut donc une invitation à vaincre la peur de la manipulation, *« un voyage au pays des merveilles et des troubles de l'intelligence stratégique »*.

Pour embrasser la complexité des phénomènes manipulatoires sans tomber dans les amalgames et les caricatures Fabrice d'Almeida choisit **une réflexion historique**.

Réflexion Historique

Pour l'auteur, le vocable « manipulation », qui traduit globalement une série de procédures et de moyens mis en œuvre pour obtenir le consentement de l'autre, n'a pas toujours existé. L'apparition du terme, est liée à un moment particulier de notre histoire et témoigne de l'émergence de nou-

velles conceptions relatives aux échanges interpersonnels. Le terme s'impose au début du XVIII^e siècle quand émerge la notion de sujet politique (1760 dans un dictionnaire, avec le sens figuré que nous lui prêtons, de manipuler une personne). Avec les philosophes des Lumières un perfectionnement de la connaissance politique ouvre le regard des contemporains sur des modes plus subtils d'influence. La complexité des informations et leur traitement naissant sous la forme de journaux rend plus difficile le démêlage du vrai et du faux. Les savants imaginent des systèmes politiques qui doivent limiter la place de l'occulte. Ils posent d'une manière neuve le rapport à la domination. Naît un nouvel univers mental qui, par le libéralisme, fonde la modernité.

Au siècle suivant, le terme « manipulation » sert à critiquer les nouvelles méthodes de conditionnement psychique (**Conditionnement, viol psychique, embrigadement, endoctrinement**), avant de faire basculer la réflexion d'une approche personnelle à une focalisation sur la politique de masse (**Manipulations collectives, propagande et désinformation**).

Valeur créatrice de la pensée stratégique : La ruse

Avant le terme « manipulation », la ruse régnait en maîtresse.

L'auteur, en étudiant la ruse, comme modèle ancien de la manipulation, fait apparaître une dimension recevable de la manipulation qui valorise la valeur créatrice de la pensée stratégique.

Les anciens Grecs, pour évoquer la ruse, utilisaient le terme de mètis qui avait aussi le sens d'« intelligence ». « *La ruse est une habileté technique, une capacité à inventer des solutions, lorsque surgissent des difficultés* ». Il est donc légitime de mettre à profit son intelligence pour contourner les contraintes.

Le personnage de « Renard » (si célèbre que son nom propre s'est substitué au nom commun de goupil) a laissé dans la légende le souvenir d'un personnage particulièrement malin qui triomphe à la fois de la sottise et de l'arrogance des puissants : le Roman de Renard serait donc le roman d'une revanche sociale, célébrant le triomphe des gueux. L'équivoque demeure toutefois puisque la ruse répond aux manœuvres de la manipulation : affrontement où l'emporte la loi du plus « rusé » mais où éclate aussi la suprématie de l'intelligence. N'est-ce pas le ressort même de tout le théâtre comique où doctrines et calculs sont allègrement déjoués ?

« Ainsi, la ruse partage avec la manipulation, l'usage extrême de l'intelligence pour triompher de l'autre, maniement du secret et de la feinte, détournement de la technique et des savoirs pour tromper l'adversaire ».

Mais la pensée stratégique passe aussi par la capacité à pousser un individu à agir presque à son insu contre ses intérêts. L'usage que l'on en fait se révèle être au centre de la réflexion qui donne donc à la ruse deux acceptions. D'un côté, survit la vision de la ruse comme expression pure de l'intelligence et donc comme susceptible de duplicité mais aussi de grandeur. De l'autre, le mot signifie le mensonge, avec un caractère négatif. La ruse peut être diabolique et devenir escroquerie.

« La délimitation légale de l'exercice de l'intelligence laisse ouvertes toutes les possibilités dont des types d'attitudes répréhensibles au regard de la morale mais légalement admissibles ».

Les anciens Grecs considéraient que seuls deux animaux étaient doués de mêtis : le renard et la pieuvre. Entre le renard et la pieuvre, il existe aujourd'hui la distance de la ruse à la manipulation. Le renard reste connoté assez positivement et qualifie des personnes qui, sans sortir des règles du jeu social, en tirent profit. L'homme rusé jouit du système, il ne le remet pas en cause. La pieuvre correspond à un autre comportement. Par son caractère obscur et barbare, elle incarne l'intelligence stratégique dévoyée dans une modernité où tout devrait être visible. La transparence suppose la rectitude des comportements et rejette ceux qui biaisent.

« La manipulation comme système de représentation péjoratif de la ruse est fille de la modernité politique. Elle en est un des repoussoirs ».

Conclusion

L'histoire de la manipulation depuis sa naissance au XVIII^e siècle montre *« la quête effrénée de nos sociétés pour que les citoyens jouissent d'une plus grande liberté sans subir le joug des princes ou de leurs pareils »*. La dénonciation de la manipulation de masse allait en ce sens. Mais en se généralisant les techniques de manipulation sont devenues si courantes qu'elles pénètrent toujours plus dans la sphère privée. *« La loi ne peut plus juguler cette expansion, alors que les citoyens réclament sa protection et, contradictoirement, utilisent des ficelles douteuses aux marges de la loi pour mieux berner leur prochain »*.

L'épithète de « manipulation », et ses usages pleins d'amalgames, cache au fond le caractère insupportable d'un monde où la transparence est dénaturée par la concurrence. Là réside la faille du libéralisme.

Aujourd'hui la confusion de la notion écrase toute justification des feintes, voire du jeu.

Et, Fabrice d'Almeida nous interroge : « ***Faute de conserver une place à la ruse et à l'intelligence calculatrice, nos sociétés ne risquent-elles pas de mourir par manque d'imagination ?*** »

Huguette RUBIO

CONCLUSION

Se protéger contre la manipulation

Sur le mode humoristique, le texte de Gérard Millet dénonce une manipulation permanente, apparemment anodine, qui s'exerce insidieusement sur le citoyen dans sa vie quotidienne ; la publicité, à cet égard, en est la manifestation la plus flagrante. L'humour permet aussi de reconquérir une distance par rapport aux messages qui veulent nous manipuler ; il est la première manifestation d'une lucidité critique qui déjoue les subterfuges de la manipulation.

« JE VAIS ME REVEILLER »

Voilà, je me jette à l'encre. Je vais enfin pouvoir révéler la vraie nature de l'Être humain. C'est un manipulateur. Oui, vous avez bien lu : un manipulateur, car enfin, ce qu'il dit, ce qu'il fait, n'est-ce pas pour en tirer un avantage personnel ? Il faudrait qu'il soit fou ou inconscient pour ne pas guider ses congénères sur le sentier de ses propres intérêts, pour ne pas provoquer chez ces derniers une réaction conforme à ses attentes, pour ne pas les mettre au service d'un objectif savamment préétabli à l'aide d'attitudes et d'actes, de paroles et d'écrits. Manipuler, c'est donner aux autres à voir, à entendre et à lire des éléments choisis en fonction d'un but préétabli. C'est semer les germes de la réaction souhaitée. Chaque Être humain s' imagine alors en petit dieu regardant les autres s'agiter sur un terrain qu'il a lui-même déterminé.

Ce soir nous sortons insatisfaits d'une représentation théâtrale. Les comédiens ont toutefois été chaleureusement encouragés par des applaudissements nourris et rythmés. Devant leur piètre prestation nous avons seulement envie d'applaudir poliment. Ce fut impossible puisque la production avait intelligemment glissé dès le tomber du rideau une musique entraînante, du type de celles qu'on entend dans les cirques et sur lesquelles nous dressons les enfants à battre les mains en rythme. Dressage efficace qui produit à long terme un public servile, répondant ainsi en un réflexe pavlovien aux attentes de ceux qui tirent les ficelles ! A vrai dire, nous avons été davantage impressionnés par les figurants consommateurs engagés par une grande marque d'alcool vus à l'œuvre dans un débit de boisson quelques heures auparavant...

C'était le dernier acte d'une journée enrichissante. Enfin pas vraiment puisque c'était celle des courses hebdomadaires. Une de ces journées où le volume d'achats à la sortie du magasin ne correspond en rien aux prévisions. Comme d'habitude les files d'attente aux caisses s'étiraient entre les premiers rayons et les conso-râleurs étaient invités par une suave voix féminine à passer dans l'espace de sortie rapide. Tentant. Voilà comment, ne souffrant aucune attente, nous nous retrouvons à scanner nous-mêmes nos achats pour établir notre propre facturation. Le contrôle du consommateur par lui-même est ainsi une des grandes réussites de notre société. Initié avec succès par la SNCF, l'auto-compostage a ainsi supprimé les poinçonneurs. La manipulation est simple, efficace et gagnante. En diminuant les charges de personnel, le temps d'attente aux caisses augmente et le consommateur pressé va vers ces espaces automatisés dont le succès crée encore plus de chômage dans le milieu des caissières et augmente les bénéfices à distribuer aux actionnaires. Voilà comment certaines enseignes nous conduisent à être nous-mêmes responsables de l'augmentation du chômage. Ne soyons donc pas pressé. Nous risquerions en outre de passer à côté d'une charmante discussion avec un voisin ou une voisine de file d'attente. Les introvertis pourront aussi lire la presse ou remplir une grille de mots-croisés !

Ce matin déjà la radio distillait sont flot d'informations choisies. Parmi elles, une manifestation. Le nombre de participants est estimé à deux mille selon la police, quinze mille selon les organisateurs. Toujours cette bataille de chiffres qui permet d'agir sur l'opinion. Le bon sens dérape alors. On se plait à rêver d'un monde aux données scientifiques exactes. Par exemple, en plaçant une puce électronique sur chaque manifestant. Sous prétexte d'exactitude, on pourrait ainsi mieux les contrôler, les maîtriser, les asservir...

Chaque information reçue est ainsi filtrée par un cerveau évolutif. Celui-ci ne laisse passer qu'un nombre limité d'éléments en accord avec sa propre histoire. L'information subit alors une première déformation par perte de matière ou grossissement. Retransmise, elle s'habille d'intentions plus ou moins conscientes relayées par des mots choisis qui arrivent jusqu'à des oreilles complaisantes (ou réticentes) puis se glissent à travers de nouveaux filtres qui induisent chez ces récepteurs d'autres réactions, et ainsi de suite... Voilà comment s'envolent rumeurs, tromperies, duperies et autres vilénies pour répandre leur venin. C'est l'effet papillon d'une manipulation non maîtrisée.

Nous le savons, la fidélité – au sens scientifique du terme – dans la relation d'un fait est un leurre compte tenu des déformations subies, plus ou moins inconscientes ou volontaires. Pour preuve, les différentes relations d'un même événement par différents témoins qui pensent tous dire « la vérité ». Il est alors difficile de connaître le déroulement exact des faits puisque les diverses présentations impactent différemment le récepteur. Toute information produit un effet sur celui qui la reçoit. Sur ce terrain béni des petits dieux machiavéliques, les déformations volontaires s'épanouissent largement. Elles obéissent à un objectif soigneusement pensé visant à faire réagir la cible dans le sens voulu par son initiateur ou ses hommes de mains. Le réel scientifique s'efface devant le monde spectaculaire des prestidigitateurs, manipulateurs, contorsionnistes, ventriloques et autres imitateurs. Ici commence la grande lessive de la manipulation mentale, le lavage des cerveaux et la « prise des têtes ».

La manipulation réside dans cette manière de présenter une information pour déclencher chez l'auditeur, le lecteur, le voyeur, une réaction conforme à l'objectif recherché par son émetteur. Se prémunir de ce risque est difficile sans tomber dans un soupçon perpétuel, dans une paranoïa invasive. Le doute philosophique et la réaction différée (qui va contre la rapidité actuelle de la communication) paraissent être les premiers protecteurs car ils permettent à l'homme de réapprendre à penser par lui-même, hors contraintes extérieures et temporelles. Mais voilà, tout Homme est né manipulateur. Difficile alors de ne pas tomber dans la paranoïa du chasseur chassé et du manipulateur manipulé.

Je vais me réveiller, c'est sûr !

Gérard MILLET

DE L'IMPORTANCE DE L'EDUCATION

«Entre le faux et le vrai, il y a un espace qui est celui de l'apparence du vrai. C'est l'espace de l'imposture, de la séduction, de l'opinion, de la bêtise aussi. L'apparence du vrai, c'est le cauchemar de la vérité.»

Alexandre POSTEL : « Un homme effacé »

« *La lucidité est une forme de résistance* ». Les membres du Cercle Condorcet se rallient à cette phrase incisive qui conclut le livre de Serge Halimi. Au nom d'une modeste mission éducative qu'ils se donnent auprès de leurs lecteurs, ils souhaitent permettre au citoyen de reconquérir sa lucidité et lui suggérer quelques outils et quelques comportements qui les protégeront contre l'aveuglement. Il est apparu qu'une part de manipulation est inséparable de l'information et inhérente à toute situation de communication entre les hommes ; il est vain de vouloir s'y soustraire ou de s'y opposer. La seule façon d'être armé c'est d'avoir des alertes. Il faut inciter le citoyen à confronter son savoir et son expérience à l'information qui lui est donnée, à vérifier par lui-même, l'inviter à consulter d'autres sources (les livres par exemple). Il ne faut pas se contenter d'une écoute segmentaire, mais introduire la notion de doute méthodique tel que le préconise le philosophe Alain : « *Avant de se prononcer sur une idée, il faut que cette idée soit comparée à l'idée complètement adverse, et à partir de là on se fait son jugement* ».

C'est à cette vigilance que doivent s'exercer les destinataires de toutes les formes d'information.

Il convient toutefois de ne pas sombrer dans le catastrophisme civique. Tous les citoyens ne succombent pas aveuglément aux propagandes ou aux informations mensongères dont ils sont abreuvés. Ils ont cessé, depuis longtemps, d'être dupes de campagnes électorales au cours desquelles des engagements pris resteront lettres mortes. Faut-il voir dans l'augmentation de l'abstention le revers de cette lucidité ? Jeanine Closset a rappelé « la vigilance » dont font preuve les internautes sur les questions de sécurité et de respect de la vie privée. On constate aussi que le jeune public s'est constitué une compétence critique totalement empirique et qu'il a appris à déjouer les méthodes et les ficelles des messages publicitaires qu'il sait tourner en dérision ou qu'il réussit à parodier ; ce qui atteste une fois encore la fonction salutaire de l'humour.

Non content de se livrer à une apologie de la ruse, Fabrice de Almeida nous invite aussi à dédramatiser ce qu'il appelle « l'obsession de la manipulation ». *« Cette obsession laisse de côté tous les éléments qui pourraient contredire le fantasme d'un monde devenu théâtre d'ombres : la création de médias contestataires et alternatif ; l'usage du courrier électronique pour les mobilisations antimondialisation... »*

Historiquement, les médias n'ont jamais rempli une mission d'information idéalisée. Ils ont été le lieu de confluence et de confrontation de stratégies contradictoires qui, recoupées, peuvent livrer des informations valides au citoyen. La croyance en la manipulation omniprésente de l'information ne fait que diaboliser un mode de fonctionnement presque inhérent à l'univers de la communication : la nécessité de dire quelque chose dans un but donné, une nécessité tactique. Au citoyen de diversifier ses sources d'information et de rester vigilant ».

L'appel à la responsabilité citoyenne face aux messages reçus est commun à tous ceux qui analysent la permanence de la manipulation, son caractère inévitable. Philippe BRETON va plus loin et considère que le citoyen retrouve, dans l'exercice de cette lucidité critique, sa liberté, sa dignité, en un mot une forme de grandeur :

« Déjouer la manipulation grandit celui qui s'y emploie et le fait se re-sentir homme libre. La joie que l'on peut en retirer ne tient pas seulement à la découverte de ce que le raisonnement critique permet ; elle n'est pas une simple joie cognitive, elle est le plaisir de s'éprouver soi-même comme un être singulier parce que de plain-pied dans un monde qui n'est plus un pur spectacle de marionnettes dès l'instant qu'on le comprend ».

Le même Philippe BRETON, dans la conclusion de son ouvrage, rappelle l'importance de l'éducation, en particulier sur le plan des valeurs, ainsi que l'importance d'une véritable formation technique qui nous apprendrait à décoder les messages reçus, à reconnaître les mécanismes utilisés, et donc à s'y soustraire.

« Il nous manque ce que l'on pourrait appeler « une culture de l'analyse du message ... Savoir analyser les messages reçus ou bien rester prisonnier de leurs effets constitue peut-être une des sources principales d'inégalité sociale aujourd'hui. Il est urgent que notre culture accorde une place plus importante à la compréhension des mécanismes communicationnels, des procédés argumentatifs, des méthodes manipulatoires.... C'est précisément à cette connais-

sance-là que s'en prennent les techniques manipulatoires... Apprendre à décoder... c'est apprendre à être un être non influençable en même temps que rester disponible aux autres ».

C'est à cette nécessité de l'éducation que se rallient encore les membres du Cercle ; fidèles aux valeurs de Condorcet, ils continuent à croire à une école véritablement libératrice et à un savoir émancipateur. En dépit de ses détracteurs, l'école de la République n'a pas failli à sa mission ; depuis longtemps ses instructions officielles inscrivent dans leurs programmes et leurs objectifs la nécessité d'une formation du citoyen qui passe par la maîtrise de l'argumentation, l'entraînement à l'analyse des discours, le développement de l'esprit critique. Contre les doctrines et les dogmes, contre ceux qui voudraient substituer la croyance aux savoirs, l'école laïque n'a jamais renoncé à former à l'usage de la raison, à la pratique de l'examen critique, à l'exercice du doute philosophique. Le Cercle Condorcet tient de cette manière le pari du progrès de l'esprit humain. La manipulation n'est plus alors qu'une provocation à laquelle s'éprouve la force d'une liberté de pensée, vertu essentielle du citoyen éclairé.

Alain BANDIERA

Remerciements du Cercle Condorcet

Le Cercle Condorcet du Puy-de-Dôme remercie vivement :

- Le Conseil Général du Puy-de-Dôme
- La Ligue de l'enseignement du Puy-de-Dôme des aides qui lui ont permis l'édition de cette plaquette
- Jean Pierre ROUGER, *journaliste honoraire*
- Jacques BOUDOT (ex-membre du Cercle Condorcet) qui nous a autorisés à publier ses interventions dans notre livret
- Jacques MOURIQUAND, *journaliste écrivain* qui nous a autorisés à publier des extraits de sa conférence donnée à la Maison des Sciences de l'homme à Clermont-Ferrand
- Daniel CORNU, *écrivain, ancien journaliste à la Tribune de Genève* qui nous a autorisés à publier un extrait de la conférence donnée à Louvain et qui a envoyé un message d'encouragement au Cercle Condorcet
- Jean-Claude GUILLEBAUD qui nous a autorisés à publier un extrait de sa chronique « Sus au bourrage de crâne » parue dans l'hebdomadaire « Marianne » le 23 novembre 2013
- Dominique Soulhat, président du comité de Communes du pays de Menat, Clotilde Pompili, directrice de « la Passerelle » - Pont-de-Menat - et Eric Royer, responsable culturel, qui a accueilli le Cercle Condorcet en juin 2013 et mis la salle à notre disposition.

Remerciements du Président du Cercle Condorcet

Ce livret réunit les apports de différents membres du Cercle.

Le président remercie chaleureusement :

- **les membres du Cercle** pour leur participation assidue à la réflexion commune :

Michel AMREIN ; Alain BANDIERA ; Annie BERNARD ; Jacques BERNARD ; Pierre BERNARD ; Jacques BOUDOT ; Mireille BRASSIER ; Guy BRUNET ; Guy CAGNIANT ; Gérard CHANEL ; Jeanine CLOSSET ; Roland FERRANDON ; Odile GENEVRIER ; Serge GODARD ; Ismael MACNA ; Pierre MIELE, Gérard MILLET ; Patrick POCHET ; Pierre POUQUET ; François ROBERT ; Alain ROUME ; Huguette RUBIO ; J.René TOURNADRE et Jean EHRARD, membre honoraire, président fondateur du Cercle CONDORCET.

- Alain Bandiéra, Roland Ferrandon, Pierre Miele, Huguette Rubio, membres du comité de lecture qui se sont chargés de la correction détaillée du livret.
- Huguette Rubio pour le travail d'élaboration du livret (plan et mise en page).
- Roland Ferrandon et Michel Amrein pour les démarches d'impression du livret.

Publications du Cercle Condorcet du Puy-de-Dôme

Hors série	1992	République et démocratie aujourd'hui Tables rondes du Cercle Condorcet de Clermont-Ferrand, 18 novembre et 3 décembre 1992." dans Cercle Condorcet (Ligue française de l'enseignement), Série jaune n°30, Paris, 1993.
Cahier n° 1	1994	Bicentenaire de la mort de Condorcet Condorcet, l'école et la nation – Conférence-débat de Catherine Kintzler
Cahier n° 2	1995	Sport et société
Cahier n° 3	1996	Femme et citoyenneté
Cahier n° 4	1998	Le service public
Cahier n° 5	2000	La région Auvergne existe-t-elle ?
Cahier n° 6	2002	Le patrimoine en question : « Sur les sédiments du passé, la culture en devenir »
Cahier n° 7	2004	Territoires et citoyenneté : « Les enjeux des décentralisations »
Cahier n° 8	2005	Comment maîtriser le pouvoir de l'image ?
Cahier n° 9	2006	Les valeurs de la République face aux questions du communautarisme
Cahier n° 10	2007	Judiciarisation de la société : néfaste ou salubre ?
Cahier n° 11	2008	L'enseignement du Français en question(s)
Cahier n° 12	2009	Que reste-t-il des Lumières ?
Cahier n° 13	2010	La réforme des collectivités territoriales
Cahier n° 14	2012	La reconnaissance de l'autre : une clef pour vivre ensemble ?